



lutte de classe

Pour un parti mondial
de la révolution prolétarienne



N° 3
Octobre 1986

class struggle

For a world party of
proletarian revolution



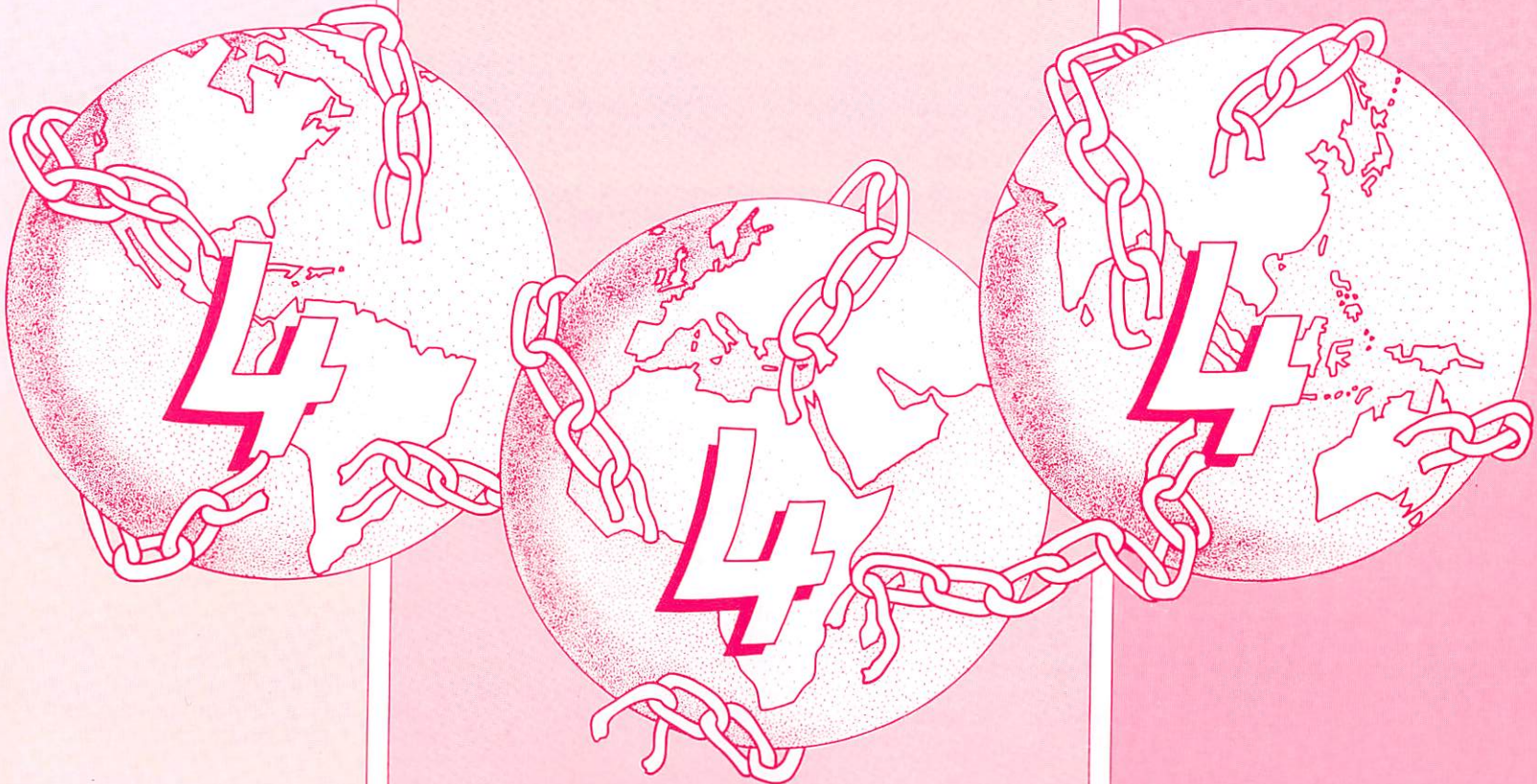
N° 3
October 1986

lucha de clase

Por un partido mundial
de la revolución proletaria



N° 3
Octubre de 1986



A nos lecteurs

Cette revue est éditée conjointement par Lutte Ouvrière (France), Spark (USA), Combat Ouvrier (Antilles francophones), et l'UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes). Ces groupes qui collaborent depuis des années sur des bases politiques communes, constituent un courant trotskyste international qui n'a jamais cessé de militer pour la création de partis révolutionnaires prolétariens dans tous les pays et, ce qui va de pair, pour la création d'une Internationale communiste révolutionnaire fondée sur les enseignements de Lénine et de Trotsky, c'est-à-dire ce que devrait être la IV^e Internationale.

Aujourd'hui une telle internationale n'existe pas, il faut en faire le constat. Le mouvement trotskyste est divisé en multiples courants et tendances dont aucun n'a résolu, même dans un pays, la question de construction d'un véritable parti prolétarien. Sans doute parce qu'il manque une véritable direction internationale compétente et reconnue.

La tendance qui est à l'initiative de cette revue n'a pas la prétention d'être cette internationale, ni d'avoir résolu la question du parti, même dans les pays où militent les groupes qui la constituent.

Par contre elle a la claire volonté de contribuer à sa construction avec ceux qui, au sein du mouvement trotskyste et du mouvement prolétarien, se posent réellement le problème et veulent bien étudier les raisons de la faiblesse du mouvement révolutionnaire prolétarien dans son ensemble.

Cette revue est trilingue. Chaque article est présenté parallèlement au français, en anglais, en espagnol afin d'en faciliter l'accès à tous les militants qui, de par le monde, ressentent la nécessité d'une réelle confrontation entre tendances révolutionnaires.

On y trouvera les analyses et les opinions du courant qui l'édite. Mais nous souhaitons aussi ouvrir ses colonnes à d'autres tendances révolutionnaires qui se situent sur le terrain du trotskysme et de l'internationalisme prolétarien.

Car nous sommes convaincus qu'une confrontation fraternelle, mais franche, sans faux-fuyant et sans polémique, des analyses, des politiques, des bilans de chacun, c'est-à-dire, un échange politique sérieux peut seul aboutir à la détermination d'un programme de reconstruction de la IV^e Internationale, c'est-à-dire d'un Parti mondial de la révolution prolétarienne.

To our readers

This review is jointly published by Lutte Ouvrière (France), Spark (USA), Combat Ouvrier (French-speaking West Indies) and UATCI (African Union of Internationalist Communist Workers). These groups, which have been collaborating for years on a common political basis, make up an international Trotskyist tendency, which has never ceased to work for the building of proletarian revolutionary parties in all countries and, flowing from this, for the building of a revolutionary communist international based on the teachings of Lenin and Trotsky, that is to say, for the building of what the Fourth International should be.

Today such an International does not exist. We must recognize this. The Trotskyist movement is divided up in various currents and tendencies, none of which have solved the question of the building of a genuine proletarian party, even in a single country. Undoubtedly, the reason for this is the lack of a competent and accepted international leadership. The tendency which took the initiative of publishing this review does not pretend it is such an International, nor that it has solved the question of the building of the party, not even in the countries where the groupings which make up our tendency are active.

But we have the definite willingness to participate in its construction with those in the Trotskyist movement and in the proletarian movement who seriously raise these questions and are willing to study the reasons why the proletarian revolutionary movement as a whole is so weak.

This review is trilingual. Each article is presented in French, English and Spanish in parallel columns in order to make it easier to understand for militants throughout the world who feel the need of a true debate between revolutionary tendencies.

Analyses and opinions of our tendency can be found in this review. But we also wish to open its columns to other revolutionary tendencies which stand on the basic premises of Trotskyism and proletarian internationalism.

For we are convinced that a fraternal debate—a sincere one, without equivocating and without polemics—about the respective analyses, policies and balance-sheets of the different tendencies is necessary. Only such earnest political exchange can result in defining a program for rebuilding the Fourth International—that is to say a world party of the proletarian revolution.

A nuestros lectores

Esta revista es editada conjuntamente por Lutte Ouvrière (Francia), Spark (Estados Unidos), Combat Ouvrier (Antillas de habla francesa y UATCI (Unión Africana de los Trabajadores Comunistas Internacionalistas). Estos grupos que colaboran desde hace años sobre bases políticas comunes, constituyen una corriente trotskista internacional que no ha dejado nunca de militar por la creación de partidos revolucionarios en todos los países y —es algo paralelo— por la creación de una Internacional comunista revolucionaria basada en las enseñanzas de Lenin y de Trotski, es decir por lo que debiera ser la Cuarta Internacional.

Hoy tal internacional no existe. Hay que tomar nota de ello. El movimiento trotskista está dividido en muchas corrientes y tendencias entre las cuales ninguna ha resuelto, ni siquiera en un solo país, el problema de la construcción de un verdadero partido proletario. Sin duda porque falta una verdadera dirección internacional competente y reconocida como tal.

La tendencia que ha tomado la iniciativa de esta revista no tiene la pretensión de ser esta internacional ni de haber resuelto el problema del partido, ni siquiera en los países donde militan los grupos que la constituyen.

Sin embargo tiene claramente la voluntad de contribuir a su construcción con quienes, en el seno del movimiento trotskista y del movimiento proletario, se plantean realmente el problema y aceptan estudiar las razones de la debilidad del movimiento proletario en su conjunto.

Esta revista es trilingüe. Cada artículo viene presentado paralelamente en francés, en inglés y en español para que sea accesible a todos los militantes que, en el mundo, sientan la necesidad de una verdadera confrontación entre tendencias revolucionarias.

Se podrá encontrar en esta revista los análisis y las opiniones de la corriente que la edita. Pero deseamos también abrir sus columnas a otras tendencias revolucionarias que se sitúan en el terreno del trotskismo y del internacionalismo proletario.

Porque estamos convencidos de que solamente una confrontación fraternal, pero franca, sin evasivas y sin polémica, de los análisis, de las políticas, de los balances de cada una, es decir un intercambio político serio, puede conducir a definir un programa de reconstrucción de la Cuarta Internacional, es decir de un partido mundial de la revolución proletaria.

SOMMAIRE

- Haïti :
masses en lutte
et manœuvres du
gouvernement 2
- La Caraïbe :
arrière-cour de
l'impérialisme
américain
et facteur
d'instabilité
politique 22
- France :
du terrorisme
et de la
violence
révolutionnaire 37
- Espagne :
le gouvernement
espagnol peut-il
négocier
avec l'ETA ? 56

CONTENTS

- Haïti
masses in struggle
and the maneuvers of
the government 2
- The Caribbean :
backyard of U.S.
imperialism and
a factor of
political
instability 22
- France :
of terrorism
and of
revolutionary
violence 37
- Spain
can the spanish
government
negotiate
with the ETA ? 56

SUMARIO

- Haití :
masas en lucha
y maniobras
del gobierno 3
- El Caribe :
coto vedado del
imperialismo norte
americano
y factor
de inestabilidad
politica 23
- Francia :
del terrorismo
y de la
violencia
revolucionaria 37
- España :
¿puede negociar
el gobierno
español
con ETA ? 56

Haiti : masses en lutte et manœuvres du gouvernement

Dans le numéro précédent de la *Lutte de Classe*, nous avons parlé de Haïti aux lendemains de la chute de Duvalier. Nous nous proposons dans le présent article, de porter à la connaissance de nos lecteurs d'autres informations, susceptibles de leur permettre de se faire une idée de la situation.

LA POLITIQUE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT MILITAIRE

Aussitôt Duvalier parti, l'armée s'est attachée à rétablir l'ordre. Les militaires sous les ordres du nouveau chef du gouvernement, le général Namphy, commença par protéger certains macoutes et même faciliter leur fuite.

Dans le courant des mois de mars et d'avril 1986, de grandes manifestations se poursuivirent. Dans la soirée du 19 mars, l'agression d'un chauffeur de taxi par un policier provoqua un début d'émeute. L'armée tira, faisant cinq morts et une vingtaine de blessés. Aussitôt, les transporteurs publics se mirent en grève et des barrages de rue furent édifiés par les manifestants à Port-Au-Prince et Petionville (le quartier bourgeois) par les manifestants.

Le mois suivant, devant une manifestation importante, face à la sinistre prison de Fort-Dimanche, l'armée tirait à nouveau, faisant trois morts.

Le Conseil National de Gouvernement n'hésita donc pas à faire intervenir violemment l'armée contre

les manifestants pour faire cesser autant que possible les "débordements" populaires.

Cependant, face à la méfiance qu'exprime la population à son égard, et aussi face à la pression internationale, y compris celle des USA, il prit un certain nombre de mesures d'apaisement et accorda certaines libertés : il limogea trois des membres du gouvernement dont la population réclamait le départ. Il s'agit de trois partisans notoires de Duvalier : les colonels Prosper Avril, Max Valles et un civil, Alex Cineas. D'autre part, il annonça l'organisation d'élections présidentielles pour le mois de novembre 1987 précédant des élections générales. Il autorisa légalement la création de partis politiques, y compris celle du Parti Communiste Haïtien, autorisa le retour des exilés persécutés et poursuivis par Duvalier, libéra les prisonniers politiques et toléra la liberté de la presse. Il créa aussi des "Conseils d'Administration des sections rurales", les CASER.

Mais cette libéralisation pourtant timide est particulièrement restrictive.

Le décret sur les partis politiques, tout en donnant le droit d'exister à toutes les formations, stipule par exemple que "*pour bénéficier de la reconnaissance légale, le parti politique doit justifier d'un nombre minimum de 2000 adhérents répartis à travers l'ensemble du territoire national*". Le décret accorde aussi au commissaire du gouvernement le droit de dissoudre toute organisation politique qui ne se plie pas aux dispositions.

Il en est de même en ce qui concerne le décret sur la

Haiti : masses in struggle and the maneuvers of the government

In the previous issue of *Class Struggle*, we wrote about the situation in Haiti following Duvalier's overthrow. In the present article, we intend to bring further information to our readers, which can allow them to get a better idea of the situation.

THE POLICY OF THE NEW MILITARY GOVERNMENT

As soon as Duvalier had left, the military endeavored to restore law and order. Under the orders of General Namphy, the new head of the government, the first thing the military did was to protect some of the Macoutes and even help them flee.

Big demonstrations continued during the months of March and April 1986. In the evening of 19 March the assault of a policeman upon a taxi driver sparked off the beginning of a riot. The military shot at the demonstrators killing five people and injuring some twenty others. Public transport drivers reacted straight away and went on strike, street barricades were set up by demonstrators in Port-au-Prince and in Petionville (a bourgeois neighborhood).

The following month the military fired again at a large demonstration outside the sinister prison of Fort Dimanche, killing three people.

Indeed, the Government National Council did not hesitate to have the army violently crack down on

Haití : masas en lucha y maniobras del gobierno

demonstrators in order to put an end, as far as possible, to the popular "outbursts".

However, when confronted with the population's open distrust of the government and also due to international pressures, including from the U.S., the Government National Council took a number of appeasing measures and granted some freedoms. It dismissed three members of the government whose departure was demanded by the population. The three—namely, Colonels Prosper Avril and Max Vallés, and a civilian called Alex Cineas—had been notorious supporters of Duvalier. And it announced that presidential elections would be organized in November 1987, prior to general elections due to be held a little later. It authorized the legal establishment of political parties, including the Haitian Communist Party; exiles who had been harassed and hunted down by Duvalier were granted permission to return to Haiti; political prisoners were released and freedom of the press was tolerated.

The Government National Council also created the CASER (Administrative Councils for Rural Sections).

Yet, this mild liberalization remains extremely limited.

The decree on political parties, while granting the right of existence to all political organizations, specifies, for example, that *"in order to be granted legal recognition, a political party must prove it has a minimum membership of 2,000 people spread out over the whole national territory..."*. The decree

En el anterior número de *Lucha de Clase*, habíamos hablado de Haití a la mañana siguiente de la caída de Duvalier. En el presente artículo, nos proponemos llevar al conocimiento de nuestros lectores otras informaciones, que les permitan hacerse una idea de la situación.

LA POLÍTICA DEL NUEVO GOBIERNO MILITAR

Inmediatamente después de la huida de Duvalier, el ejército se dedicó a restablecer el orden. Los militares, a las órdenes del nuevo jefe de gobierno, el general Namphy, empezaron protegiendo a algunos "macoutes" y llegaron incluso a facilitarles la huida.

Durante los meses de marzo y abril de 1986, prosiguieron las grandes manifestaciones. El 19 de marzo, al atardecer, la agresión de un taxista por un policía desencadenó un pequeño motín. Como respuesta a la intervención del ejército, que mató a cinco personas e hirió a otras veinte, los transportistas públicos se pusieron en huelga y los manifestantes levantaron barricadas en Port-au-Prince y en Petionville (el barrio burgués de la capital).

El mes siguiente, el ejército disparó de nuevo contra una importante manifestación, cuando se hallaba frente a la siniestra cárcel de Fort-Dimanche, haciendo tres muertos.

El Consejo Nacional de Gobierno no dudó en hacer intervenir violentamente el ejército contra los

manifestantes para poner fin, en la medida de lo posible, a los "desbordamientos" populares.

No obstante, frente a la desconfianza que mostraba la población hacia él, y también por la presión internacional, incluida la de Estados Unidos, el CNG adoptó unas cuantas medidas de apaciguamiento y acordó algunas libertades. Entre las primeras, cabe situar la expulsión del gobierno — tantas veces reclamada por la población — de tres conocidos partidarios de Duvalier, Alex Cineas y los coroneles Avril y Max Vallés; así como el anuncio de la celebración de elecciones presidenciales en diciembre de 1987 y de generales después. Entre las segundas, la legalización de todos los partidos políticos, Partido Comunista Haitiano inclusive; la autorización del retorno de los exiliados perseguidos por Duvalier; la liberación de los presos políticos, y el reconocimiento de la libertad de prensa. También han sido creados unos "Consejos de Administración de las Secciones Rurales", los CASER.

Pero esta liberalización a pesar de ser tímida es particularmente restrictiva. El decreto sobre los partidos políticos, al tiempo que concedía el derecho de existir a todas las formaciones, establecía restricciones, por ejemplo, cuando se estipulaba que *"para beneficiar del reconocimiento legal, el partido político debe justificar un mínimo de 2 000 afiliados repartidos por todo el territorio nacional"*. El decreto otorgaba también al comisario del gobierno el derecho de disolver cualquier organización política que no se plegara a estas disposiciones...

Algo parecido ocurrió con el decreto sobre la

liberté de la presse. D'ailleurs plusieurs journalistes se sont déjà fait vertement rappeler à l'ordre pour avoir critiqué le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses membres. Sur Radio Caraïbes, l'émission "Lave-je" (nettoyage) a été censurée; une autre émission, "Quelle démocratie pour Haïti?" sur Radio-métropole eut le même sort.

Plusieurs journalistes étrangers ont été inquiétés. L'un d'entre eux, de l'AFP, a même été emprisonné pendant plusieurs jours.

Quant au projet d'élection pour les CASER (Conseil d'administration de section rurale), c'est une grossière caricature de démocratie. Qu'on en juge: pour être membre d'un CASER, il faut savoir lire et écrire, ce qui n'est pas le cas pour 90% des paysans haïtiens; les membres du CASER doivent être choisis par tirage au sort...

D'autre part, depuis quelques semaines, les anciens tontons macoutes, dont un grand nombre se cachaient ou étaient fort discrets pendant quelque temps, reprennent de l'assurance, enhardis par la complaisance du pouvoir à leur égard.

De plus, le bruit court qu'un regroupement de troupes macoutes se serait effectué en République Dominicaine, aux abords de la frontière haïtienne, et certains commentateurs n'hésitent pas à parler de la possibilité d'un éventuel coup d'Etat macoute. Vrais ou faux, ces bruits sont quand même révélateurs du climat qui règne actuellement dans le pays.

Le 29-juillet dernier, le gouvernement fit une nouvelle démonstration de force dans le pays. Cette date, en effet, correspondait à la fête traditionnelle des tontons macoutes et, provocation ou pas, la nouvelle circula que la population se serait mise en rebellion générale contre les tontons macoutes. Le gouvernement en profita pour procéder à des dizaines d'arrestations "préventives", notamment au Cap-Haïtien.

La maison du dirigeant du Parti Démocrate Chrétien d'Haïti, Sylvio Claude, hors du pays, fut perquisitionnée par les militaires en armes. Au cours de la journée, de nombreuses patrouilles militaires, des chars de combat, sillonnaient les rues. Mais à part quelques incendies, dont l'un dans une ancienne propriété de Duvalier, il n'y eut pas de manifestations populaires ce jour-là. Il faut dire que plusieurs

organisations d'opposition avaient demandé à la population de ne pas manifester car, pensaient-elles, le gouvernement profiterait de l'occasion pour faire un nouveau massacre.

LA POPULATION EXPRIME SA MEFIANCE A L'EGARD DES NOUVEAUX DIRIGEANTS

Mais cette politique musclée et autoritaire des colonels du CNG ne va pas sans réactions de la part de la population. Aussi bien parmi les travailleurs, les paysans, les pauvres en général, qu'au sein de la petite bourgeoisie des villes qui aspire à plus de libertés.

Si les grandes manifestations de rue ont cessé depuis quelques temps, de nombreuses réactions, autant dans les campagnes que dans les villes, indiquent que la population n'est pas décidée à accepter sans mot dire les mesures autoritaires et la misère toujours aussi effroyable qu'elle subit quotidiennement.

Au mois de juin, à St Marc, la population réclamait le départ du commandant militaire qui terrorisait les pauvres. A Sarrazin, des paysans ayant voulu constituer un syndicat se sont heurtés à des hommes connus pour avoir été tontons macoutes, notamment à l'ex-président du "conseil communautaire", une des créations de Duvalier pour contrôler la population. Constitués en Comité pour la constitution d'un syndicat, ils tentent de s'organiser pour résister aux macoutes et mettre sur pied leur syndicat. A Pilate, une autre localité, une lettre signée d'une cinquantaine de personnes réclame le jugement d'un macoute ayant commis de nombreux assassinats.

La population de Fort-Liberté réclame des terres. Elle veut que 10000 carreaux soient répartis entre 2000 familles (un carreau équivaut environ à 1,29 hectare).

Dans une lettre adressée aux membres du gouvernement, elle déclare: "*Nous ne voulons plus continuer à becqueter du "manjé sinistré" comme les poules. Nous savons ce que nous voulons*" (le "manjé sinistré" est l'aide alimentaire que reçoit Haïti et qui est distribuée au compte goutte à la population "sinistrée").

A Jean Rabel, plus de 3000 petits paysans

also grants the government commissioner the right to disband any political organization not complying with those provisions...

The same is true for the decree on freedom of the press. Indeed, several journalists have already been sharply called to order for having criticized either the government or one or another of its members. On Radio Caraïbes, a program entitled "Lave-je" (cleaning up) has been suppressed; the same thing has happened to another program called "What kind of democracy for Haiti?" on Radio Metropole.

Several foreign journalists have already been bothered. One of them, from the Agence France Presse, has even been jailed for several days.

As for the plans for elections to the CASER, it is a mere mockery of democracy. Judge for yourself: to be a member of a CASER, one must be able to read and write, which is not the case for 90% of Haitian peasants; in addition, the members of a CASER are to be chosen by drawing lots...!!

On the other hand, the former Tontons Macoutes, a great number of whom had been in hiding or keeping out of the limelight for some time, have been regaining their self-confidence these last few weeks, emboldened by the government's indulgence toward them.

Moreover, rumor has it that Macoutes troops have gathered in the Dominican Republic along the Haitian border, and in the newspapers or on the radio some commentators do not hesitate to talk of the possibility of an eventual Macoutes coup. True or false, those rumors nonetheless reveal the atmosphere prevailing in the country at present.

On 29 July, the government made a new display of its forces in the country. As a matter of fact, that date used to be the traditional celebration day of the Tontons Macoutes. And this year, rumors had spread about a probable general revolt of the population against the Tontons Macoutes. Whether or not the rumors were a provocation, the government took advantage of this situation to put dozens of people under arrest particularly in Cap-Haïtien as a "preventative" measure.

Armed military personnel carried out a search of the house of Sylvio Claude, the leader of the Christian-Democratic Party, who was not in Haiti at the time. That day, many soldiers were on patrol and armored tanks rolled through the streets. But apart

from a few cases of arson, one of which broke out in a house that had formerly belonged to Duvalier, there were no mass demonstrations of the people that day. It must be said that several opposition organizations had called on the population not to take to the streets because they thought the government would profit from the situation to carry out a new massacre.

THE POPULATION VOICES ITS DISTRUST OF THE NEW RULERS

But the authoritarian and strong-arm policy of the Government National Council's colonels has, nonetheless, provoked reactions on the part of the population: among workers, peasants, and the poor in general, as well as among the urban petty bourgeoisie longing for more freedom.

If the big street demonstrations have stopped for some time now, many reactions, in the countryside as well as in the towns, show that the population has not decided to accept the situation without saying a word. There are reactions against the authoritarian measures and the continuing destitution as appalling as ever that the population is subjected to every day.

In June, in St. Marc, the population asked for the removal of the military commander who was terrorizing the poor. In Sarrazin, peasants who wanted to set up a union came up against people known to have been Tontons Macoutes, notably the former president of the *Community Council* (one of Duvalier's devices to control the population). Associated within a *Committee for the setting up of a union*, they tried to organize in order to resist the Macoutes and to form their union. In Pilate, another village, a petition signed by some fifty people asked that judgement be passed against a Macoute who had committed many murders.

The people of Fort-Liberté are claiming land. They want 10,000 *squares* to be shared out between 2,000 families (a *square* is equivalent to about 3.18 acres).

In a letter addressed to the members of the government, they declared: "*We don't want to keep pecking at Manje sinistre like hens. We know what we want.*" (*Manje sinistre*—disaster food—is the food relief Haiti receives which is doled out sparingly to the "disaster-stricken" population.)

libertad de prensa. Por lo demás, varios periodistas han sido ya ásperamente llamados al orden por haber criticado al gobierno o a algún ministro. La emisión "*Lave-je*" (limpieza) de Radio Caribe, ha sido censurada, y el programa ¿"*Qué democracia para Haití?*", de Radio Metropole, ha sufrido la misma suerte.

Varios periodistas extranjeros han sido inquietados. Uno de ellos, perteneciente a la agencia *France-Presse*, ha pasado incluso varios días en la cárcel.

En cuanto al proyecto de elección para los CASER (Consejo de Administración de sección rural), se trata de una grosera caricatura de democracia, como lo muestra el hecho que se exija saber leer y escribir para ser miembro de un Consejo rural. Entonces, como eso no es precisamente el caso para el 90 por ciento de los campesinos haitianos... ¡los miembros de los CASER son escogidos por sorteo!

Por otra parte, desde hace unas semanas, los antiguos "tontons macoutes", que para muchos se escondían o eran muy discretos algún tiempo, tienen más confianza en sí mismos, animados por la complacencia del poder a su respecto.

Además, circula el rumor de que un reagrupamiento de tropas macoutes habría tenido lugar en República Dominicana cerca de la frontera haitiana, y algunos comentadores no vacilan en hablar de la posibilidad de un eventual golpe de Estado macoute. Falsos o no, esos rumores son a pesar de todo reveladores del clima que reina actualmente en el país.

El pasado 29 de julio, el gobierno realizó una nueva demostración de fuerza en el país. En efecto, esa fecha correspondía a la fiesta tradicional de los "tontons macoutes" y, provocación o no, corrió el rumor de que la población había iniciado una rebelión general contra los "tontons macoutes". El gobierno lo aprovechó para efectuar decenas de detenciones "preventivas", principalmente, en Cabo Haitiano.

La casa del dirigente del Partido Demócrata Cristiano de Haití, Silvio Claude, el cual estaba fuera del país, fue registrada por los militares en armas. Durante todo el día, numerosos tanques y patrullas militares circularon por las calles. Pero, aparte de algunos incendios, uno de ellos en una vieja propiedad de Duvalier, no hubo manifestaciones

populares ese día. Hay que decir que varias organizaciones de la oposición habían pedido a la población que no manifestara, pues temían que el gobierno pudiera aprovechar la ocasión para realizar nuevos crímenes.

LA POBLACIÓN MANIFIESTA SU DESCONFIANZA EN LOS NUEVOS DIRIGENTES

Pero esta política dura y autoritaria de los coroneles del CNG no deja de suscitar reacciones entre la población, tanto por parte de los trabajadores, los campesinos y los pobres en general, como en el seno de la pequeña burguesía de las ciudades que desea más libertades.

Aunque las grandes manifestaciones han cesado desde hace unos meses, numerosas reacciones indican, tanto en la ciudad como en el campo, que la población no está dispuesta a aceptar pasivamente las medidas autoritarias y la profunda miseria cotidiana de siempre.

En junio, en Saint Marc, la población reclamaba la expulsión de un comandante militar que tiene aterrorizados a los pobres. En Sarrazin, los campesinos que querían formar un sindicato tuvieron que enfrentarse con personas conocidas por haber sido "tontons macoutes", sobre todo con el ex-presidente del "Consejo Comunitario", una de las creaciones de Duvalier para controlar la población. Agrupados alrededor de un "Comité para la constitución de un sindicato", se han organizado para resistir a los "macoutes" y poner en pie su sindicato. En otra localidad, Pilate, unas cincuenta personas firmaron una carta reclamando el procesamiento de un "macoute" que había cometido numerosos asesinatos.

La población de Fort-Liberté reclama la tierra. Quiere que se repartan 10 000 "carreaux" entre 2 000 familias (un "carreau" equivale a 1,29 Ha).

En una carta dirigida a los miembros del gobierno, esta población ha declarado: "*no queremos seguir picoteando el 'manje sinistre' como si fuéramos gallinas. Sabemos lo que queremos.*" (El "manje sinistre" es la ayuda alimentaria que recibe Haití y que es distribuida con cuenta gotas entre la población "siniestrada").

En Jean Rabel, más de 3 000 campesinos pobres

réclament le départ des "chefs de section", ces petits caciques, mis en place par Duvalier et vivant sur le dos des paysans en les terrorisant.

Par ailleurs, une tournée des membres du Conseil National de Gouvernement s'est heurtée à des manifestations d'opposition dans certaines villes: à Jérémie où le colonel Régala fut responsable dans les années 60 de l'extermination de toute la famille Sansaricq accusée de communisme, la population n'a pas oublié. Des pancartes et banderoles portant des slogans hostiles avaient été mises en place dans les rues. Et, selon le journal *Haïti libérée*, vingt minutes avant l'arrivée du Conseil National de Gouvernement dans cette ville, une manifestation hostile à la présence des colonels eut lieu dans les rues.

De leur côté, les étudiants de l'université d'Haïti ont déclenché une grève, du 5 juin au 21 juillet. Regroupés dans la FENEH, Fédération nationale des étudiants haïtiens, ils réclament la démission des ministres Régala et Delatour, ministre des Finances, et aussi la "déduvalierisation" ainsi que l'avènement d'un régime démocratique. Au cours de cette grève, ils organisèrent plusieurs rassemblements qui regroupèrent plusieurs milliers d'étudiants et de non-étudiants.

LA CLASSE OUVRIÈRE HAÏTIENNE

La classe ouvrière haïtienne est numériquement faible comparativement à la paysannerie qui constitue la grande majorité de la population laborieuse. Mais elle n'en a pas moins une existence réelle. En 1977 le nombre des travailleurs de l'industrie était évalué à 145 000 dont 25 000 dans le secteur le plus moderne, c'est-à-dire les filiales des grandes sociétés américaines, les entreprises d'assemblage principalement. Ce sont des usines de montage d'appareils électroniques, de perforatrices pour machines IBM, de fabrication de vêtements, de... balles de base-ball, etc.

A ces travailleurs du secteur urbain, il faut ajouter les travailleurs agricoles des grandes plantations industrielles, comme les 11 000 travailleurs permanents et saisonniers de la HASCO (la compagnie sucrière qui possède une usine aussi à

In Jean Rabel, more than 3,000 small farmers are asking for the departure of the *heads of section*—those little chiefs installed by Duvalier and living off the peasants' backs by terrorizing them.

Moreover, there were demonstrations in some towns against the members of the Government National Council who were touring the country. In Jérémie the population had not forgotten that, in the 1960s, Colonel Regala had been responsible for the extermination of the whole Sansaricq family accused of communism. Placards and streamers carrying hostile slogans had been set up in the streets. And, according to the newspaper *Haïti libéré*, twenty minutes prior to the arrival of the Government National Council in that town, a demonstration opposed to the presence of the colonels took place in the streets.

For their part, the students of the university of Haiti launched a strike action, lasting from 5 June to 21 July. Organized within the FENEH (National Federation of Haitian Students), they demanded the resignation of Minister Regala and of Finance Minister Delatour. At the same time they demanded that "de-Duvalierization" be fully carried out and called for a democratic regime to be established. During that strike, they organized several meetings of several thousand students and non-students.

THE HAITIAN WORKING CLASS

In Haiti, there are much fewer workers than peasants, who make up the vast majority of the working population. But the working class has, nonetheless, a real existence. In 1977 the number of industrial workers was estimated at 145,000, of whom 25,000 worked in the most modern sector, that is, the big American subsidiary companies, which are mainly assembly plants. They manufacture electronic equipment, I.B.M. keypunch machines, clothing, baseballs, etc.

In addition to these workers of the urban sector, there are the agricultural workers of the big industrialized plantations, such as the 11,000 permanent and seasonal workers of HASCO (the sugar company which also owns a plant in Port-au-

reclaman la expulsión de los llamados "jefes de sección", una especie de pequeños caciques nombrados por Duvalier y que siguen explotando a los campesinos mediante el terror.

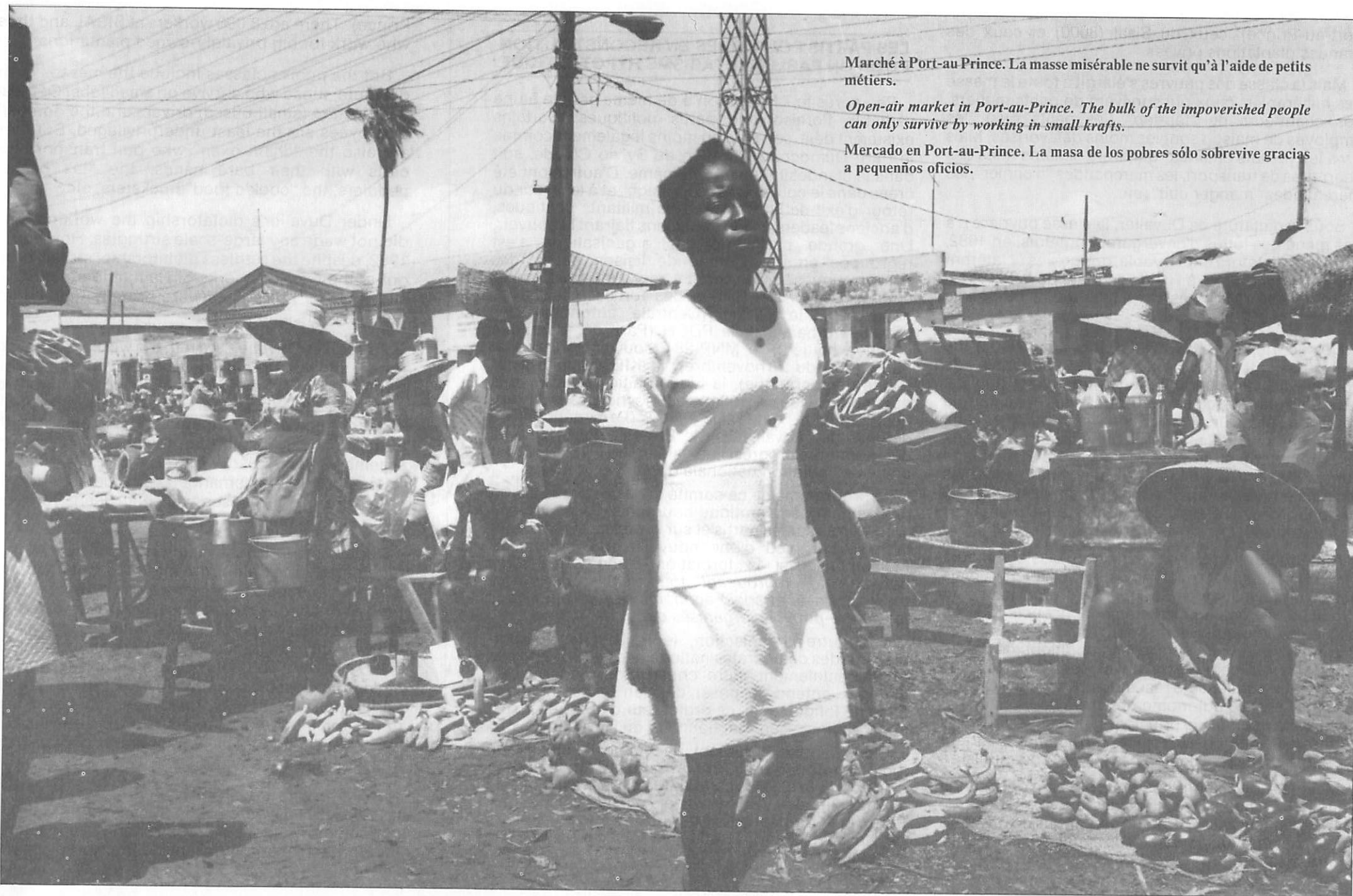
Por otra parte, en un viaje realizado por los miembros del Consejo Nacional de Gobierno, éstos han sido acogidos con manifestaciones de protesta en algunas de las ciudades que han visitado. En Jeremie, donde el coronel Regala fue el responsable, en los años 60, de la exterminación de la familia Sansaricq, acusada de ser comunista, la población no ha olvidado. Carteles y pancartas con eslóganes hostiles habían sido puestos en las calles de la ciudad. Y según el periódico *Haïti libérée*, veinte minutos antes de la llegada del Consejo Nacional de Gobierno, una manifestación contra la presencia de los coronels recorrió las calles de Jeremie.

Por su lado, los estudiantes de la universidad de Haïti se mantuvieron en huelga del 15 al 21 de julio. Organizados en la FENEH (Federación Nacional de Estudiantes Haitianos), reclamaban la dimisión de dos miembros del gobierno, el coronel Regala y el ministro de Hacienda Delatour; así como la "desduvalierización" y el establecimiento de un régimen democrático. Durante la huelga, organizaron varias concentraciones que reunieron a millares de estudiantes y de no estudiantes.

LA CLASE OBRERA HAITIANA

Comparada con el campesinado, que constituye la gran mayoría de la población trabajadora, la clase obrera es numéricamente débil. Pero ello no impide que esté realmente presente. En 1977, había 145 000 trabajadores industriales, 25 000 de los cuales estaban empleados en el sector más moderno; es decir, las filiales de las grandes sociedades norteamericanas que tienen fábricas de montaje de aparatos electrónicos, de perforadora para máquinas IBM, de fabricación de vestidos, de pelotas de beisbol, etc.

A estos trabajadores del sector urbano hay que añadir los trabajadores agrícolas de grandes plantaciones industriales como la HASCO, la compañía azucarera que posee también una fábrica en Port-au-Prince, que emplea a 11 000 trabajadores entre hijos y temporeros, o los 8000 de la Sisal, as



Marché à Port-au-Prince. La masse misérable ne survit qu'à l'aide de petits métiers.

Open-air market in Port-au-Prince. The bulk of the impoverished people can only survive by working in small crafts.

Mercado en Port-au-Prince. La masa de los pobres sólo sobrevive gracias a pequeños oficios.

Port-au-Prince), ceux du Sisal (8000) et ceux des grandes plantations privées.

Mais la classe des pauvres s'élargit à toute la masse des misérables, ceux qui survivent de petits métiers. Les chauffeurs de "tap-tap" (les petits bus), les employés de maison sont les moins défavorisés. Mais il y a les "bœufs chaînes" qui tirent à mains nues des charrettes de transport, les marchandes "ti panier", les marchandes "manger cuit", etc.

Sous la dictature de Duvalier, la classe ouvrière n'a pas mené des luttes d'envergure. Toutefois, en 1982, malgré la dictature impitoyable, des grèves éclatèrent aux Ciments d'Haïti, à l'usine sucrière de la HASCO. Elles ont été réprimées sans pitié, leurs dirigeants emprisonnés.

Dès le départ de Duvalier, les travailleurs de plusieurs entreprises ont montré un regain de combativité. Les conducteurs de transports publics, les employés des postes sont entrés en grève ainsi que ceux de plusieurs autres services publics: aux télécommunications, à la douane, à l'aéroport. Ceux de la minoterie et de plusieurs usines d'assemblage sont aussi entrés en grève. Dans tous les cas ils réclamaient des augmentations de salaire et le départ des patrons qui s'étaient montrés de zélés complices de Duvalier.

Aujourd'hui, la liberté syndicale n'existe toujours pas officiellement. Les syndicats sont tolérés, mais dès qu'un travailleur est soupçonné d'appartenir à un syndicat, il est immédiatement licencié. Selon plusieurs témoignages, une réaction de protestation, une réflexion même contre les conditions de travail suffit à faire licencier un travailleur. Près de 2500 d'entre eux auraient été récemment licenciés. C'est la CATH (Centrale autonome des travailleurs haïtiens) qui apparaît comme le principal syndicat des ouvriers d'entreprise de Port-au-Prince. Sa direction pourtant modérée est mise à l'index et taxée de "communiste".

Mais les travailleurs des entreprises n'ont pas dit leur dernier mot. Ils veulent des augmentations de salaire, l'amélioration de leurs conditions de travail, la liberté de réunion, de parole, de syndicalisation dans l'entreprise.

LES PARTIS POLITIQUES EN RECONSTITUTION POUR UN PARLEMENTARISME HYPOTHÉTIQUE

Peu après le 7 février, on a de même assisté à une véritable floraison de partis politiques. Certains existaient déjà, soit plus ou moins légalement comme le Parti Démocrate Chrétien de Sylvio Claude, soit dans la clandestinité en Haïti même. D'autres ont été créés dans le cours du "déchoukage" et à la faveur du retour d'exil de bon nombre de militants politiques, d'anciens leaders, ou de politiciens flairant le pouvoir. Une grande partie de ces organisations s'est regroupée en un "Comité de liaison des forces démocratiques". Ce comité regroupe des partis comme l'IFOPADA (Union des forces patriotiques haïtiennes), la CATH (Centrale autonome des travailleurs haïtiens), le PDCH (Parti démocratique chrétien haïtien), le MNP-28 (Mouvement national patriotique du 28 novembre), le KID (Comité pour l'unité démocratique), la Ligue haïtienne des droits humains, le Club patriotique du 7 février, le PDH (Parti démocratique haïtien), le PNDD (Parti national de défense des travailleurs), le PNDDP (Parti national démocratique progressiste haïtien), le FULNH (Front unifié de libération nationale d'Haïti), et d'autres.

Le programme de ce comité et de ces partis est un programme démocratique bourgeois. Ils s'opposent aux décrets sur les partis et sur la presse et réclament la mise sur pied d'une nouvelle constitution. Ils réclament aussi la formation d'une "Assemblée constituante, regroupant tous les corps socio-professionnels et socio-économiques du pays, tous les contre-pouvoirs organisés depuis le 7 février".

Une autre organisation, le RNDP (le Rassemblement des démocrates nationaux d'Haïti) ne dit pas fondamentalement autre chose. Son leader, Lesly Manigat, entend se poser déjà en leader national. Exilé de longue date, ce professeur d'université n'est autre qu'un ancien fonctionnaire de Duvalier.

Bien d'autres caressent de même l'ambition de jouer un rôle personnel à la faveur des événements. Et on ne compte plus les candidatures à la présidence de la République. Il y en aurait déjà plusieurs centaines. Parmi eux, on peut citer Marc Bazin, ancien ministre de Duvalier exilé à la suite de désaccords avec le dictateur.

Prince). There are 8,000 workers at SISAL and those who work for big privately-owned plantations.

But the poorer classes include the masses of the destitute, those who survive on small jobs. Of these the *Tap-tap* (small buses) drivers and the domestic employees are the least underprivileged. But there are also the "chain oxen" who pull transportation carts with their bare hands, the "Li'l basket" peddlers, the "cook'd food" hucksters, etc.

Under Duvalier's dictatorship the working class did not wage any large-scale struggles. However, in 1982, despite the ruthless dictatorship, strikes broke out at the Cement Works of Haiti, and at HASCO's sugar plant. The strikes were brutally quelled and their leaders jailed.

As soon as Duvalier had left, the workers of several firms showed renewed combativeness. Public transport drivers and post-office workers went on strike, as did the workers of several other public services such as telecommunications, customs, the airport. Those of the flour mill and of several assembly plants also went on strike. In all those cases the workers demanded pay increases and the departure of the bosses who had been Duvalier's zealous accomplices.

Today, the right to have unions is still not officially recognized. The unions are tolerated, but as soon as a worker is suspected of being a union member, he is fired at once. According to several testimonies, if a worker makes any protest, or even a remark against the working conditions, it is sufficient for him to be fired. Nearly 2,500 such workers are said to have been dismissed recently. CATH (Independent Federation of Haitian Workers) seems to be the main union for industrial workers in Port-au-Prince. Its leadership, although it is moderate, is blacklisted and labeled as "communist".

However, the industrial workers have not said their last word. They want pay increases, better working conditions, freedom of assembly and of speech, and the right to set up unions inside the workplaces.

THE POLITICAL PARTIES ARE BEING RECONSTRUCTED TO PREPARE FOR A HYPOTHETICAL PARLIAMENTARIANISM

Shortly after 7 February, there was a real rash of political parties. Some of them already existed more or less legally, such as Sylvio Claude's Christian Democratic Party, or in Haiti's underground movement. Others parties were created during the "uprooting" period, and they also took advantage of the return from exile of a good number of political militants, former leaders, or politicians smelling power at hand. A great deal of these organizations regrouped in the *Democratic Forces Liaison Committee*. This committee has groupings such as IFOPADA (Union of Haitian Patriotic Forces), PDCH (Sylvio Claude's Christian Democratic Party), CATH (Independent Confederation of Haitian Workers), MNP-28 (28 November Patriotic National Movement), KID (Committee for a Democratic Initiative), the Haitian Human Rights League, The 7 February Patriotic Club, PDH (Haitian Democratic Party), PNDT (National Party for the Defense of Workers), PNDPH (National Democratic Progressive Party of Haiti), FULNH (United Front for Haiti's National Liberation), and others.

The platform of the *Democratic Forces Liaison Committee* and of these parties is a bourgeois democratic platform. They have taken a stand against the decrees on political parties and the press, and have asked for a new constitution to be elaborated. They have also asked for the setting up of "a *Constituent Assembly*, grouping all of the country's professional and economic associations, and all the counter-powers set up after 7 February."

Another organization, the RNDP (Union of Haiti's National Democrats) basically says nothing different. Its leader, Lesly Manigat, has already tried to appear as a leader of national stature. A long-time exile, this university teacher is in fact a former civil servant of Duvalier's.

Many others also toy with the idea that they can play a leading role in coming events, and the number of would-be candidates for president is said to be more than a couple hundred. Among them, Marc Bazin can be singled out: he was a minister under Duvalier and was exiled after a disagreement with

como también los que trabajan en grandes plantaciones privadas.

Pero, de hecho, la clase de los pobres se extiende a toda la masa de los miserables que sólo logran sobrevivir gracias a algún pequeño oficio, como los chóferes de "tap-tap" (miniautobuses), los "bueyes cadenas" que arrastran a mano las carretas de transporte, las vendedoras "ti panier" (pequeño cesto) y las de "manger cuit" (comida cocida), sin contar los criados y domésticos, que no son los más desfavorecidos del lote.

Bajo el régimen de Duvalier, la feroz represión de cualquier tipo de reivindicación impidió que la clase obrera pudiera llevar a cabo luchas importantes. No obstante, en 1982, estallaron huelgas en Cementos de Haití y en la fábrica de azúcar de la HACLO. Estos movimientos fueron implacablemente reprimidos y se encarceló a sus dirigentes.

Después de la huida de Duvalier, los trabajadores de muchas empresas sentirán renacer su combatividad. Se pondrán en huelga los conductores de los transportes públicos, los empleados de correos y los de otros servicios públicos. También los de telecomunicaciones, aduanas, aeropuerto, harineras y varias fábricas de montaje. Todos reclamaban aumentos de salario y la expulsión de los patronos que se habían mostrado como solícitos cómplices de Duvalier.

Actualmente, la libertad sindical todavía no existe oficialmente. Los sindicatos son tolerados. En realidad, basta la sospecha de que un trabajador está afiliado a un sindicato para que sea despedido en el acto. Según diferentes testigos, una reacción de protesta o incluso una consideración sobre las condiciones de trabajo, pueden acarrear el despido de un trabajador. Cerca de 2500 trabajadores han sido despedidos últimamente. El principal sindicato de los obreros industriales de Port-au-Prince parece ser el CATH (Central Autónoma de los Trabajadores Haitianos), cuya dirección, a pesar de su moderación, ha sido puesta en el índice y tachada de "comunista".

Pero los trabajadores de la industria todavía no han dicho su última palabra. Quieren mejorar sus salarios y sus condiciones de trabajo; quieren obtener las libertades de reunión, de palabra, de afiliación sindical.

LOS PARTIDOS POLÍTICOS EN RECONSTITUCIÓN POR UN PARLAMENTARISMO HIPOTÉTICO

Inmediatamente después del 7 de febrero, hubo una verdadera eclosión de partidos políticos. Algunos ya habían tenido una existencia en Haití semilegal, como el Partido Demócrata Cristiano de Sylvio Claude, o clandestina, como el Partido Comunista Haitiano. Otros han surgido gracias al "dechoukage" o al regreso del exilio de numerosos militantes políticos, de viejos líderes o de profesionales de la política que husmeaban el poder.

La mayor parte de estas organizaciones se encuentran agrupadas en un "Comité de enlace de las fuerzas democráticas". Entre la larga lista de partidos que componen ese Comité se puede citar a la IFOPADA (Unión de Fuerzas Patrióticas Haitianas), el PDCH (Partido Demócrata Cristiano Haitiano) de Sylvio Claude, la CATH (Central Autónoma de los Trabajadores Haitianos), el MNP-28 (Movimiento Nacional Patriótico del 28 de noviembre) el KID (Comité para la Unidad Democrática), la Liga Haitiana por los Derechos humanos, el Club Patriótico del 7 de febrero, el PDH (Partido Democrático Haitiano), el PNDT (Partido Nacional de Defensa de los Trabajadores), el PNDPH (Partido Nacional Democrático Progresista Haitiano), el FULNH (Frente Unificado de Liberación Nacional de Haití) y otros.

El programa de este Comité y de estos partidos es un programa democrático-burgués. Se oponen a los decretos sobre los partidos y la prensa y reclaman la elaboración de una nueva constitución. También piden la formación de una "*Asamblea constituyente compuesta por todos los sectores socioprofesionales y socioeconómicos del país, todos los contrapoderes organizados después del 7 de febrero*".

Otra organización, la Agrupación de los Demócratas Nacionales de Haití (RNDP), dice fundamentalmente lo mismo. Su líder, Lesly Manigat se presenta ya como líder nacional. Exiliado durante muchos años, este profesor universitario no es más que un viejo funcionario de Duvalier.

Pero hay muchos otros políticos que también acarician la ambición de situarse personalmente a favor de los acontecimientos. Los candidatos a la presidencia de la República se cuentan por centenas.



Le colonel Regala (2^e en partant de la gauche) à côté du général Henri Namphy (3^e à gauche).

Colonel Regala (second from left) shoulder to shoulder with General Henri Namphy (third from left).

El coronel Regala (2do partiendo de la izquierda), al lado del general Henri Namphy (3ero a la izquierda).

Ces hommes tentent de s'appuyer sur leur passé d'exilé ou de persécuté de Duvalier pour se donner une image de "combattant de la liberté" ou de démocrate.

Il y a une sorte de course de vitesse, dans la perspective d'éventuelles élections présidentielles et législatives, pour former et implanter des partis, ayant pignon sur rue, et susceptibles d'attirer les votes de l'électorat futur.

Ces partis en voie de formation ou d'implantation représentent l'opposition bourgeoise actuelle au Conseil National de Gouvernement. Politiquement, ce qui les unit est une forme de nationalisme modéré. C'est au nom du "patriotisme" et de "l'indépendance nationale" qu'ils se regroupent.

Plusieurs d'entre eux affirment leur hostilité au communisme.

Sylvio Claude déclarait, il y a quelque temps, qu'il craignait que le pays ne tombe dans *"les griffes du communisme"* parce que *"les ventres vides n'ont pas d'oreille"*. Il se dit prêt à combattre et mourir contre la perspective du communisme.

Sylvio Claude a passé plusieurs années de sa vie dans les geôles de Duvalier. Il proteste régulièrement contre l'impunité dont bénéficient les tontons macoutes. Il affirme que les élections de 1987 ne seront pas possibles tant que le colonel Régala restera en place. Il a déjà organisé plusieurs manifestations contre le pouvoir. Mais il est prêt à se battre jusqu'au bout contre le communisme. Il craint que la colère des masses ne crée une situation révolutionnaire qui emmènera le pays vers le communisme, parce que les masses ont faim.

Une telle position donne un peu le ton de tous ces "démocrates" qui se posent actuellement en alternative possible.

Quant au Parti Communiste Haïtien, malgré le retour d'exil de ses dirigeants dont le secrétaire général, René Théodore, et malgré son retour à la légalité, il paraît affaibli par la disparition de centaines de ses militants et dirigeants dans les geôles de Duvalier.

Mais l'activité passée de ses militants, et la répression qu'il a subie sous Duvalier, lui valent apparemment une certaine popularité. A force de traiter de "communiste" tous ceux qui s'opposèrent à

the dictator.

These men are trying to use their image as men who have been exiled or persecuted by Duvalier in order to come across as "freedom fighters", or democratic heroes.

In view of the coming presidential and parliamentary elections, there is today a sort of race between these organizations in order to set up and implant recognized parties capable of attracting future voters.

These parties, which are still in the process of being set up and implanted, represent today's bourgeois opposition to the Government National Council. Politically, they are united by a mild form of nationalism. These people come together in the name of "patriotism" and "national independence".

Several among them have stressed their hostility toward communism.

Sylvio Claude for one, declared, not long ago, that he feared the country would fall "*in the claws of communism*", because "*words are wasted on starving men*". He also declared he was ready to fight and die in the battle against communism.

Sylvio Claude spent many years of his life in Duvalier's jails. He has repeatedly protested against the impunity the Macoutes have so far enjoyed. He now says the 1987 elections cannot be held as long as Colonel Regala remains in power. He has already organized several demonstrations against the regime. And yet, he is ready to fight it out to the end against communism, since he fears the anger of the masses can create a revolutionary situation leading the country on the path of communism—because the masses are hungry.

Such a position is a good indication of the kind of democrats these people who offer their services as possible alternative really are.

Even though the leaders of the Haitian Communist Party have returned from exile (including its secretary general René Théodore), and even though it is now a legal party, the Haitian Communist Party appears to have been weakened by the disappearance of hundreds of militants and leaders in Duvalier's jails.

However, the past activities of the CP militants and Duvalier's attacks on them mean they now enjoy some popular support. Because he used to call communist anyone who stood up against him,

Hasta se presenta Marc Bazin, un ex ministro de Duvalier que tuvo que exiliarse a raíz de unos desacuerdos con el dictador.

Todos estos hombres tratan de apoyarse en su pasado de exiliados o de perseguidos por Duvalier para darse una figura de "luchador por la libertad" o por la democracia.

Hay una especie de carrera de velocidad, en la perspectiva de eventuales elecciones presidenciales y legislativas, para formar, crear e implantar partidos, que tengan casa propia, y capaces de atraer los votos del futuro electorado.

Esos partidos en vía de formación o de implantación representan la actual oposición burguesa al Consejo Nacional de Gobierno. Lo que les une políticamente es una especie de nacionalismo moderado. Se agrupan en nombre del patriotismo y de la independencia nacional.

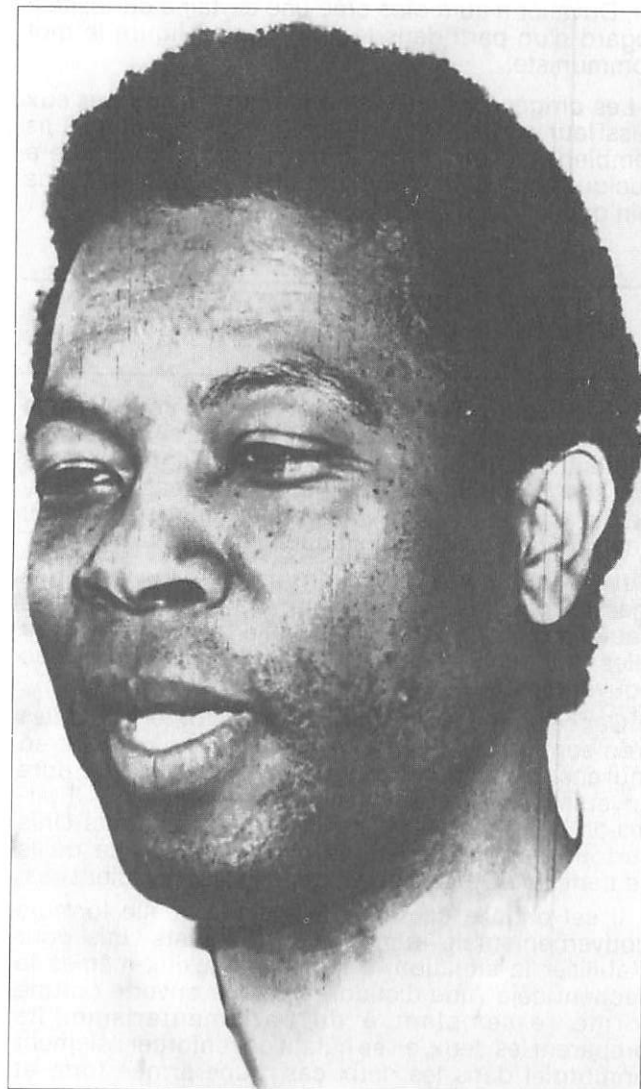
Muchos de ellos hacen hincapié en su anti-comunismo. Sylvio Claude tiene dicho que su principal temor es que el país caiga "*entre las garras del comunismo*" porque "*los estómagos vacíos no tienen orejas*", y que está dispuesto a luchar y a morir para cerrar el paso al comunismo.

Sylvio Claude ha pasado varios años de su vida en las cárceles de Duvalier. Ahora protesta regularmente contra la impunidad de que gozan los "tontons macoutes" y afirma que las elecciones de 1987 no podrán celebrarse mientras el coronel Regala siga en su sitio. Ha organizado ya varias manifestaciones contra el gobierno. Pero también está dispuesto a luchar hasta el fin contra el comunismo, pues su principal temor es que la ira de las masas hambrientas conduzca a una situación revolucionaria y, por lo tanto, al comunismo.

Esta posición refleja en cierta medida lo que piensan todos los "demócratas" que se presentan como una posible alternativa.

En cuanto al Partido Comunista Haitiano, a pesar de que su secretario general, René Théodore, y otros dirigentes hayan regresado del exilio, y a pesar de haber recobrado la legalidad, parece estar muy debilitado tras tantos años de represión y por la desaparición de centenares de militantes y dirigentes en las mazmorras de Duvalier.

Pero la actividad pasada de sus militantes y la represión que sufrió bajo Duvalier, le proporcionan aparentemente cierta popularidad. Duvalier acusó



René Theodore, le secrétaire général du Parti Communiste Haïtien.

René Theodore, Secretary General of Haiti's Communist Party.

René Theodore, el secretario general del Partido Comunista Haitiano.

lui, Duvalier a au moins créé une certaine curiosité à l'égard d'un parti dans le nom duquel figure le mot communiste.

Les dirigeants du PC se contentent d'affirmer eux aussi leur volonté de voir la "démocratie restaurée". Ils semblent vouloir limiter la mobilisation populaire à quelques objectifs "démocratiques" n'allant pas plus loin que la "déduvalierisation".

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI ET D'UNE POLITIQUE DE CLASSE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Voilà donc la situation à Haïti. L'impérialisme américain a lâché Duvalier qu'il avait si longtemps soutenu, dans l'espoir de calmer l'agitation des masses. Mais les masses ne se sont pas calmées. Leurs actions et leurs interventions directes créent une situation de crise politique et sociale profonde.

Il y a une sorte d'équilibre momentané entre les masses pauvres et le régime. Ce sont les masses pauvres qui ont contraint Duvalier à partir. Ce sont elles qui empêchent la stabilisation du nouveau gouvernement.

Car ce sont elles, en fait, qui ont la force. Mais elles n'en sont pas vraiment conscientes, pas au point en tout cas de s'en servir, pour leur propre compte. Leurs adversaires, les classes privilégiées locales, l'Etat-major de l'armée, et derrière eux, les Etats-Unis surtout, sont en revanche conscients de ce qu'ils veulent, ou en tous les cas, de ce qu'ils ne veulent pas.

Il est difficile de savoir autour de quelle formule gouvernementale manœuvrent les Etats-Unis pour stabiliser la situation, à supposer qu'eux-mêmes le sachent déjà : une dictature militaire ouverte ou une forme ressemblant à du parlementarisme. Ils préparent les deux, en se hâtant de renforcer l'élément primordial dans les deux cas : une armée forte et fiable. Ils laissent les politiciens s'agiter pour préparer la très hypothétique éventualité d'une solution parlementaire et pour, en attendant, œuvrer à endormir les masses.

Quelques conseillers militaires américains sont déjà arrivés pour étudier "les capacités de l'armée haïtienne dans sa mission de maintenir l'ordre". Les

Duvalier at least stirred a certain amount of curiosity for a party whose name has the word communist in it.

CP leaders are also quite content with asserting their willingness to see to it that "democracy is restored". It seems that they merely want to limit a mass mobilization to a few "democratic" objectives not reaching beyond "de-Duvalierization".

THE NECESSITY FOR THE WORKING CLASS TO HAVE ITS OWN PARTY AND ITS OWN POLICIES

This is thus the situation in Haiti. American imperialism, after having supported Duvalier for so long, dropped him in order to calm the masses. But the masses were not calmed. Their direct action have created a profound social and political crisis.

At the moment, there is a sort of equilibrium between the masses of poor people and the regime. It was the poorer masses who forced Duvalier to leave. They are the ones blocking the stabilization of the new government.

They are the ones, in fact, who have the force. But they are not really conscious of this—not conscious enough, in any case, to use it for themselves. On the other hand, their adversaries, the local privileged classes, the army general staff, and behind them the United States first of all, are conscious of what they want, or in any case of what they do not want.

It is difficult to know which governmental system the United States is going to maneuver with in order to stabilize the situation, if even they know yet. It could be an open military dictatorship or something that resembles parliamentarism. They are preparing both by hastening to reinforce the essential element in both cases: a strong and reliable army. They let the politicians scurry around to prepare the very hypothetical eventualities of a parliamentary solution, and while waiting, to lull the masses to sleep.

Several American military advisers have already arrived to study "the capacity of the Haitian army in its mission of maintaining order". The United States proposes to guarantee military and financial aid. The

tantas veces de comunismo a todos los que se oponían a él, que al menos ha creado cierta curiosidad con respecto a un partido cuyo nombre incluye la palabra "comunista".

Los dirigentes del PC se limitan también a afirmar su deseo de ver la "democracia restaurada" y parecen querer reducir la movilización popular a unos cuantos objetivos democráticos que no vayan más lejos de la "desduvalierización".

LA NECESIDAD DE UN PARTIDO Y DE UNA POLÍTICA DE CLASE PARA LA CLASE OBRERA

He aquí pues la situación en Haïti. El imperialismo norteamericano abandonó a Duvalier a quien había apoyado tanto tiempo con la esperanza de calmar la agitación de las masas. Pero las masas no se han calmado. Sus acciones y sus intervenciones directas crean una situación de crisis política y social profunda.

Hay una especie de equilibrio momentáneo entre las masas pobres y el régimen. Fueron las masas pobres quienes obligaron a Duvalier a irse. También son ellas que impiden la estabilización del nuevo gobierno. En realidad las masas tienen la fuerza. Pero no son realmente conscientes de ello, en todo caso no lo son bastante como para poder utilizarla por su propia cuenta. En cambio, sus adversarios, las clases privilegiadas locales, el estado mayor del ejército, y tras ellos, Estados Unidos sobre todo, saben muy bien lo que quieren o, más bien, lo que no quieren.

Es difícil saber en torno a qué fórmula gubernamental maniobra Estados Unidos, suponiendo que él mismo ya lo sepa : una dictadura militar abierta o una forma que se parezca al parlamentarismo. Prepara los dos, apurándose a fortalecer el elemento primordial en ambos casos : un ejército fuerte y fiable. Deja que los políticos se agiten para preparar la eventualidad muy hipotética de una solución parlamentaria, y para procurar mientras tanto, adormecer a las masas.

Algunos consejeros militares norteamericanos ya llegaron para estudiar "la capacidad del ejército haïtiano en su misión de mantenimiento del orden". Estados Unidos propone asegurar una ayuda



Lors de la chute de Duvalier, un civil et un militaire se réjouissent. Maintenant, l'armée s'efforce de rétablir l'ordre.

At the time of Duvalier's downfall, the smiling faces of a civilian and a soldier. Today however, the army is busy restoring order.

Cuando la caída de Duvalier, un civil y un militar regocijándose. Ahora el ejército se esfuerza en restablecer el orden.

Etats-Unis proposent d'assurer une aide financière et militaire. L'argent serait déjà en train d'arriver pour assurer la paie des soldats, dont le mécontentement contre les salaires bas et irréguliers contribue pour l'instant à rendre l'armée haïtienne, déjà faible en nombre — elle ne compterait qu'un effectif de 7500 soldats — insuffisamment fiable dans la répression. Les Etats-Unis payent en quelque sorte l'incurie de leur ancien protégé Duvalier qui préférerait soigner sa garde prétorienne de tontons macoutes et négligeait l'armée.

Un des politiciens à réputation vaguement libérale de l'ère Duvalier qui, dans une déclaration publique fulminait récemment contre ce peuple qui *"a pris goût à des sautes d'humeur qui ne permettront à aucun gouvernement de diriger le pays dans la paix"* en appelait déjà ouvertement à *"l'armée (qui) doit se faire forte, très forte, pour se tenir prête à combler les vacances"*.

L'ennui des classes dominantes, c'est que, pour l'instant, l'armée n'est pas *"forte, très forte"*. Pas assez en tous les cas pour briser les masses. Mais c'est bien de ce côté-là que se dessine la première des menaces contre les classes pauvres en lutte. Grâce à l'aide américaine, la hiérarchie essaie de consolider sa mainmise sur les troupes et de renforcer numériquement l'armée en recrutant d'anciens tontons macoutes, ou simplement, des sans-travail. Les Etats-Unis, les possédants les plus conscients d'Haïti, sont engagés dans une course de vitesse, pour consolider et renforcer l'armée par en haut.

Les masses pauvres, en s'engageant dans la politique active, directe, à travers leur mobilisation contre Duvalier, ont elles-mêmes créé les conditions pour aller plus loin. Les libertés politiques conquises de fait par les masses en lutte — se réunir, manifester, s'organiser, lire les publications de son choix — ouvrent d'immenses possibilités qui ne pourront pas durer longtemps. Grâce à cette liberté politique de fait, les masses de prolétaires en lutte sont en situation de s'informer, de communiquer les expériences de toutes sortes qu'elles sont en train de faire d'un bout à l'autre du pays — grèves, occupations de terres, manifestations contre l'arbitraire des caciques — d'apprendre à discerner qui sont leurs ennemis, leurs faux amis.

Mais pour aller jusqu'au bout de ces possibilités, il faudrait une organisation politique révolutionnaire pour le prolétariat.

Une organisation qui affirme explicitement dans son programme que le prolétariat doit s'organiser et intervenir politiquement de façon indépendante des autres classes sociales ; et qui, en même temps, œuvre avec détermination à ce que le prolétariat parvienne effectivement à cette conscience-là.

Une organisation qui affirme explicitement dans son programme que si la classe ouvrière peut et doit rechercher l'alliance de la paysannerie ; si elle peut passer des alliances ponctuelles et délimitées avec d'autres classes sociales, avec la petite bourgeoisie urbaine "démocratique" notamment, elle doit considérer ces alliés d'aujourd'hui comme les adversaires de demain, s'en méfier toujours, et garder les moyens politiques et organisationnels de mener sa propre politique afin de ne pas être surprise et désarmée précisément le jour où ses alliés de la veille seront devenus ses adversaires.

Une organisation qui devrait avoir dans son programme que si la bourgeoisie et la petite bourgeoisie haïtiennes sont des adversaires du prolétariat haïtien — y compris pendant le temps et les circonstances d'une alliance temporaire éventuelle — le prolétariat international et avant tout celui d'Amérique du Nord, comme du Centre et du Sud, constitue en revanche son allié permanent.

Une organisation révolutionnaire prolétarienne devrait également avoir dans son programme de proposer au prolétariat une politique visant la destruction de l'armée et de tous les corps militaires ou policiers et leur remplacement par les travailleurs en armes, et ceci, quelle que soit l'orientation plus ou moins "démocratique", "progressiste" ou de "gauche" du gouvernement.

Dans les circonstances actuelles, la question est d'une actualité urgente. A la tentative des Etats-Unis de consolider et renforcer l'armée d'en haut, la seule réponse efficace pour les masses, c'est de tenter de la disloquer par en bas.

Il faudrait enfoncer un coin entre les soldats et la hiérarchie militaire. Il faudrait que les masses pauvres en lutte sachent toucher les soldats en tant que fils, frères de pauvres. Il faudrait que les prolétaires de

money is already forthcoming to assure the soldiers' pay. The discontent in the army against the low salaries and irregular payment has meant that it is not sufficiently reliable in carrying out the repression. And the army is already weak numerically, counting only on the strength of some 7,500 soldiers. In a sense, the United States is paying for the negligence of its ex-protégé Duvalier who preferred to take care of his praetorian bodyguard, the Tontons Macoutes, and thus neglected the army.

One of the politicians with a vaguely liberal reputation from the era of Duvalier has publicly raged against those people who have *"taken to sudden changes of mood, which does not allow any government to rule the country in peace"*. And he has already openly called for *"the army to be strong, very strong in order to be ready to fill in the vacancies"*.

For the moment, the dominant classes are bothered because the army is not *"strong, very strong"*, not strong enough, in any case, to break the masses. It is nonetheless from the army that we can see the outlines of the first threats against the poorer classes in struggle. Thanks to American aid, the hierarchy is trying to consolidate its control over the troops and to increase the number of soldiers by recruiting former Tontons Macoutes, or just those out of work. The United States, and the most conscious owners of Haiti have entered into a race to consolidate and reinforce the army from above.

The masses of poor people came into direct, active politics through their mobilization against Duvalier. They have themselves created the conditions which will allow them to go further. There are political liberties that have been conquered de facto by the masses in struggle, such as, having meetings, demonstrations, organizations, reading your choice of publications. These open immense possibilities which cannot last a long time.

Thanks to this de facto political freedom, the proletarian masses in struggle are in a position to gather information, to communicate from one end of the country to the other, all sorts of experiences which they are in the process of having: strikes, land occupations, demonstrations against the arbitrariness of some chiefs. They are also in a position to learn who are their enemies, who their phony friends

But for the proletariat to go as far as the above possibilities, it needs a political revolutionary organization of its own.

An organization which explicitly affirms in its program that the proletariat must organize itself and politically intervene in a fashion which is independent from the other social classes. And which works at the same time with determination to actually bring the proletariat to this consciousness.

An organization which explicitly affirms in its program that if the working class should and must look for an alliance with the peasantry; if it can go into limited and defined alliances with other social classes, notably with the urban "democratic" petty-bourgeoisie, it must realize that these allies of today will be tomorrow's adversaries. The working class must always be wary of them, and keep open the political and organizational means to carry out its own policies so as not to be surprised and disarmed precisely on that day when its allies of yesterday have become its adversaries.

An organization which must have in its program that if the Haitian bourgeoisie and the petty-bourgeoisie are the adversaries of the Haitian proletariat (including during the time and under the circumstances of an eventual temporary alliance), the international proletariat, on the other hand, constitutes its permanent ally.

In its program, a proletarian revolutionary organization should also propose to the proletariat a policy envisioning the destruction of the army and of the whole military or police forces, and their replacement by the workers in arms. And this is true whatever might be the orientation of the government: more or less "democratic", "progressive", or "left-wing".

In the current circumstances, the question is urgent. The masses have only one effective answer against the attempts of the United States to control and reinforce the army from above, and that is to disintegrate the army from below.

A wedge has to be jammed in between the soldiers and the military hierarchy. It is necessary for the struggling masses of the poor to be able to reach the soldiers as sons, as brothers of the poor. It is necessary that the Haitian proletariat disarm the

financiera y militar. Estaría llegando el dinero para garantizar el sueldo de los soldados cuyo descontento a causa de los salarios bajos e irregulares contribuyen por el momento a que el ejército haitiano, ya débil en número —sólo contaría con un efectivo de 7500 soldados— no sea lo suficientemente fiable en la represión. Estados Unidos paga de cierta manera la incuria de su antiguo protegido que prefería cuidar a su guardia pretoriana de "tontons macoutes" descuidando el ejército.

Uno de los políticos de la época de Duvalier conocido como vagamente liberal que, en una declaración pública, gritaba contra ese pueblo que *"se acostumbra a tener cambios bruscos de humor que no permitirán a ningún gobierno dirigir el país en la paz"*, ya llamaba abiertamente al *"ejército (que) tiene que volverse fuerte, muy fuerte, para estar preparado a colmar las vacantes"*.

El problema para las clases dominantes es que, por el momento, el ejército no es "fuerte, muy fuerte". No lo es bastante en todo caso como para aplastar a las masas. Sin embargo, precisamente de este lado va tomando forma la primera de las amenazas contra las clases pobres en lucha. Gracias a la ayuda norteamericana, la jerarquía trata de consolidar su dominio sobre las tropas y de fortalecer numéricamente al ejército reclutando a antiguos "tontons macoutes" o simplemente a desocupados. Estados Unidos, los dueños más concientes de Haití, están empeñados en una carrera de velocidad, para consolidar y fortalecer al ejército desde arriba.

Las masas pobres, al comprometerse en la política activa, directa, mediante su movilización contra Duvalier, han creado las condiciones para ir más lejos. Las libertades políticas conquistadas de hecho por las masas en lucha —reunirse, manifestar, organizarse, leer las publicaciones que se quieran— abren inmensas posibilidades que no podrán durar mucho tiempo. Gracias a esta libertad política de hecho, las masas de proletarios en lucha están en condiciones de informarse, de comunicar las experiencias de todo tipo que están haciendo en todo el país —huelgas, ocupaciones de tierra, manifestaciones contra lo arbitrario de los caciques— y de aprender a discernir quiénes son sus enemigos, sus falsos amigos.

Pero para ir hasta el final de esta posibilidad, sería necesaria una organización política revolucionaria para el proletariado.

Una organización que afirme explícitamente en su programa que el proletariado debe organizarse e intervenir políticamente de manera independiente de las otras clases sociales; y que, al mismo tiempo, obre con determinación para que el proletariado llegue efectivamente a tal toma de conciencia.

Una organización que afirme explícitamente en su programa que si la clase obrera puede y debe buscar la alianza del campesinado, si puede concluir alianzas puntuales y delimitadas con otras clases sociales, en particular con la pequeña burguesía urbana "democrática", debe considerar a esos aliados de hoy como los adversarios de mañana, desconfiando siempre de ellos, y guardar los medios políticos y organizativos de llevar a cabo su propia política para no hallarse sorprendida y desarmada precisamente el día en que sus aliados de la víspera se conviertan en sus adversarios.

Una organización que debería incluir en su programa que si la burguesía y la pequeña burguesía haitiana son adversarios del proletariado —incluso durante la circunstancia de una eventual alianza temporaria— por el contrario el proletariado internacional, y sobre todo el de América del Norte, como el de América Central y América del Sur, es su aliado permanente.

Una organización revolucionaria proletaria también debería incluir en su programa el hecho de proponer al proletariado una política con el objetivo de la destrucción del ejército y de todos los cuerpos militares o policiales y su remplazo por los trabajadores en armas, y esto, cualquiera sea la orientación más o menos "democrática", "progresista" o de "izquierda" del gobierno.

En las circunstancias actuales, esta cuestión es de una actualidad urgente. A la tentativa de Estados Unidos de consolidar y fortalecer al ejército desde arriba, la única respuesta eficaz para las masas es la de tratar de dislocarlo desde abajo.

Sería necesario abrir una brecha entre los soldados y la jerarquía militar. Sería necesario que las masas pobres en lucha sepan conmover a los soldados en tanto que hijos y hermanos de los pobres. Sería

Haïti désarmement l'armée et s'arment eux-mêmes. Car sinon, dès qu'elle se sentira en position de force, l'armée tentera de "rétablir l'ordre". Et le retour à l'ordre, ce sera le maintien des masses pauvres dans leur misère de toute façon; mais ce sera aussi, inévitablement, le retour à l'arbitraire, à l'absence des libertés, à la toute puissance des caciques et des fonctionnaires — à commencer par ceux de l'armée et de la police — à la censure, à la répression, même si tout cela devait se dérouler sous l'égide d'un parlement élu, ce qui n'est nullement certain.

Il n'existe aujourd'hui aucune organisation à Haïti qui se situe sur un tel programme. Mais elle pourrait naître dans les événements si les événements en laissent le temps; et surtout, si il se trouve des hommes et des femmes ayant la volonté de la créer, et la capacité d'apprendre rapidement. Si une telle organisation naissait, elle pourrait se développer rapidement, car en de telles circonstances où les événements vont vite, la prise de conscience des travailleurs, et leur désir d'organisation dans un parti politique qui exprime leurs intérêts, et leur donne des perspectives politiques justes, peuvent aller très vite, aussi.

Une organisation révolutionnaire, même petite, même à ses débuts, dans le contexte actuel, devrait intervenir sur le plan politique quotidiennement, et tenter de donner des réponses aux questions politiques que les travailleurs et les pauvres se posent. Des réponses qui éclairent les prolétaires, qui élèvent leur conscience de classe en même temps que la confiance en leurs forces, qui leur permettent de voir, à l'épreuve des événements où sont leurs ennemis, qui sont leurs faux-amis. Des réponses qui leur montrent chaque étape de la lutte, comme une marche vers la marche suivante.

Les masses pauvres développent une énergie révolutionnaire considérable. Cette énergie a été capable de faire sauter une dictature qu'aucune des tentatives de groupes armés oppositionnels dans le passé n'avait réussi même seulement à ébranler. Et que pesaient à plus forte raison, face à la dictature, les discours des politiciens "anti-duvaliéristes" de fraîche ou de longue date, et qui pourtant se bousculent aujourd'hui sur la scène politique et rédigent fébrilement les projets de constitution censés "protéger" les masses haïtiennes, une fois pour

toutes, contre toute forme de dictature.

Mais il ne faut pas que l'énergie des masses se disperse et s'épuise.

Une organisation révolutionnaire prolétarienne avancerait une politique qui donnerait aux aspirations à la liberté, à la démocratie, des masses pauvres, une forme concrète, en opposition perceptible pour les masses aux formes que leur donnent non seulement le gouvernement, mais aussi les politiciens bourgeois démocrates ou libéraux.

Les masses pauvres se méfient instinctivement du gouvernement, même lorsque celui-ci prétend aller, en traînant les pieds, dans le sens des aspirations démocratiques. Il faudrait renforcer cette méfiance, et montrer par la même occasion les limites des politiciens pseudo-démocrates, même ceux qui se prétendent les mieux disposés à l'égard du "peuple".

Il faudrait, sur toutes les questions politiques qui préoccupent les masses, et au jour le jour, mettre en porte à faux la politique du gouvernement comme de tous les politiciens bourgeois, par rapport aux aspirations des masses. Il faudrait, pour démontrer les tergiversations, les limites des uns et des autres, donner chaque fois la formulation la plus claire, la plus extrême, aux aspirations des masses.

Prenons, par exemple, la question des élections. Des élections libres correspondent à l'aspiration générale.

Pendant plusieurs mois, le gouvernement promettait d'organiser des élections, mais seulement pour la fin de l'année prochaine. Mais pourquoi donc attendre? Les masses n'ont déjà que trop attendu, pendant ces longues années de dictature, où elles étaient privées de tout droit politique. Il faut des élections tout de suite, libres, au suffrage universel. Le gouvernement ne les veut pas, tergiverse, repousse les échéances? Elisons nos représentants nous-mêmes, tout de suite.

Tout récemment, le gouvernement a infléchi son attitude ou, plus exactement, il a trouvé une nouvelle manœuvre pour, tout en faisant une concession aux aspirations à des élections rapides, continuer à repousser les élections aux calendes grecques. Il promet — sans plus de précision par ailleurs ni sur les modalités, ni sur l'organisation — d'organiser très

army and arm themselves. If not, as soon as the army feels itself in a position of force, it will try to "re-establish order". And the return to order will mean, in any case, keeping the poor masses in their misery. But also, this will inevitably mean the return of the despot, the absence of freedoms, full powers to the chiefs and functionaries (beginning with those in the army and the police); it will mean censorship and repression, even if all this should have to take place under the aegis of an elected parliament (which is not at all sure).

There does not exist any organization today in Haiti which bases itself on such a program. But it could come to birth in these events, if the events leave enough time; and above all, if the men and women are to be found who have the willingness to create it and the capacity to learn quickly. If such an organization is born, it could develop rapidly. For under such circumstances where the events move quickly, the increased consciousness of the workers and their desire to organize in a political party which expresses their interests and gives them correct political perspectives, can move very quickly also.

A revolutionary organization, even a small one, even with its beginnings in the current context, should intervene on the daily political level and try to give answers to the political questions posed by the workers and the poor. These answers should enlighten the proletariat, increase their class consciousness at the same time as give them confidence in their own forces. These answers should permit them to verify through the course of events who are their enemies, who are their phony friends. These answers should show each step of the way as a means of going one step further.

The poor masses developed a considerable revolutionary energy which was capable of kicking out a dictator which none of the attempts of armed oppositional groups in the past succeeded in doing (not even weakening it). And which is all the more reason why the speeches of the "anti-Duvalier" politicians carried no weight against the dictatorship. Yet nonetheless these politicians (who are recent anti-Duvalierists or have been for a long time) are maneuvering on the political scene and feverishly writing constitutional proposals which are supposed to "protect" the Haitian masses, forever, against all

forms of dictatorships.

But the energy of the masses must not be dispersed and used up.

A proletarian revolutionary organization could put forward a policy which would give concrete form to the desire of the poor masses for freedom and democracy. These concrete forms should be noticeably in opposition to the forms given to the masses by the government and also by the democrat or liberal bourgeois politicians.

The poor masses are instinctively suspicious of the government, even when the government says it is going along with the democratic aspirations of the masses (but actually drag its feet). It would be necessary to reinforce this distrust and at the same time, show the limits of these pseudo-democrats, even those who claim to have the most concern for the "people".

And each and every day, on all the political questions which preoccupy the masses, it should be demonstrated that the policies of the government (as well as all the bourgeois politicians) are incapable of fulfilling the desires of the masses. In order to tear down the hesitations of the government and these politicians, to show their limits, it will be necessary, each time, to explain the desires of the masses in the clearest, most extreme way.

Take, for example, the question of the elections. Free elections correspond to general desires.

For several months, the government has been promising to organize elections—but not until the end of the following year. But why wait? The masses have already waited too long—all through those long years of the dictatorship when they were deprived of all political rights. There must be free elections with universal suffrage immediately. So the government does not want this? It hesitates? It postpones deadlines? Let us elect our own representatives, immediately.

Most recently, the government had shifted its attitude, or more exactly, it had found a new maneuver to continue to postpone the elections into the thirteenth month, all the while seeming to make concessions to the desires for rapid elections. Without any precision on the forms or on the organization, it promised to organize elections very soon, during the coming month of October, to elect a

necesario que los proletarios de Haití desarmaran al ejército y que se armaran ellos. Porque si no, tan pronto como se sienta en posición de fuerza, el ejército intentará "restablecer el orden". Y la vuelta al orden será de todas maneras el mantenimiento de las masas pobres en la miseria; pero también será, inevitablemente, la vuelta al arbitrario, a la ausencia de libertades, a la omnipotencia de los caciques y de los funcionarios —comenzando por los del ejército y de la policía— a la censura, a la represión, incluso si todo eso debiera desarrollarse bajo la égida de un parlamento elegido, lo cual no es nada seguro.

No existe hoy en día ninguna organización en Haití que se proponga tal programa. Pero podría nacer en el transcurso de los acontecimientos, si éstos le dejan el tiempo, y sobre todo, si hay hombres y mujeres que tienen tanto la voluntad de crearla, como la capacidad de aprender rápidamente. Si naciera tal organización, podría desarrollarse rápidamente, porque en tales circunstancias cuando los acontecimientos avanzan rápidamente, la toma de conciencia de los trabajadores y su deseo de organización en un partido político que exprese sus intereses, dándoles perspectivas políticas justas, pueden también evolucionar muy rápidamente.

Una organización revolucionaria, incluso pequeña, incluso en sus comienzos, debería en el contexto actual intervenir diariamente, y tratar de dar respuestas a las preguntas políticas que se plantean los trabajadores y los pobres. Respuestas que instruyan a los proletarios, que eleven la conciencia de clase al mismo tiempo que la confianza en sus fuerzas, que les permitan ver, en la prueba de los acontecimientos, dónde están sus enemigos, quiénes son sus falsos amigos, respuestas que les señalen cada etapa de la lucha como un eslabón hacia el eslabón siguiente.

Las masas pobres desarrollan una energía revolucionaria considerable. Esta energía ha sido capaz de derrocar una dictadura a la cual ninguna de las tentativas de los grupos armados opositores en el pasado habían siquiera logrado conmovier. Y con más razón, ¿qué peso podían tener ante la dictadura los discursos de los políticos "antidivalieristas", antiguos o recientes, que se atropellan hoy en el escenario político y redactan febrilmente proyectos de constitución que pretenden "proteger" a las masas haitianas

de una vez por todas contra toda forma de dictadura?

Pero la energía de las masas no debe dispersarse y agotarse.

Una organización revolucionaria proletaria presentaría una política que diera una forma concreta a las aspiraciones de libertad y de democracia de las masas pobres, procurando que las masas se dieran cuenta de cómo sus propuestas se oponen tanto a las del gobierno como a las de los políticos burgueses demócratas.

Las masas pobres desconfían instintivamente del gobierno, incluso cuando éste pretende ir, arrastrando los pies, en el sentido de las aspiraciones democráticas. Habría que fortalecer esta desconfianza, y mostrar al mismo tiempo, los límites de los políticos pseudo demócratas, incluso de los que pretenden estar bien dispuestos en favor del "pueblo".

Sería necesario, sobre todos los problemas políticos que preocupan a las masas, y día tras día, mostrar las contradicciones entre la política del gobierno así como la de todos los políticos burgueses y las aspiraciones de las masas. Sería necesario, para demostrar las vacilaciones, los límites de unos y otros, formular las aspiraciones de las masas de la manera más clara y más extrema.

Tomemos por ejemplo la cuestión de las elecciones. Las elecciones libres corresponden a la aspiración general.

Durante varios meses, el gobierno prometía que iba a organizar elecciones, pero sólomente para el fin del año próximo. Entonces, ¿por qué esperar? Las masas ya han esperado demasiado, durante esos largos años de dictadura, durante los cuales se les privaba de todo derecho político. Debe haber elecciones ahora, libres, por sufragio universal. ¿No lo quiere el gobierno? ¿él vacila? ¿posterga los plazos? Elijamos, pues, nuestros representantes, nosotros mismos, ahora.

Recientemente, el gobierno ha rectificado su actitud o, más exactamente, ha encontrado una nueva maniobra para seguir postergando las elecciones a las calendas griegas, sin dejar de hacer una concesión ante las aspiraciones a elecciones rápidas. Promete —sin más precisiones ni sobre las modalidades, ni sobre la organización— organizar muy pronto, en el transcurso del mes de octubre, elecciones para elegir

prochainement, dans le courant du mois d'octobre, des élections pour élire une Assemblée constituante, et il n'est même pas assuré, malgré ce qu'on en dit, que ce soit au suffrage universel. Mais le seul pouvoir de cette Assemblée constituante, ce serait de remplacer la constitution duvaliériste par une autre; nouvelle constitution qui définirait ensuite quand et comment auraient lieu les élections futures de députés et de président de la République.

Eh bien, une organisation révolutionnaire pourrait expliquer aux masses pauvres: pas besoin que la junte nous donne une constitution. A quoi servirait donc d'élire des représentants sans pouvoir pour une Assemblée constituante sans pouvoir? C'est maintenant que nous sommes mobilisés. C'est maintenant que nous sommes en lutte que nous pouvons nous donner la représentation qui nous convienne, et que l'on ne puisse écarter d'une pichenette, comme on l'a trop souvent vu dans le passé.

Alors, élisons nos représentants, tout de suite, sans attendre. Choisissons des hommes ou des femmes que nous connaissons, à qui nous faisons confiance. Et donnons-leur le pouvoir, au moins dans les affaires locales, sous notre surveillance et, le cas échéant, sous notre protection. Les représentants qu'il nous faut, c'est maintenant qu'il nous les faut. Et pas des représentants qui, une fois élus, nous oublient et aillent hanter les couloirs chez Namphy ou à l'ambassade américaine, mais des représentants que nous puissions contrôler, et le cas échéant, s'ils ne nous conviennent plus, que nous puissions aussitôt révoquer.

Alors, nous ne serons pas réduits seulement à protester, et de plus inutilement, contre la nomination, par les autorités soudoyées, d'un juge de paix complaisant à l'égard du propriétaire terrien local, comme cela arrive si fréquemment.

Le régime Duvalier, ce n'était pas qu'un homme, ni même que les tontons macoutes qu'on est prêt à nous offrir en ce moment comme boucs émissaires pour faire oublier que ceux qui ont commandé ces tontons macoutes sont, à quelques exceptions près, toujours au gouvernement ou en tous les cas, dans les états-majors. Comme sont encore au pouvoir économique, ceux qui ont commandité le régime Duvalier et qui en

ont tiré profit. Alors, ce n'est pas quelques individus qu'il faut "déchouker" pour empêcher le retour d'une forme de duvaliérisme ou d'une autre, c'est tout le système qu'il est nécessaire de changer. Et en premier lieu, en rendant toute l'administration, actuellement irresponsable, qui étouffe les pauvres, qui les livre à l'arbitraire le plus total, élue et responsable à tout moment devant les administrés.

La bourgeoisie impérialiste sait à quel point l'exemple de Haïti pourrait être contagieux, si les masses prolétariennes y enregistraient des succès perceptibles. Haïti se trouve au centre de la zone explosive de la Caraïbe et de l'Amérique centrale. L'exemple d'un peuple capable déjà d'avoir renversé une dictature, s'il se révélait capable d'empêcher, de par sa propre mobilisation, que s'en installe une autre tout en ne se contentant pas d'une "démocratie" octroyée à la brésilienne; l'exemple de classes exploitées capables de prendre en main leur propre sort et d'imposer dans les faits la loi de la majorité, la loi des pauvres; un tel exemple ne pourrait être toléré ni par ces bourgeoisies faibles et parasitaires de la région qui ne vivent que grâce à la surexploitation et à l'extrême misère de leurs peuples, ni surtout, par les Etats-Unis.

La principale chance du prolétariat haïtien face à cette menace, c'est d'avoir à ses côtés ses alliés potentiels les plus proches, les exploités noirs des Caraïbes et des Etats-Unis. Sa principale chance, c'est que ces alliés se sentent concernés, entraînés, ne serait-ce qu'à un degré tel qu'ils empêchent leurs bourgeoisies et les armées de ces dernières, d'intervenir contre Haïti.

L'internationalisme n'est donc pas seulement un choix possible pour les prolétaires de Haïti, c'est une nécessité objective absolue.

C'est pourquoi d'ailleurs, tous ceux qui, nationalistes même les plus radicaux et prétendument les plus progressistes, cherchent, par avance, à enfermer le développement révolutionnaire en Haïti entre les frontières nationales, trahissent par avance l'intérêt de la révolution des masses pauvres. L'exemple du Nicaragua est suffisamment probant du fait que l'impérialisme américain ne pardonne pas à un soulèvement populaire, même si les dirigeants de ce soulèvement sont modérés à l'intérieur et refusent

Constituent Assembly and it is not even sure, despite what is said, that there will be universal suffrage. But this Constituent Assembly would have the power only to replace the Duvalierist constitution. This new constitution would then define when and how future elections (for deputies and the president of the Republic) would take place.

And thus, a revolutionary organization could explain the following to the poor masses. Who needs a constitution given to us by the junta? What purpose is there in electing representatives without power for a Constituent Assembly without power? It is now that we are mobilized. It is now, when we are in the course of our struggle, that we can give ourselves the representatives which suit us, and not ones who can be flicked off as we have seen too often in the past.

Thus, let us elect our representatives, immediately, without waiting. Let us choose the men and women whom we know, whom we have confidence in. And we can give them power, at least in local affairs, under our surveillance, and if needed under our protection. The representatives whom we need, we need now. And not representatives who, once elected, forget us, and haunt Namphy's or the American Ambassadors' corridors; instead, we need representatives we can control, and if needed, and if it suits us, to also have the power to recall them.

Thus, we would not be reduced to merely protest, and worse, to protest uselessly, against the nomination of a Justice of the Peace who is subservient toward the local landlord, because he had been nominated by the local authorities (who have been bribed), as has happened so frequently.

The Duvalier regime was not just one man. Nor was it the Tontons Macoutes who were offered at one time, as scapegoats, to make us forget that those who had commanded the Tontons Macoutes are still, with few exceptions, in the government or are part of the military general staff. Just as those who commanded the Duvalier regime, who tore off profits, are still in economic power. Thus, it is not just several individuals who have to be "uprooted" to block the return of one or another form of Duvalierism; it is necessary to change the whole system. This whole administration, which is currently irresponsible, which suffocates the poor and delivers

them into the hands of the worst despotism, needs to be made responsible to and subject to recall by those whom they govern.

If the proletarian masses have noticeable success in Haiti, the imperialist bourgeoisie knows to what extent the example of Haiti could be contagious. Haiti is in the center of the explosive zone of the Caribbean and Central America. Haiti is an example of a people who have already overthrown a dictatorship. If the people could show that by their own mobilization, they could be able to block the installation of another dictatorship; that they are not content with the kind of "democracy" granted to the Brazilians; that they are an example of an exploited class capable of taking their own destiny into their own hands and, in reality, imposing majority rule, the rule of the poor; this is an example which could not be tolerated by these weak and parasitic bourgeoisies of the region who survive only because of the super-exploitation and extreme destitution of their people. And above all, it could not be tolerated by the United States.

Facing this threat, the Haitian proletariat will have its best chances if it has on its side, its closest potential allies—the exploited blacks of the Caribbean and of the United States. Their best chance would be that these allies feel concerned and are prepared to such an extent that they would be able to block the intervention in Haiti of their bourgeoisies and of the bourgeois armies.

Thus, internationalism is not merely one of the possible choices of the Haitian proletariat, it is an absolutely objective necessity.

This is why all those who look toward means of keeping the Haitian revolutionary development within national boundaries betray the interests of the revolution of the poor masses before it has even begun. This is true of the nationalists, even the most radical of them, or those who claim to be the most progressive. The Nicaraguan example is conclusive proof of the fact that American imperialism does not excuse a popular uprising even if the leaders of this uprising are politically moderate in internal affairs and refuse to give examples to the other countries. Look at neighboring Cuba, for example. It had a

(y ni siquiera es seguro como lo hemos dicho, que se haga por sufragio universal), una Asamblea Constituyente. Pero el único poder de esta Asamblea Constituyente, sería de remplazar la constitución duvalierista por otra que definiría después, cuándo y cómo tendrían lugar las elecciones futuras para diputados y presidente de la República.

Ahora bien, una organización revolucionaria podría explicar a las masas pobres: no necesitamos que la junta nos de una constitución. ¿A qué serviría pues elegir representantes sin poder para una asamblea sin poder? Pero si ahora estamos movilizados, si ahora estamos en lucha bien podemos darnos la representación que nos conviene, y a la que nadie nos podrá apartar de un papirotazo, como ocurrió tantas veces en el pasado.

Entonces, elijamos a nuestros representantes ahora, sin esperar. Elijamos a hombres y mujeres que conocemos, en quienes confiamos. Y démosles el poder, al menos en los asuntos locales, bajo nuestra vigilancia, y si llega el caso, bajo nuestra protección. Los representantes que necesitamos, los necesitamos ahora. Y no representantes que, una vez elegidos, nos olviden y vayan a recorrer los pasillos en casa de Namphy o en la embajada norteamericana, sino representantes que podamos controlar, y si llega el caso, si ya no nos convienen, podamos revocarlos inmediatamente.

Entonces, no estaremos reducidos solamente a protestar, además inútilmente, contra la nominación, por parte de las autoridades sobornadas, de un juez de paz complaciente con el terrateniente local como ocurre tan frecuentemente.

El régimen Duvalier, no era solamente un hombre, ni siquiera solamente los "tontons macoutes" que en este momento nos ofrecen como chivos expiatorios, para hacer olvidar que los que mandaron a esos hombres están aún, casi todos, en el gobierno o en todo caso, en los estados mayores. Como todavía están en el poder económico los que comanditaron el régimen Duvalier del cual sacaron provecho. Entonces, no sólo hay que "dechoukar" a unos individuos para impedir la vuelta de una forma u otra de duvalierismo sino que también es necesario cambiar

todo el sistema. Y en primer lugar haciendo que toda la administración, actualmente irresponsable, que aplasta a los pobres, que los libra al más completo arbitrario, sea elegida y responsable a todo momento ante los administrados.

La burguesía imperialista sabe hasta qué punto el ejemplo de Haití podría ser contagioso si las masas proletarias registrasen éxitos perceptibles. Haití se encuentra en el centro de la zona explosiva del Caribe y de América central. El ejemplo de un pueblo ya capaz de haber derrocado una dictadura, si se revelara capaz de impedir con su propia movilización que otra se instale, no contentándose con una "democracia" otorgada a la brasileña; el ejemplo de las clases explotadas capaces de tomar las riendas de su propio destino y de imponer en los hechos, la ley de la mayoría, la ley de los pobres; tal ejemplo no lo podrían tolerar ni esas burguesías débiles y parasitarias de la región que sólo viven gracias a la surexplotación y a la extrema miseria de sus pueblos, ni menos aún, Estados Unidos.

La principal posibilidad del proletariado haitiano ante esta amenaza es tener junto a él sus más cercanos aliados potenciales, los explotados negros del Caribe y de Estados Unidos. Su principal posibilidad es que estos aliados se sientan concernidos, atraídos, aunque sólo fuera para impedir a sus burguesías y a los ejércitos de éstas, intervenir contra Haití.

El internacionalismo, pues, no es solamente una opción posible para los proletarios de Haití, es una necesidad objetiva absoluta. Es la razón por la cual además, todos los nacionalistas, incluso los más radicales y presuntamente más progresistas, que tratan de antemano, de encerrar el desarrollo revolucionario en Haití dentro de las fronteras nacionales, traicionan de antemano el interés de la revolución de las masas pobres. El ejemplo de Nicaragua demuestra bastante que el imperialismo norteamericano no perdona una sublevación popular, incluso si los dirigentes de esta sublevación son moderados en el interior y se niegan a presentarse como ejemplo en el exterior. Y en cuanto a la Cuba vecina, su ejemplo es lo suficientemente convincente

de se donner en exemple à l'extérieur. Et quant à Cuba voisin, son exemple est suffisamment probant pour montrer que même un soulèvement populaire profond qui, par suite de circonstances tout à fait exceptionnelles, a pu éviter une intervention militaire décisive, directe ou indirecte, de l'impérialisme américain; même un tel soulèvement finit par engendrer un régime oppressif pour sa population, y compris pour ses classes exploitées.

Alors, c'est tant que les masses sont en lutte, tant que les prolétaires déploient leur énergie révolutionnaire, tant qu'ils attirent l'attention, la sympathie, des prolétaires d'autres pays, qu'il faut

proposer une politique juste. Sinon, on aura été au mieux, inutile; au pire, on aura contribué à ligoter les classes pauvres face aux deux possibilités extrêmes contenues dans le développement de la situation haïtienne, en dehors de la perspective de la révolution prolétarienne: l'instauration d'une dictature, militaire ou non, pro-américaine ou, au mieux, l'instauration d'une dictature "progressiste", à la cubaine ou à la nicaraguayenne. Alors que la situation recèle, peut-être, la perspective d'une révolution prolétarienne, d'une révolution des pauvres, se propageant dans toutes les Caraïbes et atteignant, peut-être, la citadelle de l'impérialisme mondial, les Etats-Unis.

profound popular uprising and it has been able to avoid a decisive military intervention (either direct or indirect) by American imperialism due to exceptional circumstances. Yet even such an uprising ended up producing a regime which is oppressive toward its population including its exploited classes.

When the masses are in struggle, as long as proletarians are using their revolutionary energy, as long as they have the attention and the sympathy of the proletariat of other countries, this is the time when it is necessary to propose correct policies. If not, it would have been at best useless and at worst it

would have contributed to binding up the poorer classes. The poorer classes are faced with two extreme possibilities (setting aside the perspective of a proletarian revolution). These possibilities are found within the Haitian situation: the installment of a pro-American dictatorship, military or not; or better, the installment of a "progressive" dictatorship such as in Cuba or Nicaragua. But maybe if the situation holds in store the perspective of a proletarian revolution, of a revolution of the poor, that could rebound throughout the Caribbean and possibly reach the citadel of world imperialism, the United States.

para mostrar que incluso una sublevación popular profunda que, a consecuencia de circunstancias completamente excepcionales, pudo evitar una intervención militar decisiva, directa o indirecta del imperialismo norteamericano, acaba engendrando un régimen opresor para su población, incluso para sus clases explotadas.

Pues, mientras las masas están en lucha, mientras los proletarios despliegan su energía revolucionaria y llaman la atención de los proletarios de los otros países, despertando su simpatía, entonces sí, es cuando se tiene que proponer una política justa. Si no, en el mejor de los casos, uno habrá sido inútil ; y en el

peor, habrá contribuido a atarles las manos a las clases pobres en el momento en que tenían delante de sí las dos posibilidades extremas contenidas en el desarrollo de la situación haitiana (si no consideramos la perspectiva de la revolución proletaria): o la instauración de una dictadura militar o no, pero pro-americana, o, a lo mejor, la instauración de una dictadura "progresista" a la cubana o a la Nicaragüense. Y eso, en el mismo momento en que la situación contiene quizás la perspectiva de una revolución proletaria, de una revolución de pobres por todo el Caribe y la de alcanzar quizás el baluarte del imperialismo mundial, Estados Unidos.

La Caraïbe : arrière-cour de l'impérialisme américain et facteur d'instabilité politique

DE LA DOMINATION ANGLAISE À CELLE DES USA

Au 18^e siècle et au 19^e siècle, au moment de la colonisation, les îles de la Caraïbe, (un arc d'îles volcaniques qui va de la pointe de la Floride au Venezuela et comprend les Grandes et les Petites Antilles) ont été l'objet de luttes farouches entre les principales puissances européennes. Pour la possession de ces îles et pour l'exploitation de la main-d'œuvre servile dans les vastes plantations de canne à sucre, de café, de cacao ou de tabac, de nombreuses guerres ont opposé l'Espagne, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. Aujourd'hui encore ce sont les langues de ces quatre pays qui sont parlées dans toutes les Antilles.

L'époque de ces luttes allait s'achever en 1815 où une espèce de statu-quo s'est établi après la défaite des armées napoléoniennes sur le Vieux Continent.

Le 20^e siècle par contre allait voir l'apparition d'une nouvelle puissance, les Etats-Unis. L'impérialisme

américain a d'abord mis la main sur les Grandes Antilles espagnoles, Porto-Rico et Cuba à la suite de la guerre avec l'Espagne en 1898. Puis, pendant la Première Guerre mondiale, ce sera l'occupation des deux Etats qui se partagent l'île de Saint-Domingue, à savoir Haïti et la république Dominicaine. Cela allait durer jusqu'en 1934.

Après la Seconde Guerre mondiale, les choses évoluèrent différemment dans les possessions anglaises et françaises. L'administration française donna une nouvelle couche de peinture à l'édifice colonial, rebaptisant Département d'Outre-Mer (DOM), les quatre colonies que sont Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion, et choisit la voie de l'assimilation juridique à la métropole.

L'administration anglaise, elle, appliqua aux Antilles la politique de désengagement qu'elle menait aux quatre coins de son empire colonial. Dès la fin des années cinquante, des statuts d'autonomie interne furent octroyés aux îles principales comme la

The Caribbean: Back-yard of American imperialism and a factor of political instability

FROM ENGLISH DOMINATION TO U.S. DOMINATION

At the time of their colonization—in the seventeenth and eighteenth centuries—the Caribbean Islands (an arc of volcanic islands extending from the tip of Florida to Venezuela, and comprising the Greater and Lesser Antilles) were ruthlessly fought over by the main European powers. Spain, France, England, and the Netherlands engaged in several wars for possession of these islands where slave labor was exploited in vast sugar cane, coffee, cocoa, or tobacco plantations. Today, the languages spoken throughout the West Indies are still those of the four original colonial powers.

The contention between them came to an end in 1815 when a sort of status quo was reached after Napoleon's armies had been defeated in the Old Continent.

The Twentieth Century marked the emergence of a new power, the United States. U.S. imperialism first

El Caribe : coto vedado del imperialismo norteamericano y factor de inestabilidad política

DE LA DOMINACIÓN INGLESA A LA DE ESTADOS UNIDOS

En los siglos XVII y XVIII, cuando se produjo la colonización, las islas del Caribe, un arco de islas volcánicas que va de la punta de Florida a Venezuela incluyendo las Grandes y las Pequeñas Antillas, fueron el objeto de feroces luchas entre las principales potencias europeas. Por la posesión de estas islas y por la explotación de la mano de obra esclavizada en las vastas plantaciones de caña de azúcar, café, cacao o tabaco, hubo numerosas guerras entre España, Francia, Inglaterra y los Países Bajos. Todavía hoy, las lenguas habladas por los antillanos son las de estos cuatro países.

Esta época de luchas acabaría en 1815 con el establecimiento de una especie de statu-quo, tras la derrota de los ejércitos napoleónicos en el viejo continente.

Sin embargo, con el siglo XX aparecería una nueva potencia : Estados Unidos. En un primer tiempo, el

imperialismo norteamericano echó la zarpa sobre las Grandes Antillas españolas, Puerto Rico y Cuba, después de la guerra de 1898 entre Estados Unidos y España. Más tarde, durante la primera guerra mundial, se apoderaría de los dos Estados que se reparten la isla de Santo Domingo, República de Haití y República Dominicana. Esta situación duraría hasta 1934.

Después de la segunda guerra mundial, las posesiones francesas e inglesas, siguieron una evolución distinta. La administración francesa se limitó a dar una nueva capa de pintura al edificio colonial, rebautizando con el nombre de Departamentos de Ultramar (DOM) a las cuatro colonias formadas por Guadalupe, Guayana, Martinica y Reunión, al tiempo que iniciaba la vía de su asimilación jurídica a la metrópoli.

Por su parte, la administración inglesa aplicó en las Antillas la política de desistimiento que estaba llevando a cabo a lo largo y a lo ancho de su imperio colonial. A finales de los años 1950, se otorgaban ya estatutos de autonomía a las principales islas,

laid hands on Puerto Rico and Cuba, in the Spanish Greater Antilles, after the Spanish-American War of 1898. Then, during World War I, it sent occupying forces to the two states sharing the island of Hispaniola, the Republic of Haiti and the Dominican Republic. The occupation lasted until 1934.

After World War II, the French and English possessions in the area followed different paths. The French administration gave its colonial edifice a new coat of paint. Guadeloupe, Martinique, Guiana, and La Réunion were to be called Overseas Departments (DOM) instead of colonies, and they were to go along the road of juridical assimilation to the home country.

As for the British administration, it chose to carry out in the Antilles the same disengagement policy that it was carrying out in the four corners of its colonial empire. As early as the late 1950s, home rule was granted to the main islands: Jamaica, Barbados, and Trinidad. This was the beginning of a process which ultimately led to the independence of the British Caribbean Islands. The only colonies still

Jamaïque, la Barbade et Trinidad. C'était le début de la marche à l'indépendance qui allait toucher toute la Caraïbe anglaise. Au point qu'il ne reste plus, aujourd'hui, comme colonies de la Couronne britannique que les îles Vierges et l'île d'Anguilla, et Montserrat qui a, elle, un statut d'autonomie interne.

Au cours des vingt dernières années, toutes ces îles-États allaient passer, en devenant indépendantes, de l'influence britannique à l'influence américaine. Ce n'était que la traduction sur le plan politique d'une réalité déjà existante au plan économique. Le vieux lion britannique, fortement édenté, a laissé la place à l'aigle américain. Et si la Barclay's Bank continue à symboliser la présence anglaise, les trusts du pétrole comme Texaco, de la bauxite comme Reynolds font maintenant la pluie et le beau temps dans la Caraïbe.

POURQUOI L'INTERÊT DES USA POUR LES PETITES ANTILLES ?

L'intérêt économique de ces petites îles est devenu faible aujourd'hui. Bien sûr, du pétrole de Trinidad à la bauxite de la Jamaïque, en passant par le tourisme de la Barbade, il y a encore bien des champs d'activité dans lesquels les grands capitalistes puissent faire fructifier leurs capitaux et engranger des profits.

Mais les Antilles ont perdu leur lustre d'antan. Les difficultés de la canne à sucre et de la banane, après la quasi-disparition du cacao ou du café montrent bien que dans toute cette région, l'économie de plantation est moribonde et que son avenir est derrière elle.

L'intérêt des États-Unis est bien plus stratégique et politique qu'économique.

Stratégique, car les Antilles sont le lieu de passage entre l'Amérique du sud et les ports de la côte Atlantique des États-Unis. Le pétrole du Vénézuëla, le fer et le café du Brésil, le blé et la viande de l'Uruguay et de l'Argentine, tout cela transite au large des Petites Antilles, en direction de Baltimore, de New-York ou d'Atlanta.

Politique surtout, car si la multitude des micro-États de ces petites Antilles fait en sorte que le poids de

chacun d'eux est très faible, leur nombre, leur éparpillement, la faiblesse de leur appareil d'État, peuvent de leur côté constituer une source de préoccupation pour les États-Unis. Et si ce fait peut être négligeable dans des conditions de stabilité générale, ce n'est pas exactement le cas dans la Caraïbe. D'abord, il y a la présence et l'exemple de Cuba. Le mauvais exemple, cela va sans dire pour l'impérialisme américain. Cuba qui a montré, avec une population plus nombreuse il est vrai, qu'on pouvait, à défaut de construire le socialisme, au moins résister aux USA sur le plan politique. De plus, la Caraïbe est toute proche de l'Amérique centrale, où plusieurs régimes pro-américains (au Salvador, au Guatemala) ont du mal à contenir des guerres de guérillas massives et persistantes, où le gouvernement américain lui-même n'a pas pu mettre à genoux le Nicaragua. Tout cela forme un facteur d'instabilité dans la région. Et dans ces conditions, la faiblesse même de l'appareil d'État d'un pays débile dirigé par une caricature de bourgeoisie peut autoriser beaucoup d'espairs à des opposants éventuels. On l'a bien vu avec le coup d'État de Maurice Bishop à Grenade. En 1978, une quinzaine d'insurgés, profitant de l'absence du dictateur Gairy, ont réussi à prendre le pouvoir en occupant le commissariat de police de la capitale. Et pendant cinq ans, Grenade fut tout de même un sujet de préoccupation pour le gouvernement américain.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

D'un côté, il s'agit d'imposer l'ordre par tous les moyens, y compris militaires. En ce sens, mises à part les bases militaires existant à Cuba (Guantanamo) ou à Porto-Rico, les États-Unis possèdent des installations militaires à Antigua et à la Barbade. C'est d'ailleurs cette île qui allait servir de base arrière pour l'invasion de Grenade, dernier haut fait de l'impérialisme dans la région (invasion de novembre 1983).

Mais même dans ce cas, les USA, autant que faire se peut, se couvrent d'un paravent légal. Ce paravent,

belonging to the Crown in the area today are the British Virgin Islands, Anguilla, and Montserrat which has the status of a self-governing territory. Over the last twenty years, all these island-states have become independent. And as they did, they changed from being under British influence to being under American influence. This was only the translation in political terms of an already established economic reality. The old British lion, with some teeth missing, has been replaced by the American eagle. And though the Barclays Bank still holds on as a symbol of British presence in the area, the oil or the aluminium trusts, such as Texaco or Reynolds, now determined the time of day in the Caribbean.

WHY IS THE U.S. INTERESTED IN THE LESSER ANTILLES?

These small islands have become less and less interesting to these parasites on the economic level. There is, of course, still a lot of money to be made from Trinidad's oil, Jamaica's bauxite, and Barbados' tourist industry; and some big capitalists are active and storing up profits there.

But the Antilles have lost their age-old luster. The difficult situation of the sugar cane and banana industries, following the almost complete disappearance of the cocoa and coffee industries in the whole region, testify to the moribund state of a plantation-based economy, the heyday of which has long since gone.

The United States' interests are strategic and political rather than economic.

On the strategic level, the Antilles are a passageway between South America and the harbors of the United States' Atlantic coast. Venezuelan oil, Brazilian iron and coffee, Uruguayan and Argentinian wheat and meat, all pass alongside the Lesser Antilles on their way to Baltimore, New York, or Atlanta.

More importantly, on the political level, even though each of the many micro-states making up the

Lesser Antilles carries a very small weight, their very number, their being scattered over a large area, and the weakness of their respective state machines can be a source of worry for the United States. In times of overall stability, this could well be disregarded, but such is not the case today in the Caribbean. First of all, there is the existence of Cuba and the example it has set—a very bad example, it must be said, in the eyes of the U.S. imperialists. Cuba has shown that it was possible—though with a larger population—to at least stand up to the United States on the political level, if not to build socialism. Then there is the fact that the Caribbean Islands are very close to Central America where many pro-U.S. regimes such as El Salvador and Guatemala have problems facing up to massive and unceasing guerrilla warfare, and where the U.S. government itself has been unable to make Nicaragua bow down. This whole situation spells insecurity for the area. In these circumstances, the very weakness of the state apparatus in these debilitated countries, run by caricatures of a bourgeoisie, can foster a variety of hopes among eventual oppositionists. This was clearly what happened in the case of Maurice Bishop's coup in Grenada. In 1978, some fifteen insurgents took advantage of the fact that the island's dictator, Gairy, was away, and seized power by invading the capital's police station. Grenada was to remain a problem that preoccupied the U.S. government for five years after that.

THE U.S. GOVERNMENT'S POLICY

On the one hand, the United States tries to impose law and order at all costs, including through military intervention. In view of this, the United States has bases not only in Cuba (Guantanamo) and Puerto Rico, but also in Antigua and Barbados. In fact, Barbados served as a base for the invasion of Grenada in November 1983—the most recent imperialist feat of arms in the area.

However, even in the case of an invasion, the United States tries to cover itself with a legal

Jamaica, Barbados y Trinidad. Era el principio de una marcha hacia la independencia que acabaría extendiéndose por todo el Caribe inglés, a tal punto que hoy sólo siguen siendo colonias de la Corona Británica las islas Vírgenes y Anguila, y Montserrat que posee un estatuto de autonomía interna.

Pero, en el curso de los últimos veinte años, surgiría un hecho nuevo: todas estas pequeñas islas-estados, convirtiéndose en independientes, iban a pasar de la influencia inglesa a la norteamericana. Ello no tiene nada de extraño. No es más que la traducción en el terreno político de una realidad que ya existía en el económico. El viejo león británico, bastante desdentado, ha cedido el sitio al águila norteamericana. Y si la Barclay's Bank sigue simbolizando la presencia inglesa, los trusts del petróleo, como Texaco, o de la bauxita, como Reynolds, hacen lo que les da la gana en el Caribe.

¿POR QUÉ EL INTERÉS DE ESTADOS UNIDOS POR LAS PEQUEÑAS ANTILLAS?

El interés económico de estas pequeñas islas ha venido a ser muy débil hoy. Claro que, desde el petróleo de Trinidad a la bauxita de Jamaica, pasando por el turismo de Barbados, quedan todavía muchos campos de actividad en los cuales los grandes capitalistas pueden hacer fructificar sus capitales y almacenar beneficios.

Pero las Antillas han perdido su antiguo esplendor. Las dificultades de la caña de azúcar y de la banana, tras la semidesaparición del cacao o del café, muestran perfectamente que en toda esta región la economía de plantación está muriéndose y que su porvenir está a sus espaldas.

El interés de Estados Unidos es más bien de carácter estratégico y político que económico.

Estratégico, porque las Antillas son lugar de paso entre América del Sur y los puertos de la costa atlántica de Estados Unidos. El petróleo de Venezuela, el hierro y el café de Brasil, el trigo y la carne de Uruguay y Argentina, transitan a lo largo de las Pequeñas Antillas en dirección de Baltimore, Nueva York o Atlanta.

Político ante todo porque si la multitud de micro-

Estados constituidos por estas Pequeñas Antillas hace que el peso de cada uno es muy débil, su número y su dispersión como la debilidad de su aparato de Estado constituyen una fuente de inquietudes para Estados Unidos. Y si esto puede no tener importancia en una situación de estabilidad general, no es exactamente el caso en el Caribe. Primero hay la presencia y el ejemplo de Cuba. El mal ejemplo, por supuesto, desde el punto de vista del imperialismo norteamericano. Cuba que ha mostrado, con una población más numerosa es cierto, que a falta de construir el socialismo, por lo menos se podía resistir a Estados Unidos en el terreno político. Además el Caribe está muy cerca de América central donde varios regímenes pro-norteamericanos (en el Salvador, en Guatemala) tienen mucha dificultad en contener guerras de guerrilla masivas y persistentes, donde el propio gobierno norteamericano no logró poner de rodillas a Nicaragua. Todo esto constituye un factor de inestabilidad en la región. Y en estas condiciones, la propia debilidad del aparato de Estado de un país débil dirigido por una caricatura de burguesía puede dar muchas esperanzas a eventuales opositores. Se vió con el golpe de Estado de Mauricio Bishop en Granada. En 1978, unos quince insurrectos aprovecharon la ausencia del Dictador Gairy para tomar el poder ocupando la comisaría de policía de la capital. Y durante cinco años, Granada resultó ser una fuente de inquietudes para el gobierno norteamericano.

LA POLÍTICA DEL GOBIERNO NORTEAMERICANO

Por un lado, se trata de imponer el orden por todos los medios, incluidos los medios militares. Con ese fin, además de las bases militares que tienen en Cuba (Guantanamo) o en Puerto Rico, Estados Unidos posee instalaciones militares en Antigua y Barbados. Esta última isla fue asimismo la que sirvió, en noviembre de 1983, de base de retaguardia para la invasión de Granada, la última hazaña del imperialismo en esta región.

Pero, incluso cuando se llega a estos extremos, Estados Unidos procura, en la medida de lo posible,



L'invasion de Grenade par les troupes des Etats-Unis...

The invasion of Grenada by U.S. troops...

La invasión de Granada por la tropas de Estados Unidos...

...avec, derrière elles, des "forces caribéennes", ici en train d'arrêter le premier ministre Bernard Coard.

...closely followed, by "Caribbean forces"—seen here arresting the Prime Minister Bernard Coard.

...con, tras ellas, "fuerzas del Caribe", aquí arrestando al primer ministro Bernardo Coard. ▶



dans le cas de Grenade, fut l'OECS (Organization of Eastern Caribbean States - Organisation des États de la Caraïbe Orientale). Cette organisation qui regroupe des États comme la Dominique, Sainte-Lucie ou Saint-Vincent, envoya des "troupes" à Grenade, c'est-à-dire quelques dizaines de policiers qui voyagèrent dans les fourgons des Marines.

Mais d'un autre côté, l'impérialisme américain se sert de sa puissance économique pour s'imposer, et cela dans deux directions. D'une part, les investissements des multinationales ont crû depuis les années soixante. D'autre part, et cela a été la grande nouveauté, il y a eu la promesse d'ouvrir un peu plus le marché américain aux produits industriels des États caribéens. C'est ce que l'on a appelé le plan Reagan pour la Caraïbe, plus modestement de son vrai nom le CBI (Caribbean Basin Initiative - Initiative pour le Bassin caraïbe).

Annoncé à grand renfort de trompette dès 1982, cela n'a pas amené de substantiels changements dans l'économie des États de la Caraïbe, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, que peut signifier l'ouverture du marché des USA à un moment de crise, où le niveau de vie baisse, conduisant tout un chacun à restreindre sur ses achats de consommation courante? Par ailleurs, que peuvent vendre les États de la Caraïbe aux USA que ceux-ci ne produisent déjà sur leur territoire? Cela était d'autant plus aberrant, que pour être vendus aux USA, les produits devaient être fabriqués pour une large part avec des produits locaux et des capitaux locaux. Ceci bien entendu pour décourager toute tentative d'exportation de produits fabriqués dans des usines d'assemblage d'éléments fabriqués dans des pays capitalistes concurrents des États-Unis! Quant aux capitaux autochtones, c'est bien ce qui fait le plus défaut aux États de la Caraïbe. C'est pourquoi après une publicité dithyrambique, le CBI glisse petit à petit dans l'indifférence.

LA TACTIQUE DES BOURGEOISIES CARIBÉENNES : ENTRE L'ÉMIETTEMENT ET LA COOPÉRATION RÉGIONALE

En vingt ans, une équivalence politique s'est imposée dans la Caraïbe orientale : une île égale un pays. Certaines de ces îles-États sont minuscules : la

disguise. In the case of Grenada, it used the Organization of Eastern Caribbean States as a screen. This organization, which includes states such as Dominica, St. Lucia, or St. Vincent, sent "troops" to Grenada—that is to say, a few dozen policemen, trodded along with the Marines.

On the other hand, U.S. imperialism uses its economic power to impose itself. It has done so in two ways: first, the multinational companies have upped their investments since the 1960s; secondly, it promised that the U.S. market would be a little more open to industrial products coming from the Caribbean. This measure was quite a novelty, and came to be known as the Reagan plan for the Caribbean, though its real name was simply the Caribbean Basin Initiative (CBI).

Accompanied by great trumpet blasts when it was announced in 1982, the plan has failed to bring about any substantial changes in the Caribbean economy. The reasons for this are manifold. First, what is the purpose of opening up the U.S. market in times of crisis, when the standard of living is going down, compelling people to cut down on daily expenses? Secondly, what can the Caribbean states sell that the United States does not already produce at home? Finally, the plan was all the more absurd, for in order to be sent to the United States, a large part of the product was supposed to be produced with local raw materials and capital! This was intended as a way to prevent any attempt to export products assembled from ready-made parts coming from rival capitalist countries. As for local capital, it is probably what the Caribbean states have the greatest lack of. And this is why, after its initial raving presentation, the CBI is today falling into oblivion.

THE CARIBBEAN BOURGEOISIES' TACTIC: BETWEEN DISPERSION AND REGIONAL COOPERATION

In twenty years, a new political equation has appeared in the Eastern Caribbean: one island equals one country. Some of these island-states are really small: Barbados for instance has less than

cubrirse con una tapadera legal. En el caso de Granada, esta tapadera fue la OECS (Organisation of Eastern Caribbean States — Organización de los Estados del Caribe Oriental). Esta organización, compuesta por "Estados" como Dominica, Santa Lucía o San Vicente, envió "tropas" a Granada; es decir, unas decenas de policías que viajaron en el furgón de los "marines".

Pero, por el otro lado, el imperialismo norteamericano se sirve de su poder económico para imponerse, y lo hace en dos direcciones. Por una parte, las inversiones de las multinacionales han crecido desde los años 1960. Por otra, y ello ha sido la gran novedad, ha habido la promesa de abrir algo más el mercado norteamericano a los productos industriales de los Estados caribeños. Se trata de lo que se ha dado en llamar Plan Reagan para el Caribe o, más modestamente, CBI (Caribbean Basin Initiative — Iniciativa para el Archipiélago Caribeño), que es su verdadero nombre.

Anunciada a bombo y platillos desde 1982, esta "iniciativa" no ha producido ningún cambio substancial en la economía de los Estados del Caribe. Por varias razones. En primer lugar, ¿qué puede significar el hecho de abrir el mercado de Estados Unidos en un período de crisis, cuando el nivel de vida baja y la gente se ve obligada a restringir sus gastos? Además, ¿qué pueden vender los Estados caribeños a Estados Unidos que éstos no produzcan ya en su propio territorio? Este proyecto era tanto más disparatado cuanto que, para poder ser vendidos en Estados Unidos, los productos debían ser fabricados en gran parte con materias y capitales locales. Como es de suponer, con ello se pretendía impedir cualquier intento de exportar productos fabricados en los talleres de montaje locales con piezas provenientes de países capitalistas competidores de Estados Unidos. Por lo que se refiere a los capitales autóctonos, es lo que más escasea en los Estados del Caribe. Y es por estas razones que el CBI ha pasado poco a poco de una estrepitosa propaganda a la indiferencia general.

LA TÁCTICA DE LAS BURGUESÍAS CARIBEÑAS: ENTRE LA FRAGMENTACIÓN Y LA COOPERACIÓN REGIONAL

En veinte años, una equivalencia política se ha impuesto en el Caribe Oriental : una isla iguala un

Barbade par exemple compte moins de trois cent mille habitants sur ses 430 kilomètres carrés — et ce n'est pas le plus petit des États de la région. Même l'État constitué par les deux îles voisines de Trinidad et Tobago, et le plus grand des Petites Antilles, n'a qu'un peu plus d'un million cent mille habitants sur 5 128 kilomètres carrés.

Est-ce que c'était, de manière avérée, le but des colonisateurs, lorsqu'il fallut passer à l'étape des indépendances formelles ? Ce n'est pas sûr. De toute façon, une tentative fut faite, avec la Fédération des Indes Occidentales de mettre sur pied un cadre fédéral au sein duquel les différentes îles pouvaient évoluer politiquement ensemble. Mais la Fédération vola en éclats, avec l'indépendance de la Jamaïque et de Trinidad (1962), suivie un peu plus tard de celle de la Barbade (1966). Et depuis, toute tentative d'intégration politique s'est heurtée à deux écueils au moins.

D'un côté, les bourgeoisies d'un certain nombre d'États "privilegiés", essentiellement Trinidad et la Barbade, se refusent à partager les miettes qu'ils ont avec les États plus mal lotis. Par ailleurs, dans chaque île, l'existence d'un appareil propre, "autonome", assure à la bourgeoisie du pays un certain nombre de places ou privilèges qu'elle ne peut pas abandonner au profit de l'intégration dans une entité plus grande, où son avenir serait rien moins qu'assuré. Le contrôle de l'État, même le plus débile, assure un certain nombre de sinécures et de passe-droits, auxquels des cliques dirigeantes ne sont pas prêtes à renoncer !

Cependant, cet émiettement a aussi ses désavantages, même au point de vue des bourgeoisies caribéennes. Pour des États comme Trinidad ou la Barbade, qui ont quelques petites industries, il n'est pas indifférent de pouvoir écouler leurs produits sur un marché plus vaste. De plus, en se répartissant les marchés par avance, ils voient là un moyen d'éviter la concurrence entre les différentes îles. Le troisième aspect étant la possibilité pour ces îles-États d'établir une politique commune face aux capitalistes des autres États présents dans la Caraïbe et d'en éviter, même partiellement, les conséquences les plus néfastes pour eux.

C'est cette constatation qui a été à l'origine de la CARIFTA (Caribbean Free Trade Association - Asso-

ciation de Libre Échange de la Caraïbe) qui allait donner un peu plus tard le CARICOM (Marché Commun de la Caraïbe). Le CARICOM regroupe exclusivement les anciennes colonies anglaises de la Caraïbe, plus Belize en Amérique centrale et la Guyana en Amérique du sud.

Il existe aussi d'autres sociétés à caractère commercial, comme la LIAT (compagnie régionale de transport aérien) ou la WISCO (compagnie de transport maritime).

Mais même cette amorce de ce que l'on appelle coopération régionale est bien contradictoire. Car chaque État se méfie du voisin comme de la peste. Périodiquement éclatent des différends entre la Barbade et Trinidad à propos de quelques produits manufacturés pour lesquels ils se font concurrence.

Mieux encore, si contraints et forcés, ces États se regroupent, chacun préfère exercer ses prérogatives dès qu'il en a les moyens économiques.

Quelques exemples l'illustrent. Dans le domaine du transport aérien, à côté de la LIAT, compagnie régionale, la Barbade et Trinidad ont chacune leur compagnie "nationale". Dans le domaine de la monnaie, le dollar E.C (Eastern Currency - Monnaie Orientale) est utilisé en Caraïbe orientale, sauf à la Barbade qui a son dollar et Trinidad aussi qui a le sien !

De plus, pour être exécutoires, les décisions du CARICOM doivent être prises à l'unanimité. Ce qui a des conséquences gênantes, y compris même pour l'impérialisme. Ainsi, au début des années 80, voulant créer des difficultés à Grenade, les États-Unis ont tenté de l'expulser du CARICOM. L'unanimité n'étant pas faite sur ce plan-là, les États-Unis ont voulu imposer la règle de la majorité. Trinidad et Guyana s'y sont farouchement opposés. Depuis, les insistances du gouvernement américain ont disparu, car Grenade a été mise au pas !

En fin de compte, la politique des différentes bourgeoisies caribéennes, au moins les plus grandes d'entre elles, ne diffère guère de celle de toute bourgeoisie un peu conséquente. Protéger tout ce que l'on peut à l'intérieur de ses propres frontières. Et autant que l'on peut, grignoter sur le voisin. Ces bourgeoisies-là n'ont rien inventé par rapport aux autres !

300,000 inhabitants on its 166 square miles—and there are smaller states still. Even the neighboring islands of Trinidad and Tobago, which form the biggest state in the Lesser Antilles, have slightly more than 1,100,000 inhabitants for an area of 1,980 square miles.

Is this set-up the result of an actual decision made by the colonial powers when time came for formal independence? It is not certain. In any case, there was an attempt at setting up a federation-like framework inside which the islands could have developed. This was the West Indies Federation. But the Federation broke up when Jamaica and Trinidad became independent (1962), and then, soon after Barbados (1966). Since then, any step taken toward political integration has come up against at least two pitfalls. One, the bourgeoisies of some of the "privileged" states—basically, Trinidad and Barbados—do not wish to share the crumbs they are getting with worse-off states. Two, in each island, the bourgeoisie has its own "autonomous" state machine guaranteeing a number of posts and privileges which it cannot give up in exchange for integration into a larger unit which cannot guarantee its future. Controlling a state machine, weak as it may be, guarantees a number of sinecures and prerogatives which the cliques in power are not ready to give up!

However, the fact that they are scattered has disadvantages for the bourgeois classes of the Caribbean. Trinidad and Barbados, for example, have a few small industries. Thus, first of all, they are not indifferent to the question of whether or not they are able to export their products on a bigger market. Then they might in fact want to share potential markets between themselves, to avoid competition between the different islands. The third disadvantage for the Caribbean bourgeoisies in their scattered situation is that they cannot now benefit from carrying out a common policy toward the other capitalist states active in the area. At least such a common policy would put them in a position to reduce the most harmful consequences of this situation.

This observation was at the origin of the setting up

of the Caribbean Free Trade Association (CARIFTA), later to become the Caribbean Common Market (CARICOM). Membership in CARICOM is limited to the former British colonies in the Caribbean, plus Belize in Central America and Guyana in South America.

There are also common ventures of a commercial nature such as LIAT (a regional airline company), or WISCO (a maritime transport company).

But even the beginnings of this so-called regional cooperation are full of contradictions. Each state is highly suspicious of its neighbors. For instance, there are regular disagreements between Barbados and Trinidad about manufactured goods for which they are competitors.

The fact is that even though they will get together under the pressure of circumstances, each state would rather stick to its own prerogatives if and when this is economically feasible.

Here are some examples of this. In air transportation: Barbados and Trinidad have their own "national" companies, competing with LIAT, the regional airline. In monetary matters: the EC dollar (Eastern Currency) is used in the Eastern Caribbean, except in Barbados and Trinidad which have dollars of their own!

Further, in order for CARICOM decisions to be implemented, they must be taken unanimously. This has bothersome consequences, including for imperialism. In the early 1980s for instance, the United States decided to create difficulties for Grenada and tried to have it expelled from the CARICOM. As there could obviously be no unanimity on a question like this, the United States tried to impose majority rule. Trinidad and Guyana fiercely opposed this decision. Since then, the U.S. government has withdrawn its demand, Grenada having been brought to heel!

In the end, the policies carried out by the different Caribbean bourgeoisies—by the bigger ones at least—are not much different from those carried out by any bourgeoisie of some size: protect the home market as much as possible and try to gain ground on the neighbor. These bourgeoisies have not invented anything new.

país. Algunas de estas islas-Estados son minúsculas: Barbados por ejemplo tiene menos de trescientos mil habitantes en sus 430 km² —y no es el menor de los Estados de la región. Incluso el Estado formado por las dos islas vecinas de Trinidad y Tobago, el mayor de las Pequeñas Antillas, no tiene más de un millón cien mil habitantes en 5 128 km².

¿Se puede afirmar que fue éste el objetivo del colonizador cuando fue preciso pasar a la etapa de las independencias nacionales? No es seguro. En cualquier caso, se hizo entonces una tentativa, con la Federación de las Indias Occidentales, para establecer un marco federal en cuyo seno pudieran evolucionar políticamente las diferentes islas. Pero esta Federación saltó en pedazos con la independencia de Jamaica y Trinidad (1962), seguida poco después por la de Barbados (1966). Y desde entonces, cualquier tentativa de integración política ha chocado al menos con dos escollos.

Por un lado, las burguesías de algunos Estados "privilegiados", en particular Trinidad y Barbados, se niegan a repartir las migajas que les caen con las poblaciones de Estados menos favorecidos. Por lo demás, la existencia en cada isla de un aparato suyo, "autónomo", proporciona a la burguesía autóctona unos cuantos puestos o privilegios que ninguna quiere perder a cambio de la integración en una entidad más grande, dentro de la cual su porvenir no estaría nada seguro. El control del Estado, incluso del más débil, garantiza cierto número de sinecuras y de abusos a los que las pandillas dirigentes no están dispuestas a renunciar.

Sin embargo, esta fragmentación también tiene sus inconvenientes para las burguesías caribeñas. En efecto, para los Estados que poseen algunas pequeñas industrias, como Trinidad o Barbados, tiene su importancia poder vender los productos del país en un mercado más amplio. Además, ven en un reparto previo de los mercados un medio para evitar la competencia de unas islas con otras. El tercer aspecto a considerar por estas islas-estados, reside en la posibilidad de establecer una política común frente a los capitalistas de los demás Estados presentes en el Caribe, con lo cual evitarían, aunque sólo fuera parcialmente, las consecuencias más nocivas para ellos.

Fue esta constatación la que originó la creación de la CARIFTA (Caribbean Free Trade Association /

Asociación de Libre Cambio del Caribe), de la cual surgiría más tarde el CARICOM (Mercado Común del Caribe). El CARICOM agrupa exclusivamente las antiguas colonias inglesas del Caribe, además de Belize, en América Central, y Guyana, en América del Sur.

Existen también otras sociedades de carácter comercial, como la LIAT (Compañía Regional de Transporte Aéreo), o la WISCO (Compañía de Transporte Marítimo).

Pero hasta ese preludio de cooperación regional aparece lleno de contradicciones. De hecho, cada Estado desconfía del vecino como de la peste. Periódicamente, estallan discordias entre Barbados y Trinidad en torno a unos cuantos productos manufacturados por los que se hacen la competencia.

Peor todavía. Si por necesidad y a la fuerza, estos Estados se agrupan, cada uno prefiere ejercer sus propias prerrogativas desde que sus medios económicos se lo permiten.

He ahí algunos ejemplos de ello. En el campo del transporte aéreo, al lado de la LIAT, compañía regional, Barbados y Trinidad mantienen cada una su propia compañía "nacional". En el de la moneda, el dólar EC (Eastern Currency / Moneda Oriental) es utilizado en todo el Caribe Oriental, excepto en Barbados, que tiene su dólar, y en Trinidad, que también tiene el suyo.

Además, para ser obligatorias, las decisiones del CARICOM deben ser aprobadas por unanimidad. Lo cual tiene a veces consecuencias molestas incluso para el imperialismo. Como ocurrió a principios de esta década, cuando Estados Unidos quiso crearle problemas a Granada tratando de expulsarla del CARICOM. Al no conseguir que su propuesta fuera aprobada por unanimidad, Estados Unidos quiso imponer la regla de la mayoría, pero Trinidad y Guyana se opusieron firmemente a ello. El gobierno norteamericano dejó de insistir: había decidido liquidar la cuestión de Granada por otros medios.

En resumidas cuentas, la política de las diferentes burguesías caribeñas, la de las más grandes al menos, no difiere demasiado de la practicada por cualquier burguesía algo consecuente. Proteger todo lo que se pueda en el interior de las propias fronteras; morder todo lo que se pueda en el territorio del vecino. Estas burguesías, si se las

LE SENTIMENT ANTI-AMÉRICAIN DANS LA CARAÏBE

Coincées sur des territoires exigus, aux prises avec des difficultés économiques sans nombre, les bourgeoisies des îles de la Caraïbe ont eu tendance à se tourner vers les USA. Et l'impérialisme dispose de partis et d'hommes qui font sa politique. Il n'est pas besoin d'avoir été dictateur comme Duvalier en Haïti, ou Trujillo en République Dominicaine pour être un pantin docile aux ordres de Washington: Eugenia Charles à la Dominique, Vere Bird à Antigua, John Compton à Sainte-Lucie, Tom Adams ou Bernard Saint-John à la Barbade, quoiqu'élus "démocratiquement" mettent tout leur savoir-faire à épauler l'impérialisme dont ils vantent à leurs peuples respectifs les bienfaits. Ces régimes développent une propagande anti-cubaine et anti-soviétique acharnée. L'Union soviétique et Cuba sont désignés comme des fauteurs de trouble dans la région, des États qui menacent la paix et l'ordre.

Mais pour toute une fraction de la population, pour la jeunesse qui est étouffée dans ses aspirations à la justice et au mieux-être, pour les travailleurs en butte au chômage et aux mauvaises conditions de vie (le pourcentage de chômage varie entre 20 et 40% de la population active, selon les îles), la responsabilité de l'impérialisme dans le sous-développement et le retard de ces pays apparaît claire. Et en écho à ces sentiments, des voix critiques à l'égard des États-Unis se font entendre. Ces voix peuvent être celles de notables bourgeois, comme celles de jeunes militants nationalistes.

Dans la première catégorie, on trouve des hommes comme feu Forbes Burnham, dictateur défunt de la Guyana, comme Manley à la Jamaïque, ou encore Errol Barrow, l'actuel Premier ministre de la Barbade. Celui-ci, victorieux des élections générales qui ont eu lieu il y a trois mois, s'est répandu en déclarations hostiles à Reagan, coupable d'avoir soutenu ses adversaires Tom Adams et Bernard Saint-John.

Les déclarations anti-américaines de ces hommes politiques restent, bien sûr, des déclarations non suivies d'effet, une simple manière de canaliser à leur profit les sentiments anti-américains. Il s'agit pour eux de dire: "Nous avons des difficultés. Elles sont dues à l'impérialisme. Il nous faut donc nous unir, ne pas

revendiquer, car l'impérialisme est tout près". La présence de l'impérialisme sert à justifier le statu-quo social.

Certains de ces hommes politiques n'hésitent pas à lorgner vers Cuba, comme le "socialiste" Manley, à la Jamaïque, ou vers l'Union soviétique, comme Forbes Burnham, qui rebaptisa avant sa mort la Guyana en "République coopérative". Pendant ce temps, les atteintes à la liberté allaient bon train. Burnham s'est même débarrassé d'adversaires politiques par des assassinats...

Il s'agit donc pour des hommes politiques de cet acabit de profiter du sentiment anti-américain latent et de le reprendre à leur propre compte et justifier ainsi les échecs prévisibles de leur politique.

Bien plus faibles et de moindre signification quant à leur ampleur et leur force réelles, sont les mouvements nationalistes comme le DLM à la Dominique, le MBPM (Maurice Bishop Patriotic Movement) à la Grenade ou l'ACLM de Tim Hector à Antigua. Ce qui est remarquable, c'est la volonté de ces groupes-là d'apparaître comme des mouvements nationalistes, défendant leur pays, leur patrie. Et s'ils s'adressent à la classe ouvrière, ce n'est pas en tant que classe distincte, ayant son rôle propre à jouer dans le renversement de l'ordre social existant. C'est bien plutôt parce qu'ils sentent qu'il y a là un vivier de mécontentement et d'opposition à la politique de l'équipe bourgeoise au pouvoir.

Parfois, ces organisations cherchent des soutiens du côté de Moscou, comme le DLM de la Dominique; ou à Cuba comme le MBPM de Grenade. Par ailleurs, sur le plan électoral, ils sont prêts à se fondre dans des regroupements de politiciens bourgeois traditionnels. C'est encore le cas du DLM qui a participé au regroupement électoral du Parti Travailleiste contre Eugenia Charles aux élections régionales de 1985 à la Dominique. Parmi les chefs de ce regroupement électoral, il y avait toute une brochette d'amis de Patrick John, un ancien Premier ministre qui avait été chassé du pouvoir à la suite de mobilisations de masses il y a quelques années de cela.

Ces groupes nationalistes, on le voit, n'ont rien à dire de particulier aux travailleurs. Parce que leur programme politique est bourgeois du début à la fin. Ils aspirent tout simplement, en prenant appui sur les sentiments anti-américains de la population, à profiter des difficultés nombreuses dans lesquelles se débat la

ANTI-U.S. FEELING IN THE CARIBBEAN

Stuck on cramped territory, caught up in innumerable economic difficulties, the bourgeoisies of the Caribbean have had a tendency to turn toward the United States. So imperialism has never lacked parties and personnel to carry out its policies. But dictators like Duvalier in Haiti or Trujillo in the Dominican Republic have never been the only puppets in the hands of Washington: Eugenia Charles in Dominica, Vere Bird in Antigua, John Compton in St. Lucia, Tom Adams or Bernard St. John in Barbados, all "democratically" elected leaders, nonetheless spend a lot of effort praising imperialism and its beneficial effects to their countrymen. Their regimes in fact come out with fierce anti-Cuban and anti-Soviet propaganda. The Soviet Union and Cuba are presented as trouble-makers, threatening peace and order in the area.

But whole sectors of the population—youth whose aspirations to justice and a better life are thwarted, workers confronted with unemployment and bad living conditions (the islands have an unemployment rate of between twenty to forty percent of the working population)—realize the extent of imperialism's responsibility in the underdevelopment and backwardness of their countries. Echoing these feelings, voices are heard criticizing the United States. They are either the voices of some well-known bourgeois politicians or of young nationalist militants.

In the first category are men like the late Forbes Burnham, the deceased dictator of Guyana; Manley in Jamaica; or Errol Barrow, the present prime minister of Barbados. Barrow was elected three months ago and has since issued endless declarations attacking Reagan, whose crime is to have given his support to Barrow's opponents, Tom Adams and Bernard St. John.

The anti-U.S. declarations of these politicians are of course nothing but declarations, and never result in anything. They are a way of channeling anti-U.S. feelings and of cashing in on them. They amount to saying: "We have problems. They are due to imperialism. We must all unite and not put forward

any demands, because imperialism is ready just next door". The presence of imperialism becomes a justification for keeping the social status quo.

Some of these politicians do not hesitate to flirt with Cuba, like Manley, the "socialist" leader of Jamaica; or with the Soviet Union, like Forbes Burnham who, just before he died, renamed Guyana a "Cooperative Republic"—at the same time as he was attacking civil liberties. Indeed, Burnham even had some of his opponents assassinated...

The problem for politicians of that sort is to try and use latent anti-U.S. feelings (which they also claim to have) in order to justify in advance the foreseeable failure of their own policies.

Much weaker and less significant in terms of size and actual strength are nationalist movements such as Dominica's DLM, Grenada's Maurice Bishop Patriotic Movement (MBPM), or Tim Hector's ACLM in Antigua. The remarkable thing about these groups is that they all want to be viewed as nationalist movements, standing for their country, for their homeland. Whenever they address the working class, they do not address it as a distinct class with a role of its own to play in the overthrow of the existing social order. Simply, they sense that therein lies a source of discontent and opposition to the policies of the bourgeois teams in power.

Some of these organizations have asked support from Moscow, like Dominica's DLM; or from Cuba, like Grenada's MBPM. On the other hand, in election periods, they are quite willing to disappear inside traditional bourgeois groupings. The DLM for instance took part in the Labor Party's electoral regroupment against Eugenia Charles in Dominica's 1985 regional elections. Among the leaders of this electoral regroupment were a whole bunch of friends of Patrick John's, a former prime minister who was kicked out of power a few years ago following mass demonstrations.

One can see that these nationalist groupings have nothing special to say to workers. Their political programs are bourgeois programs from beginning to end. Their one and only aspiration is to come to power: by leaning on the anti-U.S. feelings of the population and by taking advantage of the numerous

compara a las otras, no han inventado nada.

EL SENTIMIENTO ANTIAMERICANO EN EL CARIBE

Acorraladas en sus exigüos territorios, enfrentadas a innumerables dificultades, las burguesías de las islas del Caribe han preferido volverse hacia Estados Unidos. Y el imperialismo dispone de partidos y de hombres que hacen su política. No es necesario haber sido un dictador como Duvalier en Haití o Trujillo en República Dominicana para ser un títere a las órdenes de Washington. Eugenia Charles en Dominica, Vere Bird en Antigua, John Compton en Santa Lucía, Tom Adams o Bernard Saint-John en Barbados, aunque fueron elegidos "democráticamente", saben poner en juego todas sus habilidades en favor del imperialismo, al cual alaban presentándole a sus respectivos pueblos como su benefactor. Estos regímenes desarrollan una implacable propaganda anticubana y antisoviética. La Unión Soviética y Cuba son presentadas por ellos como promotores de disturbios en la región y como Estados que amenazan la paz y el orden.

Ahora bien, para un importante sector de la población, para la juventud amordazada en sus anhelos de justicia y bienestar, para los trabajadores sometidos al paro y a las malas condiciones de vida (el porcentaje de desempleo varía entre el 20 y el 40 por ciento de la población activa, según las islas), está claro que el responsable del subdesarrollo y del atraso es el imperialismo. Respondiendo a ese estado de ánimo, se oyen voces discordantes, protestas que tanto pueden provenir de políticos burgueses como de jóvenes militantes nacionalistas.

Entre los primeros, se encuentran hombres como Forbes Burnham, el difunto gobernador de Guyana; Manley, de Jamaica, o Errol Barrow, el actual primer ministro de Barbados. Este último, tras su victoria electoral de hace tres meses, ha prodigado las declaraciones hostiles a Reagan, culpable de haber apoyado a sus adversarios Tom Adams y Bernard Saint-John.

Las declaraciones antinorteamericanas de estos políticos siguen siendo por supuesto declaraciones sin efecto, una simple manera de canalizar a su provecho los sentimientos antinorteamericanos. Se

trata para ellos de decir: "Tenemos dificultades. El responsable es el imperialismo. Por eso debemos unirnos, dejar de reivindicar, pues el imperialismo está a dos pasos...", la presencia del imperialismo servirá para justificar el statu-quo social.

Algunos de estos políticos no tienen reparos en mirar de reojo hacia Cuba, como el "socialista" Manley desde Jamaica, o hacia la Unión Soviética, como Forbes Burnham, el cual, antes de morir, rebautizó Guyana llamándola República Cooperativa. Pero, al mismo tiempo, las libertades siguen siendo pisoteadas. Burnham llegó incluso a deshacerse de adversarios políticos haciéndolos asesinar...

Se trata, pues, para los políticos de esta ralea de aprovechar el difuso sentimiento antinorteamericano, de apropiárselo para justificar así sus previsibles fracasos políticos antes de que se produzcan.

Por su poca extensión y fuerza reales, los movimientos nacionalistas como el DLM, en Dominica; el MBPM (Maurice Bishop Patriotic Movement), en Granada, o el ACLM de Tim Hector, en Antigua, son mucho más débiles y de menor importancia. Lo más destacable de estos grupos, es su empeño en aparecer como movimientos nacionalistas que defienden su país, su patria. Así, cuando se dirigen a la clase obrera, no lo hacen considerándola una clase distinta que tiene que desempeñar su propio papel en el derrocamiento del orden social existente; sino más bien porque sienten que existe ahí un vivero, un foco de descontento y de oposición contrario a la política del equipo burgués que detenta el poder.

A veces, estas organizaciones buscan apoyo del lado de Moscú, como el DLM de Dominica, o con Cuba, como el MBPM de Granada. Pero, en el terreno electoral, están dispuestos a fundirse en cualquier conglomerado de políticos burgueses tradicionales. Sin ir más lejos, ese ha sido el caso del DLM, el cual se integró en la coalición electoral del partido laborista que se enfrentó a Eugenia Charles en las elecciones regionales de 1985 en Dominica. Ahora bien, entre los jefes de esta coalición había una pandilla de amigos de Patrick John, un antiguo primer ministro que unos años antes había sido expulsado del poder a raíz de la movilización de las masas dominicanas.

Como se ve, estos grupos nacionalistas no tienen

grande majorité de la population, pour arriver au pouvoir. La politique qu'ils mèneront dans le futur, s'ils arrivent au pouvoir, ne peut pas être différente de celle d'un Burnham, d'un Manley ou d'un Barrow !

POLITIQUE NATIONALISTE, OU POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ?

Les organisations révolutionnaires nationalistes militant dans les îles sous domination coloniale, ou dans les îles indépendantes, mais dont le gouvernement est trop ostensiblement sous le contrôle d'un des impérialismes présents dans la région, prétendent offrir aux exploités, aux opprimés, à la lutte desquels elles font appel, une solution à leur oppression, à leur misère,—quand elles ne prétendent pas vouloir construire le socialisme—dans des îles-États de quelques centaines ou au mieux, quelques milliers de kilomètres carrés.

S'il y a une région où la politique nationaliste, celle représentée par des courants nationalistes ne sortant pas du cadre de pensée de la petite bourgeoisie, ne dépassant pas le repliement sur des frontières dites nationales, apparaît dans toute sa dérisoire stupidité du point de vue des intérêts des classes pauvres, c'est bien dans ces petites îles des Caraïbes !

L'oppression coloniale encore présente dans certaines îles dites anglaises, ou encore en Martinique et en Guadeloupe ; l'oppression économique qui prend souvent une coloration raciale même dans des îles formellement indépendantes ; la misère, le sous-développement, l'exploitation ou le chômage, sont susceptibles d'alimenter une formidable réserve d'énergie révolutionnaire. Personne ne peut prévoir quelle mesure d'austérité, quelle provocation raciste, quelle injustice ressentie comme telle, pourrait être l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, ni quand cela arrivera.

Mais c'est quand cela arrivera que deux possibilités, deux perspectives s'offriront, si toutefois il y a des militants, des organisations pour offrir la perspective de la politique de la révolution prolétarienne, de la

difficulties the majority of the people find themselves up against. But the policies these nationalist groupings will carry out in the future—if they ever come to power—will not be different from those of Burnham, Manley, or Barrow!

NATIONALIST POLICIES OR PROLETARIAN REVOLUTIONARY POLICIES

There are nationalist revolutionary organizations which are active either on islands still under colonial rule, or on independent islands the governments of which are openly under the control of one of the many imperialisms present in the area. They make believe that they can offer a solution to the misery and oppression of the exploited masses whom they call on to fight—that is, when they do not make believe they can build socialism there. And they do all of this within the framework of island-states that are only a few hundred or, at best, a few thousand square miles in size.

The Caribbean basin is perhaps the area in the world where nationalist policies—as represented by nationalist currents limited by their petty-bourgeois frame of mind and incapable of thinking beyond so-called national borders—can best be viewed for what they are: an utter foolishness, as far as the interests of the poorer classes are concerned!

The colonial oppression still existing in some so-called British islands or in Martinique and Guadeloupe; the economic oppression which often takes on a racial tinge, even in formally independent islands; misery, underdevelopment, exploitation, unemployment; all these factors can potentially build up a formidable reserve of revolutionary energy. One cannot foresee which austerity measure, which racist provocation, which injustice experienced as such might be the spark that will ignite the powder keg—, or when this might happen.

But when it does happen, two possibilities, two prospects will present themselves. One of

nada particular que decir a los trabajadores. Por una razón muy simple : su política es burguesa de cabo a rabo. Sólo esperan, apoyándose en los sentimientos antinorteamericanos de la gente, aprovechar las dificultades que atraviesa la gran mayoría de la población para llegar al poder. Lo malo es que, si llegan al poder, su política futura no podrá ser diferente de la de un Burnham, un Manley o un Barrow.

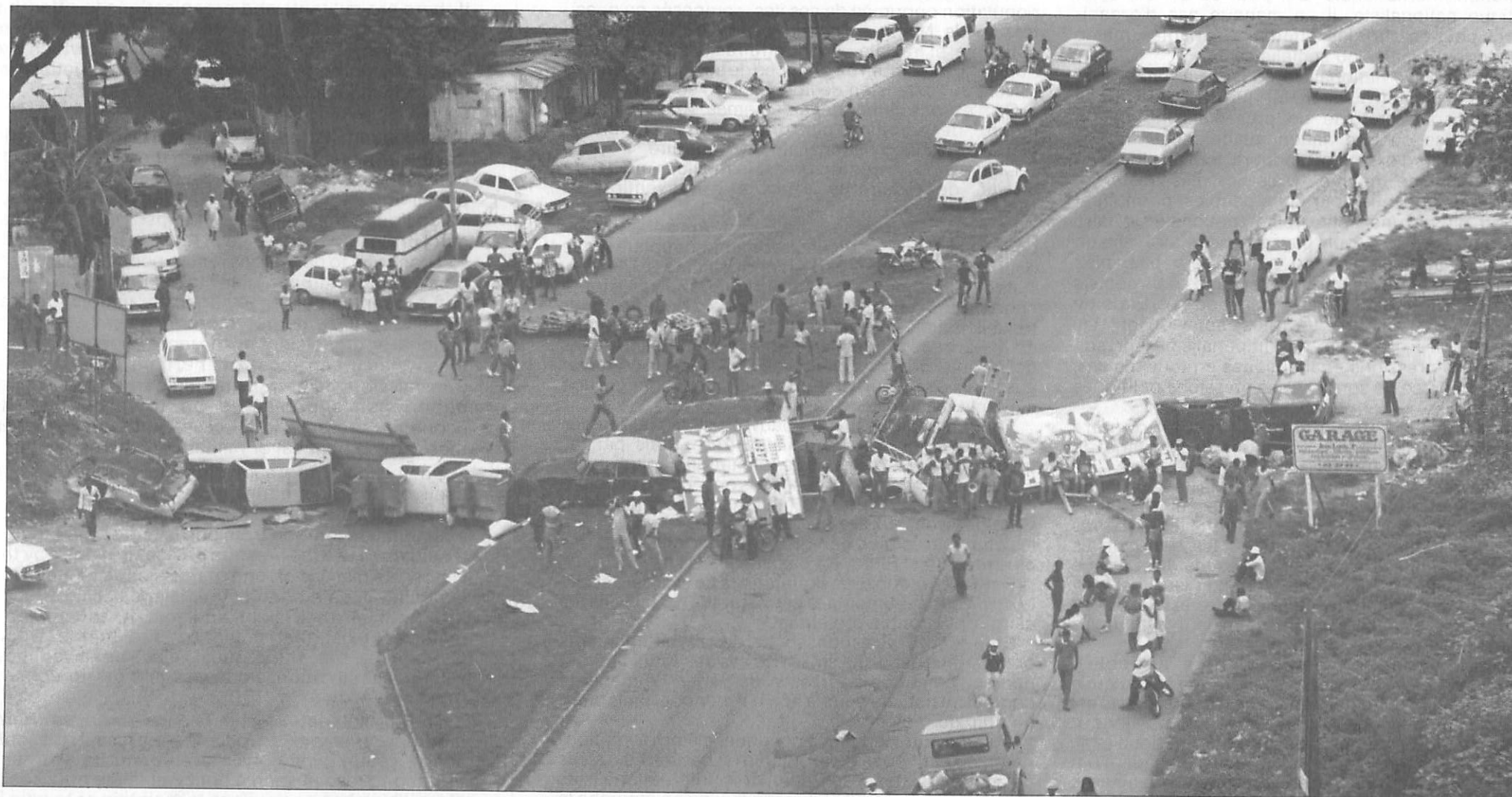
¿ POLÍTICA NACIONALISTA, O POLÍTICA DE LA REVOLUCIÓN PROLETARIA ?

Las organizaciones revolucionarias nacionalistas que militan en las islas dominadas por el colonialismo o en las islas independientes, pero cuyo gobierno queda demasiado ostensiblemente controlado por uno de los imperialismos presentes en la región pretenden ofrecer una solución a la opresión, a la miseria de los explotados y de los oprimidos, a la lucha de los cuales recurren ; a veces, incluso pretenden querer construir el socialismo en estas islas-Estados de unos cientos o, en el mejor de los casos, unos millares de kilómetros cuadrados.

Pero si hay una región en la que la política nacionalista, representada por las corrientes nacionalistas que se quedan dentro del marco del pensamiento pequeño-burgués, replegadas dentro de las fronteras dichas nacionales, demuestra su irrisoria estúpidez desde el punto de vista de los intereses de las clases pobres, es justamente en estas pequeñas islas del Caribe.

Tanto la opresión colonial todavía vigente en algunas islas llamadas inglesas o también en Martinica y Guadalupe y la opresión económica que muchas veces toma un carácter racial, incluso en islas formalmente independientes, como la miseria, el subdesarrollo, la explotación o la desocupación pueden constituir una formidable reserva de energía revolucionaria. Nadie puede prever cuál medida de austeridad, cuál provocación racista o cuál injusticia mal vivida podrá ser la chispa que lo abraza todo. No sabemos cuándo ocurrirá.

Pero cuando ocurra, dos posibilidades, dos perspectivas se presentarán, al menos si existen entonces militantes y organizaciones que ofrecen la



"On ne pourrait prévoir quelle injustice, quelle provocation raciste... pourrait être l'étincelle." Emeutes et barrages sur la route à Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, à la suite de l'arrestation du militant indépendantiste Georges Faisans en juillet 1985

"One cannot foresee which injustice, which racist provocation... might be the spark" Riots and barricades following the arrest of independentist militant Georges Faisans, July 1985, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe.

"No se puede prever qué injusticia, qué provocación racista... podrá ser la chispa." Tumultos y cordones en la carretera, en Pointe-à-Pitre, Guadalupe, después de la arrestación del militante independentista Georges Faisans en julio de 1985.

révolution internationale. Car pour ce qui est de la politique nationaliste, il ne manque pas d'organisations pour en offrir les différentes variantes, même prétendues sociales ou socialistes.

La perspective nationaliste consiste à limiter, par avance, l'explosion au cadre étreint de l'île où elle se produira, sous prétexte de préserver une nation martiniquaise ou une nation guadeloupéenne par exemple. Alors, l'explosion aboutira, tout au plus, à un changement de régime. Mais les îles resteront toujours des prisons pour leurs peuples, permettant tout au plus à une petite "élite" nationale de faire trimer leurs ouvriers, leurs paysans, pour faire vivre un micro-État national, quand ce ne sera pas, plus prosaïquement, pour engraisser une bourgeoisie nationale. Et le plus "indépendant" de ces États ne peut que transmettre, le plus souvent en les aggravant, les pressions de l'impérialisme sur son peuple, ses pressions économiques en tous les cas, même quand ce ne sont pas ses pressions politiques ou militaires.

Au contraire, une politique révolutionnaire s'appuyant sur les intérêts communs du prolétariat de l'ensemble de la Caraïbe viserait, consciemment, à ce que la révolution commencée dans une île se propage dans les autres. Elle viserait à s'appuyer sur le prestige que conquerront, inévitablement, les masses exploitées victorieuses dans une des îles, pour que les masses exploitées des autres îles de la Caraïbe reconnaissent ce combat comme leur, et s'y associent. Les matériaux inflammables existent pour que toute la Caraïbe s'embrase : mais il y faudra la volonté politique, la conscience.

Le prolétariat, ouvriers, ouvriers agricoles, chômeurs, de ces îles, est le seul groupe social qui a tout à gagner à cette politique et rien à y perdre. C'est la seule classe sociale qui n'a aucun privilège à maintenir ou à gagner dans le micro-nationalisme insulaire. Les prolétaires sont les seuls qui n'ont aucun conflit d'intérêts, passé, présent ou à venir avec leurs frères des autres îles, de toute la Caraïbe et au-delà.

Il ne s'agit pas de tourner le dos aux aspirations de la population opprimée de ces îles, composée en quasi-totalité de Noirs, à l'émancipation de l'oppression coloniale et raciale. Au contraire. Il s'agit de leur donner le maximum de chances de se concrétiser : au travers de l'extension de la révolution sociale.

Ce n'est pas demander aux mêmes, l'expérience l'a montré, des sacrifices plus grands, plus douloureux, qu'une révolution nationaliste. Au contraire.

L'extension, la contagion est le meilleur moyen de diviser, de réduire la capacité d'intervention de l'impérialisme.

Le peuple noir de la Caraïbe est un seul et même peuple. C'est aussi un seul et même peuple avec le peuple noir des USA et d'Amérique latine.

Ils ont en commun la même origine, à savoir la traite négrière qui a emmené des millions d'hommes pour travailler sur les plantations des colons de Jamaïque, de la Barbade ou de Martinique, comme dans celles de Virginie, de Louisiane ou de Caroline. En commun aussi, ils ont leur statut social, celui de groupe surexploité, au bas de l'échelle.

Tout cela fait des Noirs pauvres de la Caraïbe les frères de race, mais aussi des frères unis par les mêmes chaînes, celles de l'exploitation capitaliste.

Depuis vingt ans, les brassages ont encore accéléré cet état de fait. Plusieurs millions d'habitants de la Caraïbe vivent aux États-Unis, où on les retrouve dans les emplois les plus pénibles, les plus mal payés, les plus précaires. Et il n'y a pas que les USA.

Des révolutionnaires prolétariens ne tourneront pas le dos à ces sentiments, à ces aspirations, mais ils les élargiront à tout le prolétariat.

Et la tâche, la responsabilité des révolutionnaires prolétariens dans une seule des îles des Antilles serait non seulement de s'adresser, de parler, de mener le combat au nom du peuple noir d'Amérique, mais aussi au nom du prolétariat.

Aucune autre tendance politique, même révolutionnaire, ne peut poser le problème en ces termes, seuls des communistes révolutionnaires, internationalistes prolétariens, le peuvent. C'est à eux qu'en incombe la responsabilité ainsi que les immenses possibilités.

proletarian revolution, of internationalist revolution if there are militants and organizations to offer this prospect. And one of nationalist revolution. There are many organizations already existing which are ready to propose their different varieties of nationalism, including the so-called social or socialist ones.

The nationalist prospects consist in maintaining the upsurge, beforehand, within the narrow bounds of the island where it will occur, under the pretext of preserving the nation of Martinique or the nation of Guadeloupe for example. The upsurge then will at most bring about a change of regime. But the islands will continue to be prisons for the people, allowing at most a small national "elite" to exploit their workers and peasants in order to support a national micro-state, when they do not, more prosaically, enrich a national bourgeoisie. And the most "independent" of these states can most of the time only act as a transmission belt, transmitting, and aggravating, imperialism's pressures on their people—its economic pressure in all cases, that is even when there are no political or military pressures.

On the contrary, a revolutionary policy basing itself on the common interests of the Caribbean proletariat as a whole would consciously strive to extend the revolution from one island to the other. It would try to use the prestige obviously gained by the victorious masses on one of the islands to make the exploited people on the other islands acknowledge this fight as their fight and join it. Inflammable materials exist that could set fire to the whole Caribbean: but there must also be a political willingness and consciousness at work to achieve this.

The proletariat of the islands—workers, farm laborers, unemployed people—represent the only social group which has everything to win and nothing to lose in such a policy. It is the only social class which has no privilege to maintain or to gain in an island-bound micro-nationalism. Proletarians are the only ones who have no conflicting interests—either past, present, or future—with their brothers in the other islands, in all of the Caribbean and beyond.

The problem is not to turn one's back on the aspirations of the islands' oppressed masses, made

up almost entirely of blacks, nor on their desire for emancipation from colonial and racial oppression. On the contrary. The problem is to give the people the greatest chance of realizing this prospect through the extension of the social revolution.

And this does not mean asking the oppressed for greater, more painful sacrifices than does a nationalist revolution. On the contrary.

The extension of the revolution, making it contagious, is the best means of dividing imperialism and of reducing its capacity to intervene.

The black people of the Caribbean form one and the same people. They are also one and the same people with the black people of the United States and Latin America.

They have in common their origins—that is, the slave trade which brought over millions to work in the plantations owned by white settlers in Jamaica, Barbados, or Martinique, as well as in Virginia, Louisiana, and the Carolinas. They also have in common their social status, the status of the super-exploited group, at the very bottom of the ladder.

All of this means that the penniless blacks of the Caribbean are not only brothers of the same race, but also brothers united by the same chains, the chains of capitalist exploitation.

Over the last twenty years, people have moved from one country to another, reinforcing these links. Several million people from the Caribbean live in the United States where they are to be found in the worst paid, hardest, and most precarious jobs. And they are not only present in the United States, but elsewhere as well.

Proletarian revolutionaries will not turn their backs on their feelings and aspirations. They will try to make the whole proletariat share them.

The task and the responsibility of proletarian revolutionaries in any of the islands in the West Indies would be to address, speak up and lead struggles in the name of America's black people, but also in the name of the proletariat.

No other political tendency even a revolutionary one, can raise the problem in such terms. Communist internationalist proletarian revolutionaries are the only ones who can do so. The responsibility is theirs, in a situation filled with huge possibilities.

perspectiva de la revolución proletaria, de la revolución internacional. Ya que, en lo que se refiere a la política nacionalista, no faltan organizaciones capaces de proponer variantes, entre las cuales algunas se proclaman sociales o socialistas.

La perspectiva nacionalista consiste en limitar de antemano el alcance de la explosión en el marco estrecho de la isla donde estallará, con el pretexto de preservar una nación martiniquesa o una nación guadalupeña por ejemplo. Entonces la explosión sólo podrá conducir a un cambio de régimen. Pero las islas permanecerán cárceles para los pueblos y ello permitirá tan sólo que una reducida "élite" nacional pueda explotar a los obreros, a los campesinos para mantener un micro-estado nacional cuando más prosaicamente no contribuya a enriquecer una burguesía nacional. Y el más "independiente.. de estos estados no puede sino transmitir, agravándolas la mayoría de las veces, las presiones del imperialismo sobre su pueblo; sus presiones económicas en todo caso, cuando no sean sus presiones políticas o militares.

Al contrario, una política revolucionaria que se apoyaría en los intereses comunes del proletariado del conjunto del Caribe tendería a procurar, concientemente, que la revolución iniciada en una isla se propagara a las otras. Tendería a apoyarse en el prestigio que conquistarían inevitablemente las masas explotadas victoriosas en una de las islas, para que las masas explotadas de las otras islas del Caribe consideren este combate como suyo y se asocien a él. Los materiales inflamables existen para que todo el Caribe se abraza: pero la voluntad política y la conciencia serán imprescindibles.

El proletariado, o sea los obreros, los obreros agrícolas, los desempleados de estas islas, es el único grupo social que tiene todo por ganar con esta política y nada que perder. Es la única clase social que no tiene ningún privilegio que salvaguardar o ganar en el micro nacionalismo insulario. Los proletarios son los únicos que no tienen ningún conflicto de interés, pasado, presente o futuro con sus hermanos de las otras islas de todo el Caribe y más allá.

No se trata de despreocuparse por los sentimientos de la población oprimida en estas islas, constituida casi totalmente de negros y que aspira a la emancipación de la opresión colonial y racial. Al

contrario. Se trata de darle el mayor número de oportunidades para que se realicen estas aspiraciones a través de la extensión de la revolución social.

La experiencia ha mostrado que ello no exigía sacrificios más importantes y más dolorosos por parte de los que ya hacen muchos sacrificios que una revolución nacionalista. Al contrario.

La extensión, el hecho de que se propague la revolución es la mejor manera para dividir el imperialismo y reducir su capacidad de intervención.

El pueblo negro del Caribe es un solo y mismo pueblo. También es un solo y mismo pueblo con el pueblo negro de Estados Unidos y América Latina.

Tienen en común el mismo origen, es decir la trata de los negros que ha conducido a millones de hombres a trabajar en las plantaciones de los colonos de Jamaica, de Barbados o de Martinica como en las de Virginia, Luisiana o Carolina. También tienen en común su estatuto social, o sea el hecho de ser un grupo surexplotado, abajo de la escala social.

Ello hace que los negros pobres del Caribe no sólo son hermanos de raza sino también hermanos unidos por las mismas cadenas, las de la explotación capitalista.

Desde hace veinte años, las mezclas de poblaciones han contribuido a acelerar este fenómeno. Varios millones de habitantes del Caribe viven en Estados Unidos donde se les encuentra en los más penosos empleos, los menos pagados y los más precarios. Y esto no sólo concierne Estados Unidos.

Revolucionarios proletarios no darán la espalda a estos sentimientos, a estas aspiraciones, sino que los ampliarán a todo el proletariado.

Y la tarea, la responsabilidad de los revolucionarios proletarios en una sola de las islas de las Antillas sería no sólo la de dirigirse, hablar y llevar adelante el combate en nombre del pueblo negro de América sino también en nombre del proletariado.

Ninguna otra tendencia política, incluso revolucionaria, puede plantear el problema en estos términos. Sólo comunistas revolucionarios internacionalistas proletarios pueden hacerlo. A ellos les incumbe esta responsabilidad, como las inmensas posibilidades que ello ofrece.

L'attentat du 17 septembre 1986, à Paris, devant le magasin Tati.

The bombing attack of 17 September 1986 Paris, scene in front of the department store Tati.

El atentado del 17 de setiembre de 1986 en París, delante del almacén Tati.



Quatre membres d'un commando terroriste arménien qui ont attaqué le consulat de Turquie à Paris en septembre 1981, avant leur procès.

Four members of an Arminian commando terrorist group, who attacked the Turkish consulate in Paris, in September 1981, before their trial.

Quatro miembros de un comando terrorista armenio antes de su juicio, habían atacado el consulado de Turquía en París.

France : du terrorisme et de la violence révolutionnaire

La vague des attentats qui se déroule en France a évidemment provoqué une réprobation générale dans le pays. La presse de droite française a souligné que si les terroristes voulaient "déstabiliser" le gouvernement français, ils n'ont réussi au contraire qu'à provoquer une réaction d'unité nationale autour du gouvernement Chirac qui n'en espérait pas tant. Ce seul résultat montre à quel point ce type d'actions terroristes peut être étranger à la cause des opprimés.

C'est que ce terrorisme-là ne relève pas de la guerre sociale des opprimés contre les oppresseurs, mais d'une guerre où l'on ne fait pas la différence d'un camp à l'autre entre exploités et exploiters, opprimés et oppresseurs.

Ces attentats sont aveugles, comme bien des actes de guerre il est vrai, mais les révolutionnaires, des révolutionnaires prolétariens en tout cas, s'efforceraient de mener même la pire des guerres qu'est une guerre civile, une guerre révolutionnaire, de telle façon qu'elle soit la révolution plus que la guerre, en s'efforçant de se faire des alliés des exploités et des opprimés du camp d'en face, en évitant au maximum de les confondre avec leurs oppresseurs.

Si les révolutionnaires prolétariens dénoncent ce terrorisme-là, ce n'est pas par sentimentalisme. En matière d'atrocités et de terrorisme aveugle, d'actes de guerre contre les populations civiles, les différents gouvernements des pays impérialistes en ont bien

Of terrorism and of revolutionary violence

The wave of bombings which is going on in France has obviously been condemned throughout the country. The right-wing French press has emphasized that if the terrorists wanted to "destabilize" the French government, they only succeeded in doing the contrary, that is, in provoking a reaction of national unity around the Chirac government (who had not hoped for this). This result alone, shows that this type of terrorist action can be very foreign to the cause of the oppressed.

This type of terrorism does not come out of a social war of the oppressed against the oppressors, but from a war where no difference is made, in either camp, between the exploited and the exploiter, between the oppressed and the oppressor.

These are aimless bombings, as are many acts of war, it is true. But revolutionaries, in any case proletarian revolutionaries, should carry out even the worst of wars (that is a civil war, a revolutionary war) in such a manner that it could be more revolution than war, by enforcing the policy of making allies of the exploited and oppressed on the opposing side, and by fully avoiding mixing them up with their oppressors.

If proletarian revolutionaries denounce this kind of terrorism, it is not due to sentimentality. In matters of atrocities and aimless terrorism, of acts of war against the civilian population, the different governments of the imperialist countries have a

Terrorismo y violencia revolucionaria

La ola de atentados que se está desarrollando en Francia ha suscitado una reprobación general en el país. La prensa francesa de derecha ha puesto de relieve que si los terroristas querían "desestabilizar" el gobierno francés sólo han logrado al contrario provocar una reacción de unidad nacional alrededor del gobierno de Chirac que no esperaba tanto. Este resultado sólo demuestra hasta qué punto semejantes acciones terroristas son ajenas a la causa de los oprimidos.

Este terrorismo no se incluye en la guerra social de los oprimidos contra los opresores sino en una guerra donde, de ambos lados, nadie quiere hacer la diferencia entre los explotados y los explotadores, entre los oprimidos y los opresores del campo opuesto.

Estos atentados golpean ciegamente —como otras tantas acciones de guerra, es cierto— pero los revolucionarios proletarios en todo caso se esforzarían en llevar adelante incluso la peor de las guerras —o sea la guerra civil, la guerra revolucionaria—, de tal manera que fuera la revolución más que la guerra, procurando hacerse aliados entre los explotados y los oprimidos del campo opuesto y evitando al máximo confundirlos con los opresores.

Si los revolucionarios proletarios denuncian este tipo de terrorismo no es por sentimentalismo. Empezando por el caso de Líbano, es cierto que los diferentes gobiernos de los países imperialistas

plus lourd sur la conscience que les amis de Georges Ibrahim Abdallah, à commencer au Liban lui-même.

Et si les révolutionnaires communistes doivent dénoncer ces attentats terroristes, ce n'est pas non plus parce que des combattants plus ou moins désespérés ou inconscients venus de pays opprimés viennent en France y troubler la paix confortable bâtie sur l'exploitation du tiers monde et les crimes innombrables de ceux qui gouvernent la France.

Certainement pas. Les grandes puissances impérialistes ont porté la guerre aux quatre coins de la planète. Il faudra bien qu'un jour les opprimés mènent une guerre de classe aux oppresseurs, à tous ces véritables fauteurs de guerre, et il faudra bien que cette guerre de classe atteigne, contamine, les "démocraties occidentales", afin d'en finir avec ces citadelles de l'esclavagisme du XX^e siècle. Et ce sera sans doute un combat sans merci.

Alors, ce que nous reprochons aux terroristes en cause ici, ce n'est pas d'avoir engagé le combat, eux qui viennent probablement d'un pays où la guerre n'a pas cessé depuis des années et des années, ni de venir troubler les eaux calmes de la paix civile occidentale.

La guerre, la guerre des opprimés contre les oppresseurs, la seule guerre juste, ne peut être que terrible, comme toutes les guerres, et surtout les guerres civiles. Seulement, elle peut être tout, sauf volontairement aveugle. Sa seule chance de vaincre, justement, sera d'utiliser avant tout, d'autres armes que le camp des oppresseurs, en faisant tout pour porter la contagion de la révolution sociale dans le camp d'en face et en ne faisant rien qui désunisse les prolétaires. C'est le plus grand atout des opprimés, des pauvres, des exploités, dans une guerre civile. C'est ce qui nourrit leur héroïsme comme leur confiance en la victoire. C'est ce qui permet de désagréger les rangs de l'ennemi.

Mais ce n'est pas ainsi que se déroule la guerre civile au Liban, où l'on a divisé les opprimés entre eux en clans confessionnels mortellement ennemis, et ce n'est pas ainsi que se battent ou se défendent ceux qui sont les fractions agissantes de cette guerre civile.

Ce que nous devons reprocher à ce terrorisme,

c'est que les attentats systématiquement et volontairement aveugles commis en France par ceux qui réclament la liberté de Georges Ibrahim Abdallah, appartiennent à la même logique que les raids des paras français en Afrique, ou les bombardements terroristes de l'aviation américaine ou israélienne sur Tripoli en Lybie, ou sur Beyrouth. L'envergure des moyens est différente, mais la nature des moyens est la même. Dans les attentats tels qu'ils ont été perpétrés, c'est la population qu'on vise et qu'on frappe pour réussir à traiter avec les chefs et les gouvernements, dont on ne cherche absolument pas à ébranler le pouvoir, en tentant par exemple de rendre solidaires de sa cause ceux-là mêmes qui pourraient être des alliés naturels.

Il n'est même pas dit que du strict point de vue utilitaire ce type de terrorisme soit très efficace. On peut marchander des positions, des protections, certaines revendications secondaires auprès de l'impérialisme, en lui retournant ce qui n'est au bout du compte qu'une infime partie de son propre terrorisme. Mais loin d'ébranler les citadelles impérialistes, cela ne contribue qu'à les renforcer, en y solidarisant leurs populations avec leurs gouvernements. On se crée des ennemis là où il aurait fallu des alliés, sans pour autant intimider des gouvernements qui n'ont jamais hésité à mener "fermement" une guerre avec la peau des autres. Jamais la vie d'un otage, d'un passant, d'un prolétaire en civil ou en uniforme, ou de mille, n'ont valu autant aux yeux d'un gouvernement français de droite ou de gauche, que la sauvegarde des intérêts des banques, des industriels et des fournisseurs d'armements du Liban ou d'ailleurs. Les dirigeants du monde impérialiste ont délibérément sacrifié à ces intérêts-là, en deux guerres mondiales et d'innombrables guerres coloniales, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants de leurs propres nations, sans compter les étrangers. C'est bien pourquoi la petite guerre terroriste contre les grandes puissances terroristes qui mettent la planète en coupe réglée est dérisoire, sauf si l'on ne cherche que des résultats dérisoires comme la liberté de trois hommes.

L'action terroriste, en lieu et place de la lutte des masses, s'est toujours retournée, tôt ou tard, contre les opprimés. Car il y a une frontière de classe entre la violence terroriste pratiquée par des individus ou

heavier load on their conscience than do the friends of Georges Ibrahim Abdallah (beginning in Lebanon itself).

And if communist revolutionaries must denounce these terrorist attacks, it is not at all because these fighters, who are more or less desperate or without conscience, who come from oppressed countries, arrive in France to trouble the comfortable peace here which has been built on the exploitation of the Third World and on the innumerable crimes of those who govern France. Certainly not. The major imperialist powers have brought war to the four corners of the earth. There should well be a day when the oppressed carry out a class war against the oppressors, against all these real warmongers, and it should well be that this class war reaches out, contaminates, the "western democracies" with the result to finish off these citadels of 20th century slavery. And this will be without doubt, a struggle without mercy.

Thus, our reproach against the terrorists concerned here is not that they have engaged in struggle, they who probably come from a country where the war has not ceased for years and years; it is not that they have come to trouble the calm waters of western civil peace.

War, the war of the oppressed against the oppressors, the only just war, can be nothing but terrible, as are all wars and above all civil wars. But it can be anything, except purposely aimless. The only chance of winning, in fact, will be above all, to use arms other than those used by the camp of the oppressors, that is, in doing everything to bring the contagion of social revolution into the camp of the other side, and in doing nothing which would bring disunity among the proletariat. This is the greatest asset of the oppressed, the poor, and exploited in a civil war. It is this which nourishes their heroism as well as their confidence in victory. It is this which allows them to split up the ranks of the enemy.

But it is not in this manner that the civil war is being carried out in Lebanon, where the oppressed have been divided against each other into religious clans, mortal enemies; and those who are the fighting fractions of this civil war do not fight each other or defend themselves in this manner.

What we must reproach this terrorism for, is that

these bombings in France, are committed systematically and purposely aimless by those who demand the freedom of Georges Ibrahim Abdallah. These bombings belong to the same logic as do the raids by the French paratroopers in Africa, or the terrorist bombings by American or Israeli planes over Tripoli, Libya, or Beirut. The scale of the means is different, but the nature of the means is the same. In the bombings, such as the ones which have been perpetrated, it is the population which is targeted and is hit in order to deal with the leaders and the governments. There is absolutely not any attempt to shake up their power, by trying, for example to bring the population to one's cause even though it could be one's natural allies.

From a strictly utilitarian point of view, you cannot even say that this type of terrorism is very effective. It is possible to bargain with imperialism over positions, protection, some secondary demands by turning around that which is but a minuscule part of imperialism's terrorism. But this is far from shaking up the citadels of imperialism; it only contributes in reinforcing them by solidarizing their populations with their own governments. They have created enemies here where it could have been possible to have allies, without in anyway intimidating governments which have never hesitated to "firmly" carry out a war with the lives of others. The life of one hostage, of one passer-by, of one proletarian (civilian or in uniform), or the lives of a thousand, have never had as much value in the eyes of the French government (whether of the right or of the left), as safeguarding the interests of the banks, the industrialists, and the suppliers of arms to Lebanon or elsewhere. For these interests, the leaders of world imperialism have deliberately sacrificed millions of men, women, and children of their own nations, not counting those of other nations, in two world wars and innumerable colonial wars. This is certainly why the little terrorist wars against the giant terrorist powers who systematically bleed the whole planet is preposterous, unless one is looking for preposterous results such as the freedom of three men.

Terrorist action, carried out instead of the struggle of the masses, is always turned around against the oppressed, sooner or later. Because there is a class frontier between terrorist violence—which is carried

tienen que reprocharse muchas más atrocidades, más terrorismo ciego y más acciones de guerra contra las poblaciones civiles que los amigos de Jorge Ibrahim Abdallah.

Y si los revolucionarios comunistas deben denunciar estos atentados terroristas no es tampoco porque unos combatientes más o menos desesperados o inconcientes, venidos de países oprimidos lleguen a Francia a perturbar la paz confortable edificada sobre la explotación del tercer mundo y sobre los innumerables crímenes de los que gobiernan Francia. Es cierto que no. Las grandes potencias imperialistas han sembrado la guerra en todas las partes del mundo. Y hará falta que algún día los oprimidos den la guerra de clase a los opresores, a los verdaderos promotores de guerras. Y hará falta que esta guerra de clase contamine las democracias occidentales para terminar con estos baluartes de la esclavitud del siglo XX. Y no dudamos que sea un combate sin tregua.

Ahora bien, no reprochamos a los terroristas de los que hablamos aquí, y que vienen probablemente de un país donde la guerra existe desde hace años y años, el que hayan empezado la lucha. No les reprochamos que enturbien las aguas tranquilas de la paz civil occidental.

La guerra, la guerra de los oprimidos contra los opresores, la única guerra justa, no puede ser sino terrible como lo son todas las guerras, y sobre todo las guerras civiles. Puede tomar cualquier forma, pero no puede golpear deliberadamente con ceguera. Ya que justamente no tiene probabilidades de vencer si no utiliza antes que nada otras armas que no sean las del campo de los opresores, si no hace todos los esfuerzos para propagar la revolución social en el campo opuesto procurando no hacer nada que desuna a los proletarios. Esa es la mejor herramienta de los oprimidos, de los pobres, de los explotados en una guerra civil. Es lo que alimenta tanto su heroísmo como su confianza en la victoria. Es lo que permite que se desagreguen las filas enemigas.

Pero en Líbano, donde los oprimidos están divididos en dos clanes confesionales mortalmente enemigos, la guerra civil no se desarrolla de esta forma. Y las fracciones que son activas en esta guerra civil no luchan ni se defienden de esta manera.

Lo que tenemos que criticar en este terrorismo es que los atentados cometidos en Francia de una manera sistemática y deliberadamente ciega por los que reclaman la libertad de Jorge Abdallah, obedecen a la misma lógica que las incursiones de los paracaidistas franceses en África o los bombardeos terroristas de la aviación norteamericana o israelí sobre Trípoli en Libia o sobre Beirut. La importancia de los medios empleados es diferente, pero su naturaleza es la misma. En los atentados como los que se han cometido, el blanco era la población, a ella se le destinaban los golpes, con el fin de negociar con los jefes y los gobiernos, pero sin hacer vacilar de ninguna forma el poder de éstos, tratando por ejemplo de ganarse la solidaridad de los que podían ser aliados naturales.

Ni siquiera es cierto que este tipo de terrorismo resulte eficaz desde un punto de vista estrictamente utilitario. Se pueden negociar posiciones, protecciones o algunas reivindicaciones de segundo orden con el imperialismo devolviéndole lo que finalmente no es más que la mínima parte de su propio terrorismo. Pero lejos de conmovir los baluartes imperialistas, esto sólo contribuye a reforzarlos, solidarizando a las poblaciones con sus gobiernos. Se crean enemigos ahí donde hubiera debido haber aliados sin intimidar por ello a los gobiernos que nunca vacilaron en llevar adelante firmemente la guerra a expensas de los otros. Para el gobierno francés, sea de derecha o de izquierda, nunca la vida de un rehén, de un transeúnte, de un proletario vestido de civil o en uniforme —ni la vida de miles de ellos—, ha valido tanto como la salvaguardia de los intereses de los bancos, de los industriales y de los que proveen armas a Líbano u otros países.

Durante dos guerras mundiales e innumerables guerras coloniales, los dirigentes del mundo imperialista han sacrificado deliberadamente la vida de millones de hombres, mujeres y niños de sus propias naciones, sin contar a los extranjeros, para proteger dichos intereses. Y por eso la pequeña guerra terrorista contra las grandes potencias terroristas que se han repartido el mundo es irrisoria salvo si sólo se buscan resultados tan irrisorios como la libertad de tres hombres.

La acción terrorista en lugar de la lucha de las masas se ha volcado siempre, tarde o temprano, contra los oprimidos.

des appareils agissant en dehors des intérêts des exploités de quelque peuple, de quelque nation que ce soit, et la violence révolutionnaire au service des opprimés. Ce terrorisme-là suppose toujours une forme de passivité des masses, et au bout du compte fait obstacle au combat du prolétariat pour l'émancipation définitive de tous les exploités.

Et cela ne vaut pas seulement pour les attentats volontairement aveugles qui ont eu lieu à Paris, mais aussi pour le massacre dans la synagogue d'Istanbul, celui du Boeing de Karachi, et pour tous les autres attentats de ce genre...

Ce n'est pas la légitimité de leur lutte que nous mettons en cause, c'est qu'étant donné les cibles délibérément visées, le camp et les intérêts qu'ils défendent objectivement ne peuvent pas être ceux des opprimés, même du Moyen Orient, car le but est inséparable du chemin qu'on emprunte pour l'atteindre.

Léon Trotsky écrivait en 1938, dans *Leur morale et la nôtre*, presque à la fin d'une vie consacrée tout entière à la révolution dont plusieurs années comme acteur de la plus grande révolution du siècle et de la terrible guerre civile qui s'ensuivit pendant plusieurs années :

"La guerre civile est la plus cruelle des guerres. Elle ne se conçoit pas sans violence exercée sur des tiers et, tenant compte de la technique moderne, sans meurtre de vieillards et d'enfants".

Mais dans le même texte, à la question : *"serait-ce que dans la lutte de classe contre le capitalisme, tous les moyens sont permis ?"*, il répondait :

"...ne sont admissibles et obligatoires que les moyens qui accroissent la cohésion du prolétariat, lui insufflent dans l'âme une haine inextinguible de l'oppression, lui apprennent à mépriser la morale officielle et ses suiveurs démocrates, le pénètrent de la conscience de sa propre mission historique, augmentent son courage et son abnégation. Il découle de là précisément que tous les moyens ne sont point permis. Quand nous disons que la fin justifie les moyens, il en résulte pour nous que la grande fin révolutionnaire repousse, d'entre ses moyens, les procédés et les méthodes indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres; ou qui tentent de faire le bonheur des

masses sans leur propre concours; ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des 'chefs'."

Notons simplement que pour Trotsky, tout n'est pas permis, même au cours d'une guerre civile, et que les procédés et méthodes indignes qu'il cite sont ceux qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres, qui tentent de faire le bonheur des masses sans leur propre concours ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des "chefs".

Evidemment, il ajoutait, quelques lignes plus loin :

"Ces criteriums ne disent pas, cela va de soi, ce qui est permis ou inadmissible dans une situation donnée. Il ne saurait y avoir de pareilles réponses automatiques."

C'est vrai qu'il ne saurait y avoir de réponses automatiques, et c'est bien pourquoi il nous paraît aujourd'hui utile, pour des révolutionnaires prolétariens, de discuter, au-delà du terrorisme qui frappe en France aujourd'hui, de ce que peut représenter, ou cacher, la véritable stratégie terroriste, utilisée par des organisations révolutionnaires, nationalistes le plus souvent même si elles se disent parfois communistes, dans les pays du tiers-monde ou dans des pays soumis à une oppression nationale.

UNE VIEILLE DISCUSSION

En vérité, il s'agit là d'une vieille discussion dans le mouvement révolutionnaire. Une discussion qui se mène depuis que les marxistes militent pour que le prolétariat trouve ses propres moyens d'organisation comme de combat.

Marx avait commencé cette discussion avec Bakounine, et les marxistes révolutionnaires russes la poursuivirent pratiquement sans interruption des années 1880 à 1917.

Le débat ne se situait pas autour du problème de l'emploi de la violence en elle-même, mais uniquement autour d'un critère de classe : ne pas agir à la placée des masses, ne pas diminuer leur propre

out by individuals who or apparatuses which act to the side of the interests of the exploited of any population in any nation—and the revolutionary violence which serves the oppressed. The former always implies some kind of passivity of the masses, and ultimately it is a barrier to the fight of the proletariat for the final emancipation of all the exploited.

And this is true not only in the case of the aimless bombings which have taken place in Paris, but also in the cases of the slaughter in the Istanbul synagogue, the Karachi airplane, and all those other kinds of attacks...

It is not that their struggle is not legitimate. But given the targets they purposely choose, the camp and the interests they objectively defend, cannot be that of the oppressed, even the oppressed of the Middle East, because the goal cannot be separated from the means one uses to reach it.

In 1938, toward the end of his life, Trotsky wrote about civil war in *Their Morals and Ours*. Not only had his life been entirely devoted to revolution. He had also participated in the greatest revolution of the century and in the dreadful civil war that followed and which lasted for several years. This is what he said: *"Civil war is the most severe of all forms of war. It is unthinkable not only without violence against tertiary figures but, under contemporary technique, without killing old men, old women and children"*.

But in the same text, he answered the following question: *"Does it mean that in the class struggle against capitalists all means are permissible?"*. *"Permissible and obligatory are those and only those means, we answer, which unite the revolutionary proletariat, fill their hearts with the irreconcilable hostility to oppression, teach them contempt for official morality and its democratic echoers, imbue them with consciousness of their own historic mission, raise their courage and spirit of self-sacrifice in the struggle. Precisely from this it flows that not all means are permissible. When we say that the end justifies the means, then for us the conclusion follows that the great revolutionary end spurns those base means and ways which set one part of the working class against other parts, or attempt to make the masses happy without their participation; or lower the faith of the masses in*

themselves and their organization, replacing it by worship for the "leaders"."

Let us just note that Trotsky did not think that anything could be permissible, even in the course of a civil war. What he calls base means and ways are those which set one part on the working class against other parts, or attempt to make the masses happy without their participation; or lower the faith of the masses in themselves and in their organization, replacing it by the worship for the "leaders".

Obviously. And he added a few sentences later: *"These criteria do not, of course, give a ready answer to the question as to what is permissible and what is not permissible in each separate case. There can be no such automatic answers."*

This is true that no automatic answer can be given. And this is precisely the reason why we think it useful for proletarian revolutionaries to discuss not only the bombings in France today, but beyond that to discuss what a genuine terrorist strategy can represent or can hide; that is, the strategy used by revolutionary organizations in third-world countries, or in countries under a national oppression. In most cases, these revolutionary organizations are nationalist ones even when they sometimes claim to be communist.

AN OLD DISCUSSION

Indeed, this is an old discussion within the revolutionary movement, a discussion which has been going on since Marxists have been fighting for the proletariat to find its own means of organization and its own methods of struggle.

Marx started this discussion with Bakunin. The Russian revolutionary Marxists carried it on almost without interruption from 1880 to 1917.

The debate was not around the problem of the use of violence as such, but only around a class criterion: not to act in the place of the masses, not to weaken their own organization, and not to weaken their

Porque existe una frontera de clase entre la violencia terrorista practicada por individuos o aparatos que actúan sin tener en cuenta los intereses de los explotados de cualquier pueblo o nación y la violencia revolucionaria al servicio de los oprimidos. Este tipo de terrorismo implica siempre una forma de pasividad de parte de las masas y finalmente resulta un obstáculo para la lucha del proletariado por la emancipación definitiva de todos los explotados.

Y esto es verdad no solamente para los atentados que voluntariamente golpearon ciegamente en París sino también para la masacre en la Sinagoga de Istanbul, del Boeing de Karachi y para todos los demás atentados de este tipo...

No discutimos la legitimidad de su lucha, pero dado los blancos apuntados deliberadamente, el campo y los intereses que objetivamente defienden no pueden ser los de los oprimidos, incluso del Medio Oriente, porque el objetivo es inseparable del camino que se toma para alcanzarlo.

León Trotsky escribía en 1938, en *"Su moral y la nuestra"*, casi al final de una vida completamente entregada a la revolución y en la cual fue, durante varios años, actor de la mayor revolución del siglo y de la terrible guerra civil que la siguió: *"La guerra civil es la más cruel de las guerras. No se concibe sin violencia ejercida sobre terceros y teniendo en cuenta la técnica moderna sin que ancianos y niños fueran matados"*.

Pero en el mismo texto, a la pregunta *¿acaso en la lucha de clase contra el capitalismo todos los medios están permitidos?*, responde:

"sólo son admisibles y obligatorios los medios que acrecentan la cohesión del proletariado, le insuflan en el alma un odio inextinguible a la opresión, le enseñan a despreciar tanto la moral oficial como sus seguidores demócratas, le da la conciencia de su propia misión histórica y aumentan su coraje y su abnegación. De aquí proviene precisamente que no todos los medios están permitidos. Cuando decimos que el fin justifica los medios, eso significa para nosotros que el gran objetivo revolucionario excluye de entre los medios, los procedimientos y los métodos indignos que levantan a una parte de la clase obrera contra las otras partes o que intentan hacer felices a las masas sin su propia participación

o que disminuyen la confianza de las masas en sí mismas y en su organización, sustituyéndola por la adoración de los jefes".

Notemos simplemente que para Trotsky todo no está permitido, incluso durante una guerra civil, y que todos los procedimientos y métodos indignos que enumera son los que levantan a una parte de la clase obrera contra las otras y que intentan hacer felices a las masas sin su propia participación o que disminuyen la confianza de las masas en sí mismas y en su organización, sustituyéndola por la adoración de los jefes.

Evidentemente, añadía, algunas líneas después:

"Estos criterios no dicen, es evidente, lo que está permitido o es admisible en una situación dada. No sería posible que tales respuestas sean automáticas".

Y es verdad que no puede haber respuestas automáticas, y por eso justamente, nos parece útil, para revolucionarios proletarios, discutir más allá del terrorismo que golpea en Francia, lo que puede representar o esconder la verdadera estrategia del terrorismo utilizada por organizaciones revolucionarias, nacionalistas las más veces, incluso si se pretenden a veces comunistas, en los países del tercer mundo o en países sometidos a una opresión nacional.

UNA VIEJA DISCUSIÓN

En realidad, se trata de una vieja discusión dentro del movimiento revolucionario. Una discusión que se lleva a cabo desde que los marxistas militan para que el proletariado encuentre sus propios medios tanto de organización como de combate.

Marx había empezado esta discusión con Bakunin, y los marxistas revolucionarios rusos la prosiguieron casi sin interrupción desde 1880 hasta 1917.

El debate no se situaba en torno al problema del empleo de la violencia propiamente dicha, sino en torno a un problema de criterio de clase: no actuar en el lugar de las masas, no disminuir su propia

organisation, et même leur propre armement.

Par exemple, dans un article de septembre 1902 intitulé *L'aventurisme révolutionnaire*, Lénine s'adressait aux Socialistes Révolutionnaires qui, pour répondre par avance aux objections des marxistes russes, préconisaient l'action terroriste "non pas en remplacement du travail des masses, mais précisément au nom de ce travail et parallèlement à lui".

A cette époque, les travailleurs russes avaient commencé à manifester dans les rues en s'affrontant à la police. Parallèlement, il y avait eu des attentats contre des ministres du Tsar.

Pour Lénine, il s'agissait de sortir d'un cercle vicieux où l'on avait "d'une part, l'élan révolutionnaire d'une foule insuffisamment éclairée et inorganisée (qui) ne débouche pas. D'autre part, les coups de feu des 'individus insaisissables' qui perdent foi dans la possibilité de marcher dans le rang, de travailler la main dans la main avec la masse, (qui) restent vains".

Lénine ajoutait : "Quand les manifestations ont pris de la force, nous avons commencé à préconiser leur organisation, l'armement de masses, nous avons proposé pour tâche de préparer l'insurrection populaire. Sans nier en aucune façon dans le principe la violence et le terrorisme, nous demandions que l'on travaillât à préparer des formes de violence incluant la participation immédiate de la masse et assurant cette participation. Nous ne fermons pas les yeux sur la difficulté de cette tâche, mais nous y travaillerons fermement et opiniâtrement, sans nous laisser troubler par ceux qui objectent qu'il s'agit d'un 'avenir lointain et indéterminé'".

Même lorsque, après la défaite de l'insurrection ouvrière de Moscou, en décembre 1905, la situation l'incita à demander aux révolutionnaires de prendre la tête des actions "de partisans", ce fut comme une forme nécessaire de lutte d'escarmouches entre "les grandes batailles" de la guerre civile.

A cette époque, en différents endroits de la Russie, des militants ouvriers ou simplement des ouvriers au chômage, organisaient des attaques de banques ou des attentats contre des policiers ou des fonctionnaires tsaristes, au point que certaines régions

connaissaient une situation quasi insurrectionnelle.

Lénine écrivait, le 30 septembre 1906 (*La guerre de partisans*) : "Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classe aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste A L'OBLIGATION de se placer au point de vue de la guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un PARTI COMBATTANT.

(...) On ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches... La social-démocratie, à une époque où la lutte de classe s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche non seulement de participer à CETTE GUERRE CIVILE, mais d'y jouer un rôle dirigeant".

Pour Lénine, même dans les cas où il ne s'agissait pas de l'intervention volontariste d'une minorité, mais d'un véritable mouvement de masses venu d'en bas, les escarmouches de la guerre de partisans jouaient leur rôle mais ne remplaçaient pas les grandes batailles de l'insurrection urbaine et l'armement du prolétariat.

Trotsky déclarait en 1937 devant la Commission Dewey :

"En combattant le terrorisme, les intellectuels ont défendu leur droit ou leur devoir de ne point quitter les quartiers ouvriers pour aller creuser des sapes sous les palais du tsar et des grands-ducs.

(...) Dans certaines conditions historiques, le terrorisme peut désorienter le pouvoir. Mais qui tire, en pareil cas, parti de la situation ? Ce n'est jamais l'organisation terroriste, ni les masses derrière lesquelles se passe le duel. La bourgeoisie libérale fut toujours, en Russie, sympathique au terrorisme. On voit pourquoi. J'écrivais en 1909 : "Le terrorisme ne peut que faire le jeu des libéraux, dans la mesure où il porte la désorganisation et la démoralisation dans les rangs du pouvoir... au prix de la désorganisation et de la démoralisation des révolutionnaires..."

ability to arm themselves.

For example, in an article written in September 1902, *Revolutionary Adventures*, Lenin addressed the Socialist Revolutionaries who advocated terrorism action by saying it was "not in place of work among the masses, but precisely for and simultaneously with that work". They would put this argument forward to preempt the objections of the Russian Marxists.

At that time, the Russian workers had begun to demonstrate in the streets and to confront the police. At the same time there had been bombings against the Tsar's ministers.

Lenin saw the need to get out of this vicious circle: "On the one hand, the revolutionary ardour of the insufficiently enlightened and unorganised crowd runs to waste. On the other hand, shots fired by the 'elusive individuals' who are losing faith in the possibility of marching in formation and working hand in hand with the masses also end in smoke."

Lenin added: "When the demonstrations became consolidated, we began to call for their organization and for the arming of the masses, and put forward the task of preparing a popular uprising. Without in the least denying violence and terrorism in principle, we demanded work for the preparation of such forms of violence as were calculated to bring about the direct participation of the masses and which guaranteed that participation. We do not close our eyes to the difficulties of this task, but will work at it steadfastly and persistently, undeterred by the objections that this is a matter of the 'vague and distant future'."

After the defeat of the workers' uprising in Moscow in December 1905, the situation was such that it prompted Lenin to ask the revolutionaries to take the lead in "partisan" actions. But even then, Lenin viewed it as a necessary form of small skirmishes in between "the great battles" of the civil war.

At that time, in various places in Russia, worker-militants or unemployed workers would organize attacks against banks, or bombings against policemen or civil servants of the Tsarist regime. In certain regions they were so numerous that the situation

was almost an insurrectional one.

On 30 September 1906 Lenin wrote in *Guerilla warfare*: "A Marxist bases himself on the class struggle, and not social peace. In certain periods of acute economic and political crises the class struggle ripens into a direct civil war, i.e., into an armed struggle between two sections of the people. In such periods a Marxist is obliged to take the stand of civil war...."

"In a period of civil war the ideal party of the proletariat is a fighting party.... Such a war cannot be conceived otherwise than as a series of a few big engagements at comparatively long intervals and a large number of small encounters during these intervals.... In a period when the class struggle has become accentuated to the point of civil war, Social-Democrats must make it their duty not only to participate but also to play the leading role in this civil war."

For Lenin, even in the cases where it is not the intentional intervention of a minority, but a real mass movement, the skirmishes of the partisan war played their role, but did not replace the great insurrectionary, urban battles nor arming the proletariat.

Leon Trotsky explained at Dewey Commission in 1937: "When they oppose terrorism, intellectuals defend their right and their duty to stay in the working-class areas instead of undermining the Tsar's and Grand Dukes' palaces.... Under certain historical circumstances terrorism can disorient the power. But in such cases, who benefits from the situation? It is never the terrorist organizations, nor the masses behind whose back the duel is fought. In Russia, the liberal bourgeoisie has always been sympathetic to terrorism. One can understand the reason for this. In 1909 I wrote: "Terrorism can only play in the liberals' hands, as long as it brings about disorganization and demoralization among the ranks of those who are in power... but at the cost of the revolutionaries' disorganization and demoralization. Because it revealed the proletariat's strength,

organización ni tampoco su propio armamento.

Por ejemplo, en un artículo de septiembre de 1902 titulado "El aventurismo revolucionario", Lenin se dirigía a los Socialistas Revolucionarios quienes, para responder de antemano a las objeciones de los marxistas rusos, preconizaban la acción terrorista "no en sustitución del trabajo de las masas sino precisamente en nombre de ese trabajo y paralelamente a él".

En esa época, los trabajadores rusos habían empezado a manifestar en las calles enfrentándose a la policía. Paralelamente, se habían perpetrado atentados contra ministros del zar.

Para Lenin, se trataba de salir del círculo vicioso donde había "de un lado, el impulso revolucionario de una multitud insuficientemente esclarecida e inorganizada (que) no tiene salida. De otro lado, los tiros de individuos inacequibles que pierden confianza en la posibilidad de ir en el sentido de la masa, de trabajar mano a mano con ella, que son vanos".

Lenin agregaba: "Cuando las manifestaciones tomaron fuerza, empezamos a preconizar su organización, el armamento de las masas, propusimos como tarea preparar la insurrección popular. Sin rehusar de ninguna manera en el principio la violencia y el terrorismo, pedíamos que se trabajara para preparar formas de violencia incluyendo la participación inmediata de la masa y asegurando esta participación. No cerramos los ojos frente a la dificultad de esta tarea, pero trabajaremos para ello con firmeza y tenacidad, sin dejarnos perturbar por aquellos que hacen objeciones diciendo que se trata de un "futuro lejano e indeterminado".

Incluso cuando, luego de la derrota de la insurrección obrera de Moscú, en diciembre de 1905 la situación le incitó a pedir a los revolucionarios que encabezaran las acciones de "partisanos", fue como una forma necesaria de lucha de escaramuzas entre las "grandes batallas" de la guerra civil.

En esta época, en diferentes lugares de Rusia, militantes obreros o simplemente obreros desocupados, organizaron ataques de bancos o atentados contra policías o funcionarios zaristas, a tal punto que algunas regiones se vieron en una situación casi insurreccional.

Lenin escribía, el 30 de septiembre de 1906 (*la guerra de partisanos*): "el marxista se mantiene en el terreno de la lucha de clases, y no en el de la paz social. En algunos períodos de crisis económicas y políticas agudas, la lucha de clases desemboca en su desarrollo en una verdadera guerra civil, es decir en una lucha armada entre dos partes de la población. En tales períodos, el marxista **tiene la obligación** de situarse desde el punto de vista de la guerra civil, el ideal de partido del proletariado es un **partido combatiente**.

(...) Una guerra de ese tipo no puede representarse sino como una sucesión de grandes batallas poco numerosas, separadas por intervalos de tiempo relativamente largos, en el transcurso de los cuales se producen innumerables escaramuzas... En una época cuando la lucha de clases se ha agravado hasta llegar a la guerra civil, la social-democracia debe darse como tarea no sólo participar de **esta guerra civil** sino la de desempeñar en ella un papel dirigente".

Para Lenin, incluso en los casos donde no se trataba de la intervención voluntarista de una minoría sino de un verdadero movimiento de masas venido de abajo, las escaramuzas de la guerra de partisanos desempeñaban su papel pero no remplazaban las grandes batallas de la insurrección urbana ni al armamento del proletariado.

Por su parte, León Trotski declaraba en 1937 ante la comisión Dewey: "Al combatir el terrorismo, los intelectuales defendieron su derecho y su deber de no dejar los barrios obreros para cavar zapas debajo de los palacios del zar y de los grandes duques (...).

En ciertas condiciones históricas, el terrorismo puede desorientar el poder. Pero, ¿quién saca provecho en semejante caso, de la situación? Jamás es la organización terrorista ni las masas tras las cuales tiene lugar el duelo. La burguesía liberal, en Rusia, siempre simpatizó con el terrorismo. Se comprende por qué. Escribía yo en 1909: "el terrorismo sólo puede servir los propósitos de los liberales, en la medida en que lleva la desorganización y la desmoralización dentro de los rangos del poder... a costa de la desorganización y de la desmoralización de los revolucionarios... Al revelar

En révélant la puissance du prolétariat, la révolution de 1905 mit fin au romantisme du combat singulier des petits groupes d'intellectuels contre l'autocratie."...

(Puis en 1911): "L'attentat, même quand il "réussit", porte-t-il le trouble dans les cercles dirigeants? Cela dépend des circonstances politiques concrètes. En tout cas, il ne saurait être question que d'un trouble de courte durée (...) Mais le trouble que les attentats terroristes portent dans la classe ouvrière est autrement profond. S'il suffit de s'armer d'un revolver pour atteindre le but, à quoi servent donc les efforts de la lutte de classe? S'il suffit d'un peu de poudre et de plomb pour trouer la tête de l'ennemi, à quoi sert l'organisation de classe? (...) Le terrorisme individuel est précisément inadmissible à nos yeux parce qu'il rabaisse les masses devant elles-mêmes, les réconcilie avec leur impuissance et oriente leurs regards comme leurs espérances vers le grand vengeur, le libérateur qui viendra un jour et accomplira son œuvre".

La discussion entre les marxistes révolutionnaires russes du début du siècle et ceux qui préconisaient le terrorisme individuel ne portait pas sur des critères moraux au-dessus des classes mais sur le fait que les marxistes révolutionnaires liaient entièrement leur sort à toutes les formes de luttes possibles du prolétariat, mais rien qu'aux luttes du prolétariat..

Quant aux attentats terroristes commis en marge des masses, l'histoire russe montre qu'ils ont toujours été décalés par rapport aux possibilités révolutionnaires réelles des masses elles-mêmes, mais pas toujours dans le sens qu'on croit. A partir du moment où l'organisation du prolétariat a pris son essor, les actions terroristes se situaient bien en-deça des possibilités révolutionnaires des masses.

Lénine, Trotsky et leurs compagnons discutaient du terrorisme individuel pratiqué par une partie de l'intelligentsia russe du début du siècle, bien sûr, et de l'idéologie romantique qui lui était associée. Les révolutions prolétariennes de 1905, 1917, et l'élan révolutionnaire mondial qui a suivi dans les années 20 a relégué un temps la question au second plan. Mais les défaites prolétariennes successives des années 30, puis, après la Deuxième Guerre

the 1905 revolution put an end to romanticism about the duel waged by small groups of intellectuals against autocracy."

"And I wrote in 1911: "Even when they are successful, do the bombings bring about confusion among the leading circles? It depends on concrete political circumstances. In any case, it could be only a short-lived confusion. . . . But the confusion that terrorist attacks bring about among the working class is much deeper. If it is sufficient to be armed with a pistol to reach the goal, what is the use of the efforts required by the class struggle? If some powder and a few bullets are sufficient to shoot a hole in the enemy's head, what is the use of organizing as a class? . . . In our opinion, individual terrorism is not permissible precisely because it debases the masses in their own eyes, it reconciles them with their own impotence and orients their horizon and their hopes in the great avenger, in the liberator who will come one day and will fulfil his work."

The discussion in the beginning of the century between the Russian revolutionary Marxists and those who advocated individual terrorism did not take place around moral criteria above classes. But the discussion was based on the fact that the revolutionary Marxists tied their entire destiny to all the forms of struggle which are possible for the proletariat, and nothing but the struggles of the proletariat.

Russian history shows that terrorist attacks perpetrated without relationship to the masses has always been out of line with the real revolutionary possibilities of the masses themselves, but not always in the direction one would think. Terrorist actions are well below the revolutionary possibilities of the masses as soon as there is a rapid development of the organization of the proletariat.

Lenin, Trotsky and their comrades discussed individual terrorism practiced by a part of the Russian intelligentsia at the beginning of the century and the romantic ideology associated with it. The proletarian revolution of 1905, 1917, and the world revolutionary impetus of the 1920s, set this question aside for a time. But the successive proletarian defeats of the 1930s, and later the Second World

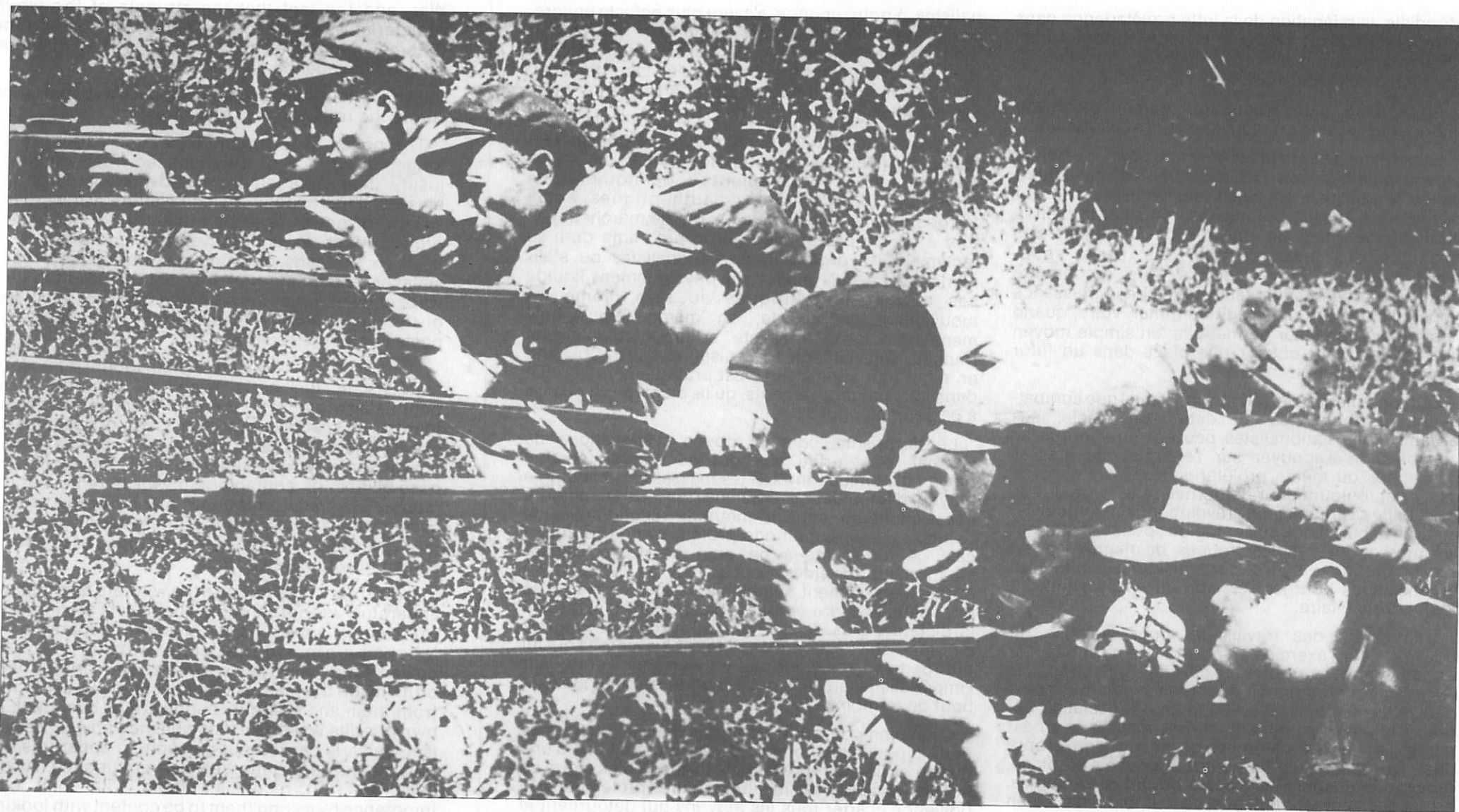
la fuerza del proletariado, la revolución de 1905 puso fin al romanticismo del combate singular de los pequeños grupos de intelectuales contra la autocracia".

Y, en 1911, escribía: "El atentado, incluso cuando 'tiene éxito', ¿lleva la confusión a los círculos dirigentes? Esto depende de las circunstancias políticas concretas. En todo caso, la confusión sólo podría ser de corta duración (...). Pero la confusión que los atentados terroristas provocan en la clase obrera es mucho más profunda. Si basta con armarse de un revolver para alcanzar el objetivo, ¿para qué sirven entonces los esfuerzos de la lucha de clase? Si un poco de pólvora y de plomo bastan para agujerear la cabeza del enemigo, ¿a qué sirve la organización de clase? (...) El terrorismo individual es precisamente inadmissible a nuestros ojos porque rebaja a las masas ante sí mismas, las reconcilia con su impotencia y orienta sus miradas y sus esperanzas hacia el gran vengador, hacia el libertador que vendrá un día y llevará a cabo su obra".

La discusión entre los marxistas revolucionarios rusos a principios de siglo y aquellos que preconizaban el terrorismo individual no se refería a los criterios morales por encima de las clases, sino al hecho de que los marxistas revolucionarios ligaban completamente su destino a todas las formas de lucha posibles del proletariado, pero nada más que a las luchas del proletariado.

En cuanto a los atentados terroristas cometidos al margen de las masas, la historia rusa muestra que han estado siempre desfasados en relación a las posibilidades revolucionarias reales de las propias masas, pero no siempre en el sentido que uno cree. A partir del momento en que la organización del proletariado se desarrolló, las acciones terroristas se situaron mucho más por abajo de las posibilidades revolucionarias de las masas.

Lenin, Trotsky y sus compañeros discutían sobre el terrorismo individual practicado por una parte de la intelligentsia rusa de principios de siglo por supuesto, y de la ideología romántica que iba aparejada. Las revoluciones proletarias de 1905, 1917 y el impulso revolucionario mundial que le siguió durante los años veinte, relegó por un tiempo este problema al segundo plano. Pero las derrotas proletarias sucesivas de los años treinta, y después



Russie 1917, une groupe d'ouvriers apprenant à se servir du fusil.

Russia 1917, a group of workers learning to use rifles.

Rusia 1917, un grupo de obreros que aprenden a utilizar un fusil.

Mondiale, la relégation de la lutte prolétarienne dans le monde pendant plusieurs décennies derrière les différents mouvements nationalistes, a remis la question d'actualité, à une nouvelle échelle.

Aujourd'hui, cette discussion reprend toute son importance au sein du mouvement révolutionnaire.

La politique terroriste est devenue pour une bonne part la politique non pas seulement d'intellectuels isolés et qui justifient ainsi leur isolement et leur désintérêt à l'égard des masses, mais bel et bien la stratégie de prise de pouvoir de la plupart des organisations nationalistes des pays sous-développés, un moyen de se faire reconnaître comme unique interlocuteur auprès de la puissance impérialiste avec qui il s'agit de traiter, voire, quand la situation ne le leur permet pas, un simple moyen de pression pour obtenir une place dans un futur régime de rechange.

Contrairement au terrorisme individuel que combattaient les marxistes au début du siècle, ces organisations nationalistes peuvent être tout-à-fait capables de s'appuyer sur l'énergie des masses paysannes ou même prolétariennes. Mais dans ce cas, c'est toujours pour détourner cette force de ses possibilités véritablement révolutionnaires ; pour lui enlever sa puissance de contagion ; pour transformer les masses en simples troupes de manœuvre au service des intérêts de ces organisations, comme les organisations bourgeoises, soit dit en passant, ont toujours su le faire.

L'armement des travailleurs pour la prise du pouvoir, pour l'exercice du pouvoir, ce n'est pas leur encadrement par des appareils militaires. Le terrorisme d'un appareil minoritaire, plus ou moins petit, plus ou moins puissant, toujours spécialisé, qui pour s'appuyer, durement, sur les masses, n'en est pas moins séparé des masses, menant son propre duel, sa propre guérilla contre le pouvoir en place, rabaisse tout autant les masses devant elles-mêmes, les réconcilie tout autant avec leur impuissance en orientant leurs regards vers le parti libérateur ou "l'armée libératrice" qui viendra un jour et accomplira son œuvre —pour paraphraser Trotsky— que le terrorisme individuel du début du siècle.

En réalité, le terrorisme des organisations natio-

nalistes, à notre époque, s'avère plus néfaste encore, parce qu'il n'exerce pas seulement une action moralement négative sur les masses, mais dispose d'un appareil militaire suffisant pour faire obstacle, physiquement, à l'organisation et à l'armement des masses elles-mêmes.

Car pour un acte terroriste contre les pouvoirs en place, combien de pressions terroristes, de "mises au pas", de "redressements", de liquidations physiques... en un mot d'authentiques actes terroristes à l'encontre de ceux qui ne marchent pas tout à fait au pas au sein du propre camp dont se réclament les organisations nationalistes ou stalinienues ? Le FLN algérien a physiquement liquidé ses opposants politiques au sein même du mouvement nationaliste, en même temps qu'il menait le combat "terroriste" contre le colonialisme français. Au Vietnam, l'organisation de Ho Chi Minh en a fait tout autant... Et c'est pratiquement la règle dans tous ces mouvements, qu'ils aient réussi ou non à parvenir au pouvoir.

Le terrorisme, comme moyen systématique de combat, c'est-à-dire au bout du compte comme moyen d'intimidation SUR les masses et non comme moyen d'intimidation DES masses sur la minorité des exploités, est une méthode réactionnaire de combat, pas une méthode prolétarienne. En aucun cas, ce terrorisme-là ne peut permettre l'émancipation des opprimés. Tout au plus les prépare-t-il à un assujettissement semblable, quand ce n'est pas pire, dans le cadre étriqué d'un seul pays, subissant la dictature plus ou moins impitoyable d'un régime bonapartiste, appuyé d'un côté sur les masses qui lui ont permis d'accéder au pouvoir, de l'autre sur l'impérialisme qui lui a cédé la gérance politique d'un bout de territoire.

C'est bien pourquoi, y compris dans la lutte armée pour le pouvoir, y compris dans les conditions d'une guerre civile qui représente la forme la plus aiguë de la lutte de classe, les révolutionnaires prolétaires se doivent d'écarter tous les moyens qui détournent le prolétariat de sa propre mission historique, c'est-à-dire tout ce qui peut le détourner de l'internationalisme, tout ce qui peut ôter aux prolétaires la conviction que c'est en définitive au-delà des frontières que se jouera leur sort, et qu'il n'y aura pas

War, and the fact that the struggle of the world proletariat was pushed to second place behind the different nationalist movements, put the question back on the agenda on a new level.

Today, this discussion is again of importance within the revolutionary movement.

The policy of terrorism, to a large extent, is no longer the policy of only isolated intellectuals to justify their isolation from and disregard for the masses. It has become an actual strategy toward the seizure of power used by a majority of nationalist organizations in underdeveloped countries. It is used as a means of being recognized as a valid speaker by that imperialist power they want to deal with; or even, when the situation does not allow any of this, as a means of pressure in order to obtain posts in a future regime.

Contrary to individual terrorism fought against by Marxists in the early twentieth century, these nationalist organizations are quite capable of basing themselves on the energy of masses, of peasants, or even proletarians. But when this is the case, this energy is always diverted from its true revolutionary possibilities; its contagious power is removed; the masses are transformed into maneuverable troops serving these organizations' interests. As an aside, let us note that bourgeois organizations have always known how to do all of this.

To surround and enclose the workers by a military apparatus is not arming them for seizing and exercising power. The military apparatus of terrorism is a minority apparatus, varying in size and power and always specialized—leaning with brutality on the masses but, nevertheless, separated from them and going through with its own duel, its own guerrilla war against established power. Terrorism which is carried out by such an apparatus can only decrease the masses' self-confidence. At the same time, it reconciles them with their own impotence by asking them to be content with looking to the liberation party or "liberation army" which will come one day and will complete its task, to paraphrase Trotsky.

In fact, today, the terrorism of the nationalist

organizations is even more disastrous than earlier terrorism: not only does it have a negative impact on the masses' morale, but it also has at his disposal a military apparatus that is strong enough to physically prevent the organization and arming of the masses themselves.

For each terrorist attack against the established authorities, how many terrorist pressures, "disciplinary actions", "mop-ups", and physical eliminations have there been? In other words, many authentic terrorist acts have been directed against those who do not strictly toe the line inside the camp which nationalist or Stalinist organizations claim to represent. The Algerian NLF for one, physically eliminated its political opponents within the nationalist movement at the same time as it was waging its "terrorist" struggle against French colonialism. In Vietnam, Ho Chi Minh's organization did the same... Indeed, this appears to have been almost always the rule in all those movements, whether they have seized power in the end or not.

Terrorism as a systematic means of struggle, that is, ultimately, as a means of intimidating the masses not as a means for the masses to intimidate a minority of exploiters, is a reactionary, not a proletarian, method of struggle. In no case can this type of terrorism lead up to the emancipation of the oppressed. At the most, it prepares them for a type of oppression that will be cast in the same mold as the old one or even worse; it paves the way for a more or less ruthless bonapartist regime, exercising its dictatorship within the narrow limits of a single country and basing itself as much on imperialism, which has granted it a political manager's role on a piece of territory, as on the masses which have allowed it to come to power.

This is why, in the course of an armed struggle for power, including under the conditions of civil war—which represents the most acute form of class struggle—, proletarian revolutionaries must turn down any means which may divert the proletariat from its historic mission; that is, any means which divert it from internationalism, or weaken the proletariat's conviction that, in the end, its fate will be decided beyond the borders of the country; and that,

de la segunda guerra mundial, el relegamiento de la lucha proletaria en el mundo durante varios decenios detrás de los diferentes movimientos nacionalistas, actualizó la polémica a un nivel nuevo.

Hoy, esta discusión retoma toda su importancia en el seno del movimiento revolucionario.

La política terrorista se ha convertido en una buena parte no sólo en la política de intelectuales aislados y que justifican así su aislamiento y su desinterés con respecto a las masas, sino además, en la estrategia de toma del poder de la mayoría de las organizaciones nacionalistas de los países subdesarrollados, en un medio de hacerse conocer como único interlocutor de la potencia imperialista con la que se puede negociar, o cuando la situación no lo permite, en un medio de presión para tener un lugar en el futuro régimen de recambio.

Contrariamente al terrorismo individual que combatían los marxistas a principios de siglo, esas organizaciones nacionalistas pueden ser del todo capaces de apoyarse en la energía de las masas campesinas o incluso proletarias. Pero en este caso, es siempre para desviar esta fuerza de sus posibilidades realmente revolucionarias; para quitarle su fuerza de extensión; para transformar a las masas en simples tropas de maniobra al servicio de los intereses de estas organizaciones, como sea dicho de paso, siempre supieron hacerlo las organizaciones burguesas.

El armamento de los trabajadores para la toma del poder, para el ejercicio del poder, no significa encuadrarlos en aparatos militares. El terrorismo de un aparato minoritario, más o menos pequeño, más o menos poderoso, siempre especializado, el cual al apoyarse duramente en las masas, no le impide estar separado de ellas, llevando adelante su propio duelo, su propia guerrilla contra el poder vigente, este terrorismo pues rebaja tanto a las masas a sus propios ojos, las reconcilia tanto con su impotencia orientando sus miradas hacia el partido libertador o el "ejército libertador" que vendrá un día y llevará a cabo su obra—para parafrasear a Trotski— como lo hizo el terrorismo individual a principios del siglo.

En realidad, el terrorismo de las organizaciones nacionalistas, en nuestra época, se revela más nefasto aún, porque no sólo ejerce sobre las masas una acción moralmente negativa, sino porque también dispone de un aparato militar suficiente para obstaculizar físicamente la organización y el armamento de las propias masas.

En efecto, ¿cuántas presiones terroristas, "llamados al orden", "enderezamientos", eliminaciones físicas..., en una palabra auténticos actos terroristas contra todos los que no se pliegan plenamente en el seno del propio campo del que se reclaman las organizaciones nacionalistas o estalinistas, hay por cada acto terrorista contra los poderes vigentes? El FLN argelino eliminó físicamente a sus opositores políticos en el seno mismo del movimiento nacionalista, al mismo tiempo que llevaba adelante su lucha terrorista contra el colonialismo francés. En Vietnam, la organización de Ho Chi Minh hizo otro tanto... Y es casi la regla para todos esos movimientos que hayan logrado o no llegar al poder.

Porque el terrorismo, como medio sistemático de combate, es decir al fin y al cabo como medio de intimidación **sobre** las masas y no como medio de intimidación **de** las masas sobre la minoría de explotadores, es un método reaccionario de combate, y no un método proletario. En ningún caso ese terrorismo puede permitir la emancipación de los oprimidos. A lo sumo les prepara a una sujeción semejante cuando no es algo peor, en el marco estrecho de un solo país que sufre la dictadura más o menos despiadada de un régimen bonapartista, apoyado de un lado en las masas que le permitieron acceder al poder, y del otro en el imperialismo que le dejó la administración política de una parte de territorio.

Por eso precisamente, incluso en la lucha armada por el poder, incluso en las condiciones de una guerra civil que es la forma más aguda de la lucha de clase, los revolucionarios proletarios deben dejar a un lado todos los medios que apartan al proletariado de su propia misión histórica, es decir todo lo que puede alejarlo del internacionalismo, todo lo que puede quitar a los proletarios la convicción de que su destino se jugará en definitiva al exterior de las fronteras, y que no habrá ni un solo hombre libre en

un homme libre sur la terre tant qu'il y aura un autre esclave quelque part.

Oui, il y a une frontière de classe entre le combat nationaliste, ses fins et ses moyens, et le nôtre.

Cela fait plusieurs décennies que l'image même de la révolution aux yeux des opprimés de tous les pays a été en grande partie dévoyée par le modèle terroriste que les organisations stalinienne et nationalistes de par le monde ont imprimé au combat contre l'impérialisme. Leur terrorisme s'est toujours au moins autant exercé contre les opprimés que contre l'impérialisme lui-même. Et quand il y a eu victoire du combat nationaliste, les masses ont dû subir alors le terrorisme d'État de leurs nouveaux maîtres.

Alors, il importe, pour le moins, que les trotskystes, eux qui n'ont pas renoncé à lier leur sort à l'émancipation du prolétariat mondial, aient une claire conscience de ce que signifie le combat des opprimés, la violence de masse y compris jusqu'à la lutte armée pour le pouvoir. Ce combat-là, dans son but comme dans ses méthodes, se situe aux antipodes du combat des organisations nationalistes, elles qui n'ont aucun scrupule de classe à ériger le terrorisme en panacée.

C'est bien pourquoi, du point de vue des intérêts du prolétariat, nous ne considérons pas comme plus légitime que le terrorisme des "Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises" (FARL), aussi bien le terrorisme des fédayins palestiniens, celui des nationalistes irlandais, etc. que celui du Parti Communiste Chilien qui a revendiqué entre autres l'attentat contre Pinochet, même si personne n'aurait pleuré sur Pinochet si l'attentat avait réussi.

Et c'est là où notre condamnation du terrorisme se distingue de celle d'autres groupes trotskystes.

Voici par exemple comment l'hebdomadaire *Rouge*, l'organe de la LCR, s'est exprimé dans son numéro du 11 septembre, quelques jours après les premiers attentats de Paris, celui de la synagogue d'Istanbul, et le massacre du Boeing transportant des passagers civils américains à Karachi, et juste après l'attentat manqué contre Pinochet : après avoir dénoncé "cette nouvelle offensive terroriste (qui) constitue une aubaine pour tous les manipulateurs

d'opinion..." le rédacteur ajoutait : "Il ne faut pas oublier que les opprimés n'ont souvent d'autres possibilités de se faire entendre, de défendre leurs droits que de retourner contre les nantis la violence à laquelle ils sont quotidiennement assujettis (...) Les derniers attentats n'ont rien de commun avec la lutte des Noirs d'Afrique du Sud pour mettre bas l'apartheid (...) Qui peut nier la légitimité des actions du 'Front Patriotique Manuel Rodriguez' pour se débarrasser de Pinochet ? Qui peut contester aux nationalistes irlandais ou aux fédayins palestiniens le droit de prendre les armes sur leur sol, alors qu'ils sont, depuis des décennies, les victimes d'un véritable déni de justice ?..."

Il y a là, rassemblées, bien des affirmations discutables et que nous pensons utiles de discuter, justement.

"Qui peut contester aux nationalistes irlandais ou aux fédayins palestiniens le droit de prendre les armes sur leur sol, alors qu'ils sont victimes depuis des décennies d'un véritable déni de justice ?"

Bien des gens au Liban, dont les terroristes des "FARL" prétendent défendre la cause, sont eux aussi victimes depuis des décennies d'un véritable déni de justice. Et l'argument avancé par *Rouge* pour se solidariser du terrorisme des fédayins palestiniens, de la guérilla chilienne, des nationalistes irlandais ou des nationalistes noirs d'Afrique du Sud, vaut aussi, au bout du compte, pour les terroristes de ces "Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises" (qui ne sont d'ailleurs que les avatars actuels du terrorisme palestinien des années 70).

Est-ce là le critère ? Que nous comprenions que des victimes s'expriment par la violence, c'est une chose. Que nous leur en reconnaissons le droit, ce n'est pas le problème. Nous les approuvons ou non selon que leurs actions servent ou desservent leur propre cause ou celles qu'ils prétendent défendre. Si c'était le prolétariat lui-même qui exerçait cette violence, nous la reconnaitrions comme légitime, mais nous en contesterions peut-être les moyens. Mais si c'étaient des groupes qui parlaient au nom du prolétariat, nous nous poserions même la question de savoir si les moyens qu'ils utilisent ne les placent pas objectivement (ou volontairement) dans un

as long as there is a slave anywhere, there will not be a single free man in the world.

Indeed, there is a class frontier between the nationalists' fight, their objectives and means, and ours.

For decades now, the image of revolution itself, as offered to the oppressed of all countries, has been distorted by the terrorist model of anti-imperialist struggle put forward by Stalinist and nationalist organizations throughout the world. Their terrorism has always been aimed at the oppressed themselves as much as at imperialism. And when their nationalist struggle had led to victory, the masses have had to go through the state terrorism of their new masters.

It is thus important, at least for Trotskyists, for those who have not given up the idea of linking their fate to the emancipation of the world proletariat, to have a clear consciousness of the meaning of the combat and violence of the oppressed masses, up to and including the phase of armed struggle for power. But by its goal as well as by its methods, this combat is the opposite extreme of the combat of nationalist organizations who have no misgivings about raising terrorism to the status of a cure-all.

This is why we consider that, from the point of view of the proletariat's interests, the terrorism of the Lebanese Revolutionary Armed Fractions (LRAF), the Palestinian Fedayin, the Irish nationalists, and others is as legitimate as the terrorism of the Chilean Communist Party which claimed the attempt on Pinochet among others, even if no one would have shed a tear on Pinochet's death.

This is also where our condemnation of terrorism differs from that of other Trotskyist groups.

For example, this is what the LCR's weekly newspaper *Rouge* had to say in its 11 September issue, a few days after the first bombings in Paris, the attack on Istanbul's synagogue, the slaughter of American civilians in the Karachi hijacking, and hours after the failed attempt on Pinochet. After exposing "this new spate of terrorist attacks which constitutes a golden opportunity for all manipulators

of public opinion . . .", the author of the article went on to say: "It must not be forgotten that the oppressed often have no other choice of making themselves heard and of defending their rights than to turn the violence they are submitted to daily back against the propertied classes . . . The last attacks have nothing to do with the fight of South Africa's black people to bring down apartheid . . . Who could deny the legitimacy of the armed attempts by the Manuel Rodriguez Patriotic Front to get rid of Pinochet? Who could deny the Irish nationalists or the Palestinian fedayin the right to take up arms on their soil, as they have been for decades now the victims of a genuine denial of justice? . . ."

Many of the above assertions are questionable—and we deem it useful to question them here.

"Who could deny the Irish nationalists or the Palestinian fedayin the right to take up arms on their soil, as they have been for decades now the victims of a genuine denial of justice?"

In Lebanon, many people whose cause the terrorists of the LRAF purportedly defend have also been for decades the victims of a genuine denial of justice. And the argument advanced by *Rouge* to express solidarity with the terrorism of the Palestinian fedayin, the Chilean guerillas and the Irish nationalists, or the black nationalists of South Africa, is also valid, in the final analysis, for the terrorists of the Lebanese Revolutionary Armed Fractions (who are nothing more than the current inheritors of the Palestinian terrorism of the 1970s.)

But can this serve as a criterion? That we should understand why victims have recourse to violence is one thing. That we should recognize them the right to do so is not the problem. Indeed, we choose to approve or disapprove of their actions on the basis of whether they are useful or not for the cause they stand for, or claim to stand for. If the proletariat, for example, had recourse to similar violence, we would recognize it as legitimate but might question the means. However, in the case of groups who speak up for the proletariat, we will raise the further question of whether the means they use do not objectively—

la tierra, mientras haya un hombre esclavo en alguna parte del mundo.

Sí, hay una frontera de clase entre pro una parte el combate nacionalista, sus objetivos y sus medios, y, por otra, nuestro combate.

Hace muchas décadas que la imagen misma de la revolución a los ojos de los oprimidos de todos los países ha sido desviada en gran parte por el modelo terrorista que las organizaciones estalinistas y nacionalistas existentes en el mundo han conferido al combate contra el imperialismo. Su terrorismo siempre se ha ejercido por lo menos tanto contra los oprimidos como contra el propio imperialismo. Y cuando ha habido una victoria de la lucha nacionalista, las masas han tenido que soportar entonces el terrorismo de Estado de sus nuevos amos.

Importa entonces que por lo menos los trotskistas, que no han renunciado a ligar su destino a la emancipación del proletariado mundial, tengan clara conciencia de lo que significa la lucha de los oprimidos, la violencia de las masas incluyendo la lucha armada por el poder. Esta lucha, tanto en sus objetivos como en sus métodos, se sitúa al opuesto del combate de las organizaciones nacionalistas, las cuales no tienen ningún escrúpulo de clase en erigir el terrorismo en panacea.

Por eso, desde el punto de vista de los intereses del proletariado, tanto el terrorismo de los Fedayines palestinos como el de los nacionalistas irlandeses, o incluso el del PC chileno que ha reivindicado el atentado contra Pinochet (aunque nadie hubiera llorado sobre Pinochet si el atentado hubiera tenido éxito) no nos parecen más legítimos que el terrorismo de las "Fracciones Armadas Revolucionarias Libanesas" (FARL).

Es aquí donde nuestra condenación del terrorismo se distingue de la que hacen otros grupos trotskistas.

He aquí por ejemplo cómo el semanario *Rouge*, el órgano de la LCR, se expresaba en su número del 11 de septiembre, unos días después de los primeros atentados de París, del de la sinagoga de Istanbúl, y de la masacre del Boeing que transportaba pasajeros civiles norteamericanos a Karachi, e inmediatamente después del atentado frustrado contra Pinochet: Después de haber denunciado

"esta nueva ofensiva terrorista (que) constituye una suerte para todos los manipuladores de opinión", el redactor agregaba: "No hay que olvidar que los oprimidos a veces no tienen otra posibilidad de hacerse oír, de defender sus derechos, que no sea devolviendo a los poderosos la violencia a la que están subordinados diariamente. (...) Los últimos atentados no tienen nada en común con la lucha de los Negros de Sudáfrica para tirar abajo el apartheid. (...) ¿Quién puede negar la legitimidad de las acciones armadas del Frente Patriótico Manuel Rodríguez para sacar a Pinochet? ¿Quién puede discutir a los nacionalistas irlandeses o a los fedayines palestinos el derecho de tomar las armas en su tierra?, cuando hace decenios son víctimas de la más pura injusticia.

Hallamos aquí, juntadas, muchas afirmaciones discutibles y justamente nos parece útil discutir las.

"¿Quién puede discutir a los nacionalistas irlandeses o a los fedayines palestinos el derecho de tomar las armas en su tierra?, cuando desde hace decenios son víctimas de la más pura injusticia".

En Líbano, muchas personas cuya causa los terroristas de los FARL pretenden defender son también víctimas de la más pura injusticia desde hace años. El argumento avanzado por *Rouge* para solidarizarse del terrorismo de los fedayines palestinos, de la guerrilla chilena, de los nacionalistas irlandeses o de los nacionalistas negros de Sudáfrica vale también, al fin de cuentas, para los terroristas de las Fracciones Armadas Revolucionarias Libanesas (que, sea dicho de paso, no son más que el producto actual del terrorismo palestino de los años 70).

¿Es éste el criterio? El que comprendamos que víctimas se expresen por medio de la violencia es una cosa. El que les reconozcamos este derecho, tampoco es el problema. Les damos nuestra aprobación o no según que sus actos sirven o perjudican su causa o las causas que pretenden defender. Si fuera el propio proletariado quien ejerciera esta violencia, reconoceríamos su legitimidad pero tal vez discutiríamos los medios empleados. Pero si son grupos que hablan en nombre del proletariado, incluso nos plantearemos el problema de saber si los medios que utilizan no les

autre camp.

Dans la phrase citée plus haut, il y a aussi l'expression "prendre les armes sur leur sol".

Alors là, il faut s'entendre. Ou leur cause est juste, et les moyens —terroristes— justes aussi, pourquoi les limiter à leur sol ? Pourquoi ne leur reconnaître que le droit de mener le combat là où la puissance étrangère exerce son oppression ? Pourquoi ne leur reconnaître que le droit de se défendre et pas celui d'attaquer, y compris au cœur de l'adversaire ?

Nous, ce que nous reprochons aux terroristes qui ont tiré froidement, de façon pas aveugle du tout, sur la population parisienne, parmi la plus populaire, la plus humble, composée d'ailleurs en partie d'immigrés, c'est précisément d'employer les mêmes formes d'attentats, que des voitures piégées explosant au milieu du même type de population, à Beyrouth ou dans d'autres villes du Liban.

Nos critères sont des critères de classe : tels moyens correspondent plus à la classe des exploiters ou des candidats oppresseurs, qu'à celle des exploités. Mais nous ne leur reprochons pas d'être venus se battre et risquer leur vie au cœur d'une citadelle impérialiste qui les opprime.

Nous ne reprocherons pas aux Palestiniens de ne pas se battre que sur leur sol — les malheureux, ils n'en ont d'ailleurs plus — et de mener la lutte non seulement en Israël, mais à Paris, aux USA, partout où ils le pourront. Nous reprocherons cependant à tel ou tel groupe, prétendant agir au nom du peuple palestinien sans représenter réellement ses véritables intérêts, d'utiliser n'importe quels moyens, des moyens pas appropriés au but revendiqué.

"Il ne faut pas oublier que les opprimés n'ont souvent d'autres possibilités de se faire entendre, de défendre leurs droits, que de retourner contre les nantis la violence à laquelle ils sont quotidiennement assujettis".

Très juste, nous sommes là-dessus bien d'accord. Mais quelle violence, de la part de qui, à quel moment, de quelle façon, contre qui ? Voilà tout ce qui doit se discuter concrètement, face à l'utilisation systématique du terrorisme et de l'action militaire ou para-militaire par des

organisations nationalistes qui ne veulent rien moins que l'émancipation de leur peuple.

Est-ce que ce sont les opprimés eux-mêmes qui utilisent la violence ? Ou est-ce que ce sont des gens qui, comme les terroristes russes, agissent au nom du prolétariat, mais sans lui, et qui comme l'écrivait Trotsky, font en fait le jeu de la bourgeoisie libérale russe de l'époque ? Voilà la question.

Dans le pamphlet *Leur morale et la nôtre*, de Trotsky que nous avons déjà cité, Trotsky reprenait à son compte ces vers de Lassalle :

*"Ne montre pas seulement le but,
montre aussi le chemin,*

*Car le but et le chemin sont tellement unis
Que l'un change avec l'autre et se meurt avec lui,
Et qu'un nouveau chemin révèle un autre but."*

"L'interdépendance de la fin et des moyens est bien exprimée dans ces quatre vers" commentait Trotsky qui ajoutait : *"Le terrorisme individuel par exemple est-il ou non admissible du point de vue de la "morale pure" ? Sous cette forme abstraite, la question n'a aucun sens, pour nous. Les bourgeois conservateurs suisses décernent encore des éloges officiels au terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont sans réserve aux terroristes irlandais, russes, polonais, hindous, dans leur lutte contre l'oppression politique et nationale. Kirov, satrape brutal, ne suscite en nous aucune compassion. Nous ne demeurons neutres vis-à-vis de celui qui l'a tué que parce que nous ignorons ses mobiles. Si nous apprenions que Nikolaev a frappé consciemment, dans le dessein de venger les ouvriers dont Kirov piétinait les droits, nos sympathies iraient sans réserve au terroriste. Mais ce qui décide à nos yeux, ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective. Tel moyen peut-il nous mener au but ? Pour le terrorisme individuel, la théorie et l'expérience attestent le contraire. Nous disons au terroriste : "Il n'est pas possible de remplacer les masses ; ton héroïsme ne trouverait à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masses". Dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on peut douter que cet acte puisse susciter l'indignation*

or wilfully—place them in a different camp.

In the above sentence, there is also a phrase on *"the right to take up arms on their soil"*.

Let us be straight on this. If their cause is a just one, including their means—terrorist means, that is—, then there is no reason why they should be confined to their own soil. Why not recognize their right to carry the war to any place where the foreign power exercises its oppression? Why only recognize their right to defend themselves, and not the right to attack their enemy—at its very heart if necessary?

Our reproach to the terrorists who have cold-bloodedly—and not at all blindly—attacked Parisians, some of them from the poorest and humblest layers, some of them immigrants in fact, is that they behaved just like those who plant car-bombs in the middle of the same kind of population in Beirut or in other Lebanese towns.

Our criteria are class criteria: the nationalists use such means which fit in with a class of exploiters or would-be oppressors more than with a class of exploited people. But we will not reproach them for having come to fight and risk their lives in the heart of the imperialist citadel which oppresses them.

We will not reproach the Palestinians for fighting elsewhere than on their own soil (unfortunate as they are, they no longer have any), and to carry out their fight in Paris, in the United States, and everywhere they can—and not only in Israel. We will reproach, however, this or that group which pretend to act in the name of the Palestinian people without representing its real interests for using just any means, that is, means inappropriate to their stated goal.

"It must not be forgotten that the oppressed often have no other choice of making themselves heard and of defending their rights than to turn the violence they are submitted to daily back against the propertied classes..."

Quite right! We wholly agree with this. But what sort of violence, on the part of whom, at what time, in what fashion, and against whom? This is what must be examined concretely, in the face of the systematic recourse to terrorism and military or para-military

actions by nationalist organizations—the last thing they are fighting for is their people's emancipation.

Is violence used by the oppressed themselves? Or is it used by people who act in the name of the proletariat—though not with it—, like the Russian terrorists Trotsky wrote about and who ended up playing into the hands of the Russian liberal bourgeoisie of that epoch. That is the question.

In his pamphlet *Their Morals and Ours*, which we have already quoted, Trotsky adopted the following verses of Lassalle's as his own:

*"... Show not the goal
But show also the path. So closely interwoven
Are path and goal that each with other
Ever changes, and other paths forthwith
Another goal set up."*

"... The dialectic interdependence between means and end is expressed entirely correctly in the above-quoted sentences", Trotsky commented. And he added: *"Is individual terror, for example, permissible or impermissible from the point of view of 'pure morals'? In this abstract form the question does not exist at all for us. Conservative Swiss bourgeois even now render official praise to the terrorist William Tell. Our sympathies are fully on the side of Irish, Russian, Polish or Hindu terrorists in their struggle against national and political oppression.... However, not the question of subjective motives but that of objective expediency has for us the decisive significance. Are the given means really capable of leading to the goal? In relation to individual terror, both theory and experience bear witness that such is not the case. To the terrorist we say: It is impossible to replace the masses; only in the mass movement can you find expedient expression for your heroism. However, under conditions of civil war, the assassination of individual oppressors ceases to be an act of individual terror. If, we shall say, a revolutionist bombed General Franco and his staff into the air, it would hardly evoke moral indignation even from the*

colocan objetivamente (o voluntariamente) en otro campo.

En la frase anteriormente citada, está también la expresión "tomar las armas en su tierra".

Aquí pues hay que comprenderse. O bien su causa es justa y los medios —terroristas— también, y en este caso, ¿por qué sólo utilizarlos en su propia tierra? ¿Y por qué reconocer a estos grupos el derecho de llevar a cabo el combate solamente ahí donde la potencia extranjera ejerce su opresión? ¿Por qué sólo reconocerles el derecho de defenderse y no el de atacar, incluso en la propia tierra del adversario?

Lo que reprochamos nosotros a los terroristas que han disparado fría y deliberadamente, apuntando a la población parisina entre la más popular, la más humilde, además compuesta en parte de emigrantes, es precisamente emplear las mismas formas de atentados en que coches explotan en medio del mismo tipo de población en Beirut o en otras ciudades de Líbano.

Nuestros criterios son criterios de clase: tales medios corresponden más a la clase de los explotadores que a la de los explotados. Pero, no les reprochamos el que vengan a combatir y arriesgar su vida en el seno mismo de una ciudadela imperialista que les oprime.

Además, estos infelices ya no tienen tierra. Tampoco les reprocharemos de llevar a cabo la lucha no solamente en Israel sino también en París, en Estados Unidos, ahí donde lo puedan. Sin embargo reprocharemos a tal o cual grupo que pretende actuar en nombre del pueblo palestino sin representar realmente los verdaderos intereses de éste, el hecho que utilice cualquier medio, o sea medios que no corresponden al objetivo que reivindicaba.

"No hay que olvidar que los oprimidos a veces no tienen otra posibilidad de hacerse oír, de defender sus derechos, que no sea devolviendo a los poderosos la violencia a la que están subordinados diariamente".

Eso es verdad. Concordamos en esto. Pero, ¿qué violencia?, ¿de quién viene?, ¿cuándo?, ¿cómo? y ¿contra quién esta dirigida? Esto es lo que se debe discutir concretamente respecto a la utilización sistemática del terrorismo y de las acciones militares o paramilitares por parte de organizaciones naciona-

listas que pretenden querer la emancipación de su pueblo.

¿Son los propios oprimidos los que utilizan la violencia? O es gente que, igual que los terroristas rusos, actúan en nombre del proletariado pero sin su participación, y que en realidad, como lo escribía Trotsky, sirven los propósitos de la burguesía liberal rusa de entonces.

Es éste el problema.

En el pampheto *Su moral y la nuestra* de Trotsky que ya hemos citado, Trotsky tomaba a su cuenta estos versos de Lasalle:

*" No muestres solamente el objetivo,
muestra también el camino,
Porque el objetivo y el camino vienen tan estrechamente unidos
Que el uno cambia con el otro y se muere con el
Y que un nuevo camino revela otro objetivo."*

"La interdependencia entre el fin y los medios está bien expresada en estos cuatro versos", comentaba Trotsky que añadía: *"¿Es o no admisible desde el punto de vista de la 'moral pura' el terrorismo individual por ejemplo? Bajo esta forma abstracta, la pregunta no tiene sentido para nosotros. Los burgueses conservadores de Suiza siguen elogiando oficialmente al terrorista Guillermo Tel. Nuestras simpatías van sin reservas a los terroristas irlandeses, rusos, polacos, hindúes que luchan contra la opresión política y nacional. Jirov, sátrapa brutal, no nos inspira ninguna compasión. Sólo quedamos neutros con respecto al que lo mató porque ignoramos sus móviles. Si aprendiéramos que Nicolaev le golpeó concientemente, con el propósito de vengar a los obreros cuyos derechos pisoteaba Jirov, nuestras simpatías irían sin reservas al terrorista. Pero lo que es decisivo a nuestro parecer, no es el móvil subjetivo sino la utilidad objetiva. ¿Puede tal medio conducirnos al objetivo? En lo que concierne el terrorismo individual tanto la teoría como la experiencia demuestra lo contrario. Decimos al terrorista: 'no es posible remplazar a las masas, tu heroísmo sólo se podría emplear útilmente en el seno de un movimiento de masas'. En las condiciones de una guerra civil, el asesinato de ciertos opresores deja de ser terrorismo individual. Si un revolucionario hiciera saltar al general Franco y su estado mayor, podemos dudar*

morale, même chez les eunuques de la démocratie. En temps de guerre civile, un acte de ce genre serait politiquement tout à fait efficace."

Alors, que notre sympathie aille sans réserve à ceux qui combattent l'impérialisme britannique en Irlande, l'oppression de l'Etat d'Israël en Palestine, le joug de Pinochet au Chili, et l'apartheid en Afrique du Sud, c'est certain. Reste à apprécier dans chaque cas "l'utilité objective" de ces actions terroristes pour les masses opprimées au nom desquelles elles sont engagées.

Certes, comme dit *Rouge* en substance, les opprimés n'ont d'autre choix que de retourner contre les nantis la violence à laquelle ils sont quotidiennement assujettis. Mais il y a plusieurs façons de retourner cette violence, des façons plus ou moins conscientes, plus ou moins utiles pour l'avenir du combat engagé, plus ou moins efficaces en vue de l'émancipation des opprimés.

Car la violence révolutionnaire des opprimés, fondamentalement, puise à d'autres sources que la violence des oppresseurs. Elle naît de la confiance irréductible en la force des masses, non de la défiance envers les masses. Bien sûr, Trotsky disait aussi "Il arrive que des classes différentes, usent, à des fins différentes, de moyens analogues (...). S'il n'y avait rien de commun dans les méthodes de lutte, elles ne pourraient se porter des coups". Notez bien toutefois la prudence de Trotsky: il "arrive" que les moyens soient "analogues". Mais y compris, surtout dans la guerre civile, les opprimés ne peuvent pas vaincre en se contentant d'adopter les règles et les méthodes de l'ennemi. Même dans le cadre d'une guerre civile, un parti prolétarien se doit de subordonner avant tout les méthodes militaires aux méthodes politiques de la révolution. Ça a toujours été le point de vue de Trotsky à la tête de l'Armée Rouge, y compris dans les moments apparemment les plus désespérés. C'est ce qui a permis à l'Armée Rouge de l'emporter en Russie contre les armées blanches équipées par les différentes puissances impérialistes européennes. Et c'est au contraire d'avoir renoncé à la révolution au nom des prétendus impératifs de la guerre civile, qui a fait qu'en Espagne le camp "républicain" a été écrasé par Franco. Les armes envoyées par Staline

n'ont rien empêché...

Alors, même dans le cadre d'une guerre civile (et rappelons une fois encore qu'à la décharge en quelque sorte des terroristes qui revendiquent la libération de Georges Ibrahim Abdallah, ils agissent eux aussi dans les conditions d'une guerre civile, celle du Liban), il est non seulement légitime, mais indispensable, pour des révolutionnaires prolétariens, de se défier des organisations qui privilégient le terrorisme en tant que méthode de combat, et qui plus généralement subordonnent les méthodes de la révolution sociale aux méthodes militaires.

Car il ne suffit pas, pour des révolutionnaires prolétariens, de choisir leur camp entre l'impérialisme et la lutte d'organisations nationalistes ou stalinienne dans les pays pauvres. Il ne suffit pas de reconnaître "le droit" aux nationalistes irlandais, palestiniens, ou aux staliniens chiliens, de combattre, à leur façon, l'impérialisme ou la dictature à laquelle ils sont en butte. Si le rôle des révolutionnaires prolétariens se limitait à cela, on se demande ce qui légitimerait l'existence d'organisations trotskystes indépendantes. Choisir son camp entre deux camps qui ne sont pas les nôtres ne suffit pas. Encore faut-il que les révolutionnaires pour qui le marxisme a encore un sens, reconnaissent au prolétariat le droit, plus exactement le devoir, de mener son combat en toute indépendance, avec ses moyens propres. Des moyens qui, à un moment donné, supposent inévitablement la lutte violente et la lutte armée, mais des moyens toujours démocratiques par rapport aux masses elles-mêmes engagées dans la lutte. Et ce combat n'est pas celui des différentes organisations nationalistes ou staliniennes et de leurs appareils terroristes.

De la même façon, en Afrique du Sud, puisque *Rouge* donne aussi cet exemple, il ne suffit pas que la lutte contre l'apartheid soit légitime pour qu'elle débouche sur la révolution socialiste et non sur un nouveau piège dictatorial qui se refermera sur les masses noires, comme le Zimbabwe, tout à côté, en a donné l'exemple.

Alors, bien sûr, c'est bel et bien la guerre civile qui

democratic eunuchs. Under the conditions of civil war a similar act would be politically completely expedient."

There can be no doubt that we are at one, without any reservation, with those who fight British imperialism in Ireland, the oppression of the state of Israel in Palestine, Pinochet's yoke in Chile, and apartheid in South Africa. The problem still remains of appreciating in each case the "objective expediency" of terrorist actions from the point of view of the oppressed masses in whose name they are carried out.

Of course, as *Rouge* says in substance, the oppressed have no other choice than to turn the violence they are submitted to every day back against the affluent. But there are many ways of doing this, which are more or less conscious, more or less useful for the development of the oppressed people's struggle, more or less effective for their emancipation.

The revolutionary violence of the oppressed rests, in fact, on different bases than the violence of the oppressors. It springs from an invincible trust in the strength of the masses, not from any kind of distrust of the masses. Of course, Trotsky also said: "It happens that different classes use similar means for different ends... If their methods of struggle had nothing in common, they could not fight each other."

However, Trotsky's carefulness should be noted here. He said "it happens" that "similar" means are used. As a matter of fact, the oppressed cannot win in simply by adopting the ways and means of the enemy, including—in fact above all—during the civil war. For even in the course of a civil war, a proletarian party must submit its military methods first of all to the political methods of the revolution. This has always been Trotsky's point of view when he was at the head of the Red Army, including at times when the situation seemed most desperate. This is why the Red Army was able to defeat the White Armies equipped by various European imperialist powers. And conversely, in Spain, it was because it had given up all thought of revolution in the name of the alleged imperatives of the civil war that the "republican" camp was crushed by Franco—the

arms sent by Stalin being to no avail...

So even in the course of a civil war (and let us say again here more or less in vindication of the terrorists who demand the liberation of Georges Ibrahim Abdallah, that they also are acting in the conditions of a civil war in Lebanon), it is not only legitimate, but also necessary for proletarian revolutionaries to be wary of organizations who favor terrorism as a means of struggle and who in a more general way subordinate the methods of social revolution to military methods.

It is not enough for proletarian revolutionaries to choose their camp between imperialism and the struggle of nationalist or Stalinist organizations in underdeveloped countries. It is not enough to recognize "the right" of Irish or Palestinian nationalists, or Chilean Stalinists to fight imperialism or the dictatorship they come up against in their own way. If the role of proletarian revolutionaries was to be limited to this, it could be asked whether the existence of independent Trotskyist organizations is at all legitimate. To choose between two camps, none of which is your own, is not enough. Revolutionaries who think Marxism still has a meaning must also acknowledge the fact that the proletariat has the right—or rather the duty—to wage its own struggle, in full independence, and with its own means. These means imply, at a given moment, the inevitable recourse to violent, armed struggle, but they must remain democratic means, with respect to the masses engaged in the struggle. This type of struggle is not the one carried out by the various nationalist and Stalinist organizations, and by their military apparatuses.

Similarly, in the case of South Africa—which *Rouge* also touched upon—the fact that the struggle against apartheid is a legitimate one is not enough to ensure that it will lead to socialist revolution and not to a new dictatorial trap which will close on the black masses, as has been exemplified in nearby Zimbabwe.

The civil war has indeed begun in South Africa,

que este acto suscite indignación moral incluso entre los eunucos de la democracia. En tiempos de guerra civil, un acto de este tipo resultaría totalmente eficaz políticamente'.

Entonces, que nuestra simpatía vaya sin reservas a los que combaten el imperialismo británico en Irlanda, la opresión del Estado de Israel en Palestina, el yugo de Pinochet en Chile y el apartheid en Sudáfrica, es una evidencia. Pero en cada caso, queda por apreciar la utilidad objetiva de estas acciones terroristas para las masas oprimidas en cuyo nombre han sido emprendidas.

Por cierto, como lo dice *Rouge* en substancia, los oprimidos no tienen otra posibilidad que la de volver contra los poderosos la violencia a la cual están sometidos diariamente. Pero hay varias maneras de devolver esta violencia, maneras más o menos concientes, más o menos útiles para el porvenir del combate emprendido, más o menos eficaces para la emancipación de los oprimidos.

Porque la violencia revolucionaria de los oprimidos, fundamentalmente, no bebe en las mismas fuentes que la violencia de los opresores. Nace de la confianza irreductible en la fuerza de las masas, no de la desconfianza hacia ellas. Por supuesto, Trotsky también decía "*ocurre que clases diferentes utilicen, para objetivos diferentes, medios análogos (...). Si sus métodos de lucha no tuvieran nada en común no podrían golpearse mutuamente*". Noten bien la prudencia de Trotsky: "*ocurre*" que los medios sean "*análogos*". Pero incluso, sobre todo durante la guerra civil, los oprimidos no pueden vencer contentándose con adoptar las reglas y los métodos del enemigo. Incluso en el marco de una guerra civil, un partido proletario tiene la obligación de subordinar ante todo los métodos militares a los métodos políticos de la revolución. Siempre fue éste el punto de vista de Trotsky cuando dirigía el Ejército Rojo, incluso en los momentos aparentemente los más desesperados. Es lo que permitió al Ejército Rojo vencer en Rusia contra los ejércitos blancos equipados por las diferentes potencias imperialistas europeas. Al contrario, en España, por haber renunciado a la revolución en nombre de los supuestos imperativos de la guerra civil, el campo "republicano" fue aplastado por Franco. Las armas enviadas por Stalin no impidieron nada.

Entonces, incluso en el marco de una guerra civil (y recordemos una vez más que a descargo en cierto modo de los terroristas que reivindicán la liberación de Jorge Ibrahim Abdallah, ellos también actúan en las condiciones de una guerra civil, la de Líbano), no sólo es legítimo sino indispensable que los revolucionarios proletarios desconfíen de las organizaciones que privilegian el terrorismo como método de combate y que más generalmente subordinan los métodos de la revolución social a los métodos militares.

Porque para los revolucionarios no basta con elegir entre el campo del imperialismo y el de la lucha de las organizaciones nacionalistas o estalinistas de los países pobres. No basta con reconocer el derecho de los nacionalistas irlandeses, palestinos, o de los estalinistas chilenos, de luchar a su manera contra el imperialismo o la dictadura a la que están confrontados. Si el rol de los revolucionarios proletarios se limitara a esto, podemos preguntarnos qué es lo que avala la existencia de organizaciones trotskistas independientes. Elegir un campo entre dos que no son los nuestros, no alcanza. Es necesario además que los revolucionarios para quienes el marxismo tiene todavía un sentido, reconozcan al proletariado el derecho, o más exactamente el deber, de llevar adelante su lucha independientemente con sus propios medios. Medios que a un momento dado suponen inevitablemente la lucha violenta y la lucha armada, pero medios siempre democráticos en relación a las masas comprometidas en la lucha. Esta lucha no es la de las diferentes organizaciones nacionalistas o estalinistas y sus aparatos terroristas.

De la misma manera, en Sudáfrica, no basta con que la lucha contra el apartheid sea legítima —¡y cuánto lo es!— para que desemboque en una revolución socialista y no en una nueva trampa dictatorial que se abatirá contra las masas negras, como lo demuestra el ejemplo de Zimbawe, su vecino.

Entonces, por supuesto, es indudablemente la

a commencé en Afrique du Sud, entre les masses noires et le pouvoir blanc. Et en ce qui concerne les conditions de la guerre civile, on l'a vu à plusieurs reprises dans les différents textes que nous avons cités, Trotsky, comme Lénine avant lui ont fait une exception, et considèrent que le terrorisme, en tant qu'acte de guerre parmi bien d'autres, peut avoir sa propre utilité politique, sans que pour autant, même dans ces conditions, ils en aient jamais fait une forme de lutte systématique. Mais qu'est-ce qui est permis ou ne l'est pas en la circonstance? "Il ne saurait y avoir pareilles réponses automatiques" disait donc Trotsky en ajoutant aussitôt: "Les questions de stratégie et de tactique révolutionnaire se confondent avec les problèmes de la morale révolutionnaire".

Or, précisément, à commencer par tous ces pays où l'épreuve de force est engagée entre les masses et le pouvoir en place, c'est sur la stratégie et la tactique révolutionnaires qu'il y a un fossé entre la politique menée par les organisations nationalistes et la politique que devrait mener un parti révolutionnaire prolétarien.

Oui, très certainement, une forme de terrorisme pratiquée par les masses noires, la jeunesse noire, dans les townships d'Afrique du Sud est non seulement légitime mais nécessaire dans la prise de conscience des masses noires de la nécessité de passer à la lutte armée contre le régime d'apartheid. Et dans un premier temps, c'est sans doute l'une des seules formes de lutte armée possible, dans la mesure où le rapport des forces est encore écrasant contre les Noirs.

Mais il reste à démontrer qu'en Afrique du Sud, les dirigeants nationalistes du mouvement noir "travaillent à préparer des formes de violence incluant la participation immédiate des masses et assurant cette participation", comme aurait dit Lénine en 1902, et non pas à mettre sur pied un appareil militaire et gouvernemental destiné à exercer leur propre dictature sur les masses...

Alors, même en Afrique du Sud, la rédaction de *Rouge* n'est-elle pas en train de justifier, sous la

légitimité de la révolte de la population noire, même si elle s'accompagne de violences, l'action de groupes militaires qui veulent certes supprimer ou réduire le pouvoir blanc, mais certainement pas pour le remplacer par un pouvoir de tout le peuple noir. S'ils agissent par ces méthodes et ces moyens, c'est pour constituer à l'avance une organisation politico-militaire, plus militaire que politique, qui puisse exercer le pouvoir sur le peuple noir, même si c'est au nom d'une nation noire.

De même quand *Rouge* écrit "qui peut nier la légitimité des actions armées du "Front Patriotique Manuel Rodriguez" pour se débarrasser de Pinochet?".

Bien sûr, personne de par le monde n'aurait pleuré Pinochet si les auteurs de l'attentat qui le visait ne l'avaient pas, malheureusement, — bien sûr, nous le pensons — raté.

Mais la "légitimité" envers qui? C'est là que cela se discute. Envers Pinochet? Pas de problème. Mais avec les prolétaires chiliens qui se battent, ou plus exactement qui se font massacrer avec courage et abnégation, c'est un autre problème.

L'utilisation du terrorisme, de l'action armée, n'est pas un gage d'appartenance au camp du prolétariat. On peut être partisan d'une révolution violente, sans être un révolutionnaire prolétarien pour autant (c'est-à-dire, sans vouloir, sans faire en sorte d'armer le prolétariat, moralement et physiquement) et tout faire pour diminuer "la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des chefs". Et la politique du Parti Communiste Chilien est un tout, elle, elle ne se juge pas sur un acte séparé du reste de sa politique. Au contraire, on juge de chaque acte séparé en fonction de la politique globale.

Et donc tout le problème est celui de la caution apportée (involontairement, certes, mais en politique les excuses ne servent à rien) par *Rouge*... à la politique des stalinien au Chili, et tient en ces quelques lignes.

between the black masses and white power. However, as we have seen in the above quotes, Trotsky, and Lenin before him, never viewed terrorism as a systematic form of struggle—even in the heat of the civil war—though they both agreed to make an exception, precisely in the case of civil wars, and to consider that terrorism might then be seen as an act of war like any other, with a political usefulness of its own. What then is permissible and what is not, in such circumstances? "There can be no such automatic answers", Trotsky said and he added: "Problems of revolutionary morality are fused with the problems of revolutionary strategy and tactics."

The problem is that it is precisely on questions of revolutionary strategy and tactics that there is a gap between the policy of nationalist organizations and the policy a revolutionary proletarian party should carry out—starting in those countries where the test of strength between the masses and the authorities has already begun.

It is indeed certain that a form of terrorism carried out by the black masses, and youth in South Africa's townships, is not only a legitimate thing, it is also a necessary step for the black masses to become aware of the need to take up arms against the apartheid regime. In a first stage, it is probably one of the few possible forms of armed struggle, to the extent that the relationship of forces is still overwhelmingly unfavorable to black people.

It still remains to be proven that the nationalist leaders of the black movement in South Africa "work for the preparation of such forms of violence as were calculated to bring about the direct participation of the masses and which guaranteed that participation.", (as Lenin would have said in 1902), and are not in fact busy setting up a government and military apparatus aimed at imposing their own dictatorship over the masses...

So, even in the case of South Africa, is not the author of the article in *Rouge* in fact justifying—

when he talks of the legitimacy of the black people's revolt, including through violent actions—the activities of military groups who certainly want to smash or subdue white power but not to replace it with a power of the entire black people. They use such ways and means in order to set up in advance a political-military organization—more military than political—that will allow them to exercise power over the black people, even though they might do so in the name of the black nation.

In the same way, *Rouge* wrote: *"Who could deny the legitimacy of the armed attempts by the Manuel Rodríguez Patriotic Front to get rid of Pinochet?"*

Of course, if those who attacked Pinochet had not unfortunately failed, no one in the world would have shed a tear on his corpse—and we mean this.

"Legitimacy", yes, but with regard to whom? There lies the problem. With regard to Pinochet, the terrorists' legitimacy is obvious. But with regard to the Chilean workers who fight, or rather who get killed with courage and self-abnegation, it is a different thing.

The recourse to terrorism, to armed struggle, is not proof that one has taken sides with the proletariat. You can be in favor of violent revolution and nonetheless not be a proletarian revolutionary. Being a proletarian revolutionary that implies that you want to arm the proletariat, that you act in such a way as to ensure its being armed, morally and physically, and that you do nothing that could diminish *"the faith of the masses in themselves and their organization, replacing it by the worship for the leaders"*. The policy of the Chilean Communist Party forms a whole; it cannot be judged on a single act, separated from the rest of its policies. On the contrary, each of its acts must be judged in function with its global policy.

The whole problem then boils down to the fact that *Rouge* has backed up—unintentionally, to be sure, but in politics excuses are pointless—the political line ...of the Stalinists in Chile. This is summed up in these few lines of theirs.

guerra la que ha comenzado en Sudáfrica, entre las masas negras y el poder blanco. En lo que se refiere a las condiciones de la guerra civil, lo hemos visto en repetidas ocasiones en los diferentes textos que hemos citado, tanto Trotsky como Lenin antes, han hecho una excepción y consideran que el terrorismo, como acto de guerra entre otros muchos, puede tener su propia utilidad política, sin que para eso, aun en tales condiciones, ellos nunca la hayan tomado como una forma de lucha sistemática. Pero, ¿Qué está permitido o no, en tal circunstancia? *"No pueden existir tales respuestas automáticas"* decía pues Trotsky añadiendo inmediatamente después: *"Los problemas de estrategia y de táctica revolucionaria se confunden con los problemas de la moral revolucionaria"*.

Ahora bien, si consideramos primero todos estos países en que ya han comenzado a darse pruebas decisivas entre las masas y el poder vigente, es precisamente sobre los puntos de la estrategia y de la táctica revolucionaria donde hay una divergencia profunda entre la política realizada por las organizaciones nacionalistas y la política que debería llevar a cabo un partido revolucionario proletario.

Es cierto, sí, que una forma de terrorismo utilizada por las masas negras, la juventud negra, en los *"townships"* de Sudáfrica no sólo es legítima sino que es necesaria para que las masas negras tomen conciencia de la necesidad de pasar a la lucha armada contra el régimen de apartheid. Y en un primer momento es sin duda una de las únicas formas de lucha armada posible en la medida en que la correlación de fuerzas queda todavía aplastantemente desfavorable a los Negros.

Pero queda por demostrar que, en Sudáfrica, los dirigentes nacionalistas del movimiento negro *"trabajan a preparar formas de violencia que incluyan la participación inmediata de las masas y que aseguren esta participación"* como lo hubiera dicho Lenin en 1902, y no a poner en pie un aparato militar y gubernamental destinado a ejercer su propia dictadura en las masas.

Por eso, incluso en lo de Sudáfrica ¿no estará justificando la redacción de *Rouge*, con el pretexto de

la legitimidad de la revuelta de la población negra, incluso acompañada de violencias, la actuación de unos grupos militares? que por cierto quieren suprimir o reducir el poder de los blancos pero que —es cierto también— no quieren remplazarlo por un poder de todo el pueblo negro? Utilizan esos métodos y esos medios para constituir previamente una organización político-militar, más militar que política que pueda ejercer su poder sobre el pueblo negro, incluso si lo hacen en nombre de una nación negra.

Y también cuando *Rouge* escribe: *"¿quién puede negar la legitimidad de las acciones armadas del Frente Patriótico Manuel Rodríguez para sacar a Pinochet?"*

Por supuesto, nadie en el mundo hubiera llorado por Pinochet si los autores del atentado contra él no hubieran fracasado desgraciadamente —claro que lo pensamos—.

Pero la legitimidad, ¿con respecto a quién? Aquí empieza la discusión. ¿Con respecto a Pinochet? No hay problema. Pero con respecto a los proletarios chilenos que se hacen masacarar con coraje y abnegación, es otro problema.

La utilización del terrorismo, de las acciones armadas no es la garantía de que uno pertenece al campo del proletariado. Uno puede ser partidario de una revolución violenta sin ser un revolucionario proletario por ello.

Es decir sin esforzarse por armar al proletariado moral y físicamente, ni hacer nada que pueda disminuir la confianza de las masas en sí mismas y en su organización sustituyéndola por la adoración de los jefes. Pues la política del Partido Comunista chileno es un conjunto; no se juzga, tomando en cuenta una acción separada del resto de su política. Al contrario se juzga cada acción en función de la política global.

Entonces, todo el problema es el aval que (involuntariamente es cierto, pero en política las excusas no sirven para nada), *Rouge* da a la política de los estalinistas en Chile, y que se resume en estas pocas líneas.

Le gouvernement espagnol peut-il négocier avec l'ETA ?

"Il n'y a pas eu, il n'y a pas et il n'y aura pas de négociation avec l'ETA" a déclaré au début août le chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez. Ce qui n'a pas empêché l'hebdomadaire *Cambio-16*, pourtant peu suspect de sympathies pour l'ETA, de titrer le 8 septembre "*Dialogue gouvernement-ETA : dix ans de contacts continus*", et de recenser, en citant parfois lieux et noms d'interlocuteurs, une dizaine de tentatives de négociation ayant eu lieu au cours de la décennie.

Bien sûr, rien ne prouve que les assertions de *Cambio* soient entièrement exactes. Mais ce qui leur donne du crédit, c'est que ce sont de telles conversations entre *etarras* et responsables du gouvernement espagnol qui ont abouti en 1982 à l'autodissolution de la branche "politico-militaire" de l'ETA.

Depuis cette date, l'ETA militaire (ETA-m) est l'unique branche du mytique ETA ("Euskadi Ta Askatasuna", "le Pays Basque dans la Liberté, créé en 1959 par un groupe de jeunes nationalistes radicaux) qui continue à utiliser les méthodes de la lutte terroriste contre l'État espagnol.

L'arrivée des socialistes au gouvernement, en 1982,

Can the Spanish government negotiate with the ETA?

"There has not been, there is not, and there will not be negotiations with the ETA." This is what the head of the Spanish government, Felipe Gonzalez, came out with in the beginning of August. This did not stop the weekly publication *Cambio-16* (which is certainly not to be suspected of having sympathies with the ETA) from headlining its 8 September issue "*Government-ETA Dialogue: Ten years of continual contact*." And to verify this, they cited some places, and names of negotiators, as evidence of the fact that a dozen tentative negotiations had taken place in the course of the decade.

Certainly, there is nothing to prove that the assertions of *Cambio-16* are entirely exact. But what makes it more credible is that it was conversations of that kind between ETA-members and representatives of the Spanish government, that ended up in 1982 with the self-dissolution of the "political-military" branch of the ETA. (Euskadi Ta Askatasuna—*Euskadi In Liberty*).

Since this date, the military ETA (ETA-m) is the only branch of the mythical ETA—created in 1959 by a group of young radical nationalists—which continues to use terrorist methods of struggle

¿ Puede negociar el gobierno español con ETA ?

"No ha habido, no hay y no habrá negociación con ETA", ha declarado a principios de agosto el jefe del gobierno español Felipe González. Lo cual no ha impedido al semanario *Cambio 16*, del que no se puede sospechar que tenga ninguna simpatía por ETA, publicar el 8 de septiembre un artículo bajo el título "*Diálogo gobierno-ETA : diez años de continuos contactos*", en el cual se muestra, citando a veces lugares y nombres de interlocutores, la existencia de una decena de tentativas de negociación durante la última década.

Nada prueba, desde luego, que las afirmaciones de *Cambio 16* sean exactas. Pero lo que las acredita es que ha sido a través de ese tipo de conversaciones entre *etarras* y responsables del gobierno español como se ha llegado en 1982 a la autodisolución de la rama "político-militar" de ETA.

Desde esta fecha la organización ETA militar (ETAm) es la única rama de la mítica ETA "Euskadi Ta Askatasuna": "Euskadi en la Libertad", creada en 1959 por un grupo de jóvenes nacionalistas radicales, que sigue utilizando los métodos de la lucha terrorista contra el Estado español.

La llegada de los socialistas al gobierno en 1982 no



Des membres de l'ETA-politico militaire donnant une conférence de presse, en 1979, en Pays Basque espagnol.

Members of the political-military branch of the ETA during a press conference inside the Spanish Basque country, 1979.

Miembros de la ETA-politico-militar dando una conferencia de prensa, en 1979, en el País Vasco español.

n'a pas répondu aux espoirs suscités durant la campagne électorale par Felipe Gonzalez, qui s'était engagé à résoudre le problème basque d'une manière définitive...

Les faits ont démontré que Felipe Gonzalez ne pensait pas résoudre le problème basque en accordant de nouvelles libertés, ou en restaurant celles qui avaient été foulées aux pieds par le franquisme, mais "à l'italienne", avec un plan pour "repentis" basé sur la réinsertion sociale de tous les militants de l'ETA qui s'engageraient à ne pas recommencer la lutte armée. Mais il était bien peu probable que les dirigeants de l'ETA acceptent ne serait-ce que d'écouter de semblables propositions.

Mais Felipe Gonzalez comptait avec d'autres atouts pour essayer d'acculer l'ETA-m : les pistoleros à la solde du GAL ("Groupe Anti-terroriste de Libération" groupe anti-ETA, recruté parmi la pègre française et manifestement téléguidé par la police espagnole), et surtout un changement dans la politique d'asile traditionnellement pratiquée par la France. Et c'est ce dernier fait qui semble créer le plus de difficultés à l'ETA-m.

A la fin de 1984, le gouvernement de Felipe Gonzalez avait déjà obtenu du gouvernement socialiste français l'extradition de trois supposés militants de l'ETA-m réclamés par la police espagnole, et l'adoption de mesures policières et administratives contre les réfugiés basques. Mais l'arrivée au gouvernement de Jacques Chirac a signifié un changement brutal pour ces réfugiés, car l'actuel gouvernement français a mis en vigueur une loi qui permet d'expulser n'importe quel étranger pour le simple fait d'être considéré par la police comme "une menace pour l'ordre public". Plusieurs réfugiés basques ont déjà été livrés à la police espagnole selon cette procédure, cependant que parmi les huit cents qui vivent en France, beaucoup craignent de l'être à leur tour.

Les actuels dirigeants français adoptent le même raisonnement que leurs prédécesseurs : "L'Espagne est une démocratie et rien ne justifie la continuation de la lutte au Pays Basque par des méthodes violentes...". Le nouveau ministre de l'Intérieur, Robert Pandraud, a même cru nécessaire de rappeler que "l'Espagne de Felipe Gonzalez n'est plus

l'Espagne de Franco". Il ne manquerait plus que cela ! Mais il existe cependant en Espagne une loi dite "antiterroriste" qui permet de détenir une personne, de la mettre au secret et de l'interroger pendant dix jours, ce qui fait que la police torture autant dans l'Espagne de Felipe Gonzalez que dans celle de Franco. La seule différence, c'est qu'avant cela ne pouvait pas se dire publiquement, et que maintenant on en parle parfois dans les journaux. Ainsi, il y avait par exemple à la mi-1985 cent quarante instructions ouvertes contre des gardes civiles et des policiers accusés d'avoir torturé des détenus, qui étaient presque tous des militants basques.

L'Espagne, aujourd'hui, n'est pas une dictature. Mais les militants de l'ETA-m ne sont pas non plus des délinquants de droit commun. Le problème basque est un problème politique, comme le montrent les résultats électoraux régulièrement obtenus par les organisations nationalistes (plus d'un million de voix), et en particulier ceux de Herri Batasuna, le bras politique de l'ETA-m, qui a obtenu aux dernières élections législatives plus de 230 000 voix ; comme le montre aussi la sympathie dont un important secteur de la population basque fait preuve vis-à-vis de l'ETA-m. Et ce problème politique n'est pas seulement issu des différences, réelles ou supposées, ethniques et culturelles, qui séparent les Basques de leurs voisins du sud ou du nord, mais aussi et surtout du fait d'avoir souffert pendant quarante ans la répression franquiste, avec tout ce que cela a pu accumuler de haines, de rancœurs, et de désirs d'indépendance. Et ce n'est pas parce qu'après la mort du dictateur l'Espagne a adopté par voie de référendum une tition (qui constituait dit en passant a été repoussée par plus de 63 % de la population basque), ce n'est pas parce qu'en 1986 un président portant l'étiquette socialiste est installé à la Moncloa, que le problème peut être considéré comme réglé.

Aujourd'hui, on spéculait beaucoup à propos des difficultés que traverse l'ETA-m, et certains le considéraient même moribond. Mais cela s'est déjà produit d'autres fois dans le passé, et à chaque fois, il s'est reconstitué et est revenu à la lutte. Malgré la terrible répression franquiste, l'ETA a toujours été capable de se renouveler et de maintenir ses activités. Et cela, il n'aurait pas pu le faire s'il n'avait pas pu compter, en plus de l'appui d'un important secteur de

against the Spanish state.

During the election campaign in 1982, Felipe Gonzalez promised he would resolve the Basque problem in a definitive way. This brought forward hopes which were not dealt with when the socialists came to power that year.

The facts have shown that Felipe Gonzalez has not thought of resolving the Basque problem either by granting new freedoms or by restoring those freedoms which have been trampled under foot by Francoism. Instead, he is going the "Italian" way, with a plan for "repenters" based on social rehabilitation of all the militants of the ETA who promise to no longer carry out an armed struggle. But it is hardly likely that the leadership of the ETA would even accept to listen to such propositions.

In any case, Felipe Gonzalez was counting on playing with other trump cards in order to try to drive the ETA-m into a corner: the hired gunmen of the GAL (Groupe anti-terroriste de libération—*Anti-terrorist Liberation Group* is an anti-ETA group recruited from among the French underworld and obviously controlled, by remote control, by the Spanish police.), and, above all, a change in the French traditional practice of political asylum. This latter fact has seemed to have created the most difficulty for the ETA-m.

At the end of 1984, the government of Felipe Gonzalez had already obtained from the socialist French government the extradition of three supposed militants of the ETA-m wanted by the Spanish police. It had also obtained the adoption of administrative and police measures against Basque refugees. But Jacques Chirac's coming into the government has meant a brutal change for these refugees. Now the French government has enforced a law which allows it to expell any foreigner for the simple fact of being considered by the police as "a menace to public order". Several Basque refugees have already been delivered to the Spanish police using this process. And among the eight hundred who live in France, many fear their turn might be coming.

The current French rulers have adopted the same reasoning as their predecessors: "Spain is a democracy and nothing justifies the continuation of the struggle in the Basque country by violent methods..." Robert Pandraud, the new minister of the interior, even found it necessary to recall that

"the Spain of Felipe Gonzalez is no longer the Spain of Franco." Well, that's a good thing to know! But nonetheless there exists in Spain a law called "anti-terrorist" which allows the detention, isolation, and "interrogation" of someone, for ten days which means that the police torture as much in the Spain of Felipe Gonzalez as they did in the Spain of Franco. The only difference is that before they could not talk about it publically, and now sometimes it is talked about in the newspapers. Thus, by mid-1985, for example, there were 140 investigations opened against the civil guard and the police accused of having tortured detainees, who were almost all Basque militants.

Spain, today, is not a dictatorship. But the militants of the ETA-m are not common criminals either.

The Basque problem is a political problem as is shown by the election results regularly obtained by the nationalist organizations (more than a million votes). And particularly those obtained by Herri Batasuna, the political wing of the ETA-m, who received more than 230,000 votes in the last parliamentary elections. It is also shown by the sympathy of a large section of the Basque population toward the ETA-m. And this political problem does not only come out of the differences, real or imagined, ethnic and cultural, which separate the Basque from their neighbors to the south or to the north, but also, and above all, it comes from the fact that they have suffered for forty years under the repression of Franco with all the accumulation of hatred and bitterness it implied, and the desire of independence it fostered. The problem cannot be considered as resolved just because after the dictator's death, Spain voted in a constitutional referendum (which, it should be said in passing, was rejected by 63 percent of the Basque population); or just because in 1986 a president who carries a socialist label has been installed in Moncloa.

Today, there is a lot of speculation about the difficulties thwarting the ETA-m, and some even consider it moribund. But this has already happened other times in the past, and each time it reconstituted itself and returned to the struggle. In spite of the terrible repression of Franco, the ETA has always been able to renew itself and maintain its activities. And it would never have succeeded in doing this had it not been able to count on the support of a large

respondió a las esperanzas suscitadas durante la campaña electoral por Felipe González, que se había comprometido a resolver el problema del País Vasco de una manera definitiva...

Los hechos han demostrado que Felipe González no pensaba resolver el problema vasco otorgando nuevas libertades o restaurando algunas que habían sido pisoteadas por el franquismo, sino "a la italiana", con un plan de "arrepentidos" basado en la reinserción social de todos los militantes de ETA que se comprometieran a no recomenzar la lucha armada. Pero, había muy pocas posibilidades de que los dirigentes de ETAm aceptaran siquiera escuchar semejantes proposiciones.

Pero Felipe González contaba con otras bazas, para tratar de acorralar a ETAm: los pistoleros a sueldo del GAL ("Grupo Anti-terrorista de Liberación": grupo terrorista anti-ETA que se recluta en el hampa francesa y que la policía española teleguía de toda evidencia) y, sobre todo, un cambio en la política de asilo practicada tradicionalmente por Francia. Y es esto último lo que parece estar planteando mayores dificultades a ETAm.

A finales de 1984, el gobierno de Felipe González obtuvo ya del gobierno socialista francés la extradición de tres supuestos militantes de ETAm reclamados por la policía española y la adopción de medidas policiales y administrativas contra los refugiados vascos. Pero la llegada de Jacques Chirac ha significado un cambio brutal para estos refugiados, pues el actual gobierno francés ha puesto en vigor una ley que permite expulsar a cualquier extranjero por el simple hecho de ser considerado por la policía como "una amenaza para el orden público". Varios refugiados vascos han sido ya entregados a la policía española por este procedimiento, mientras muchos de los 800 que viven en Francia temen serlo a su vez.

Los actuales dirigentes franceses adoptan el mismo razonamiento que los anteriores: "España es una democracia y nada justifica la continuación de la lucha en el País Vasco por métodos violentos...". El nuevo ministro encargado de la seguridad, Robert Pandraud, ha creído incluso necesario recordar que

"la España de Felipe González no es la España de Franco". ¡Faltaría más! No obstante, existe en España una ley llamada "antiterrorista" que permite detener, incomunicar e "interrogar" a un detenido durante diez días, lo cual ha dado pie a que la policía torture tanto en la España de Felipe González como en la de Franco. La única diferencia es que antes no se podía decir públicamente y que ahora, a veces, aparece en los periódicos. Así, por ejemplo, a mediados de 1985 había 140 sumarios abiertos contra guardia civiles y policías acusados de haber torturado a detenidos, casi todos militantes vascos.

España, hoy, no es una dictadura. Pero los militantes de ETAm tampoco son delincuentes comunes. El problema vasco es un problema político, como lo muestran los resultados electorales conseguidos regularmente por las organizaciones nacionalistas (más de un millón de votos), y en particular los de Herri Batasuna, el brazo político de ETAm, que ha obtenido en las recientes elecciones legislativas más de 230 000 votos, así como la simpatía que un importante sector de la población vasca muestra por ETAm. Y este problema político no ha surgido únicamente de las diferencias, reales o supuestas, étnicas y culturales, que los vascos tienen con sus vecinos del sur o del norte, sino también y sobre todo del hecho de haber sufrido cuarenta años de represión franquista con todo lo que ésta ha podido acumular en odios, rencores y deseos de independencia. Y no es porque tras la muerte del dictador se adoptara por vía de referendum una constitución (la cual, dicho sea de paso, fue rechazada por más del 63 % de la población vasca), no es porque en 1986 un presidente, con etiqueta socialista esté instalado en la Moncloa, que el problema puede considerarse resuelto.

Hoy se especula bastante acerca de las dificultades que ás del atraviesa ETAm y algunos la consideran incluso moribunda. Pero ello ya ha ocurrido otras veces en el pasado y, cada vez, se ha recompuesto y ha vuelto a la lucha. A pesar de la feroz dictadura franquista, ETA fue siempre capaz de renovarse y de mantener sus actividades. Y esto no lo hubiera podido hacer si no hubiera podido contar, además del apoyode un importante sector de la población, con una

la population, sur une jeunesse avide de lutter.

Il est donc loin d'être certain que l'ETA soit condamné à disparaître à court terme. Et beaucoup d'hommes politiques espagnols parlent de la nécessité, sinon de "négocier", du moins de "dialoguer" avec cette organisation, pour trouver une solution au problème basque.

Mais pourquoi toutes les précédentes tentatives de dialogue ont-elles échoué ? Pourquoi Felipe Gonzalez se refuse-t-il (au moins publiquement) à envisager toute possibilité de négociation ? Serait-ce parce que l'ETA poursuit des objectifs inacceptables pour les classes dominantes espagnoles ? Ou bien est-ce un problème politique d'un autre ordre qui a jusqu'ici rendue impossible toute solution au problème national basque ?

QUE VEUT L'ETA ?

Ce ne sont pas en tout cas les revendications sociales de l'ETA qui constituent un obstacle rendant impossible tout compromis entre l'État espagnol et l'organisation nationaliste basque. En effet, à l'époque de ses origines comme aujourd'hui, le programme de l'ETA a toujours fait preuve de radicalisme sur le plan nationaliste, et d'une grande modération sur le plan social.

La Première Assemblée de l'ETA fut par exemple convoquée à l'extérieur par des militants en exil au mois de mai 1962. Voici quelques extraits de sa déclaration de principes :

"ETA est un mouvement basque révolutionnaire de libération nationale (...). ETA considère que Euskadi est formé par les régions historiques d'Alava, du Guipuzcoa, du Labourd, de la Navarre, de la Biscaye et de la Soule (...). ETA (...) défend pour Euskadi (...) la garantie certaine et effective des droits de l'Homme (...) pour autant que ceux-ci ne viennent pas constituer un instrument (...) destiné à attenter contre la souveraineté d'Euskadi, et à y implanter un régime dictatorial (qu'il soit fasciste ou communiste). (...) ETA, sur le terrain social, préconise pour le Pays Basque ; (...) la valorisation du Travail et du Capital —aussi bien privé que public— comme parties intégrantes de l'entreprise, participant proportion

section of the population, and on the eagerness of the youth to struggle.

Thus it is far from certain that the ETA might be condemned to disappear in the short run. And a lot of the Spanish politicians speak of the necessity, if not *to negotiate* at least *to have a dialogue* with this organization in order to find a solution for the Basque problem.

But why have all the previous attempts at a dialogue failed? Why has Felipe Gonzalez refused—at least publically—to foresee any possibility of negotiations? Could it be because the ETA is looking for objectives which are unacceptable to the dominant Spanish classes? Or is it just a political problem of a different order which until now has meant that all solutions to the Basque national problem are impossible?

WHAT DOES THE ETA WANT?

In any case, the social demands of the ETA are not the obstacles standing in the way of any compromise between the Spanish state and the Basque nationalist organizations. In effect, at the time of its origin as well as today, the ETA's program has always proved to be radical on the nationalist level and very moderate on the social level.

For example, the First Assembly of the ETA was summoned by the militants in exile during the month of May 1962 and took place outside the country. Here are some extracts of their declaration of principles:

"ETA is a Basque revolutionary movement for national liberation... ETA considers that Euskadi is formed by the historic regions of Alava, Guipuzcoa, Labourd, Navarre, Biscaye, and Soule... ETA wants for Euskadi sure and effective guarantees of human rights... as long as human rights do not become an instrument... aimed at attacking the sovereignty of Euskadi and at bringing in a dictatorial regime (whether it be fascist or communist)... On the social level, ETA advocates for the Basque country: ... to increase the value of Labor and Capital—private as well as public—as integral parts of any business, participating proportionally and on equal footing in its joint administration and in its benefits. ... In that

juventud ansiosa de luchar.

Está lejos pues de ser cierto que ETAm esté condenada a desaparecer a corto plazo. Y muchos políticos españoles hablan de la necesidad, si no de "negociar", al menos de "dialogar" con esta organización para encontrar una solución al problema vasco.

Pero ¿por qué han fracasado todas las anteriores tentativas ? ¿ Por qué Felipe González se niega (al menos públicamente) a tomar en consideración cualquier posibilidad de negociación ? ¿ Será acaso porque ETA persigue objetivos inaceptables para las clases dominantes españolas ? ¿ O bien es un problema político de otro orden el que ha rendido imposible hasta hoy cualquier solución del problema nacional vasco ?

¿QUE QUIERE ETA ?

En todo caso, no son las reivindicaciones sociales de ETA que constituyen un obstáculo, haciendo imposible toda negociación entre el Estado español y la organización nacionalista vasca. En efecto, tanto en sus origines como hoy, el programa de ETA siempre ha hecho prueba de radicalismo en el plano nacionalista, y de una gran moderación en el plano social.

La Primera Asamblea de ETA fue por ejemplo convocada en el exterior por militantes en exilio en el mes de mayo de 1962. He aquí algunos extractos de su declaración de principios : "ETA es un movimiento vasco revolucionario de liberación nacional (...) ETA considera que Euskadi está integrada por las regiones históricas de Alava, Guipúzcoa, Laburdi, Navarra, Vizcaya y Zuberoa (...) ETA, propugna para Euskadi (...) la garantía cierta y efectiva de los derechos del hombre (...) siempre que éstos no vengán a constituir un instrumento (...) destinado a atentar contra la soberanía de Euskadi, a implantar en ella un régimen dictatorial (sea fascista o comunista) (...) ETA manifiesta su aconfesionalidad y la propugna para la constitución de Euskadi (...) ETA, en el área social, preconiza para el País Vasco : (...) la calificación del Trabajo y Capital —tanto privado como público— como elementos integrantes de la Empresa, en cuya



Lors de la visite du roi Juan Carlos à Guernica, une vingtaine d'élus de "Herri Batasuna" lèvent le poing et chantent leur hymne avant d'être expulsés.

During King Juan Carlos's visit in Guernica, twenty or so deputies of "Herri Batasuna" singing their hymn with their fists raised, before being expelled.

Durante la visita del Rey Juan Carlos en Guernica, unos veinte elegidos de "Herri Batasuna" levantan el puño cantando su himno, antes de que les expulse.

nellement et d'une manière équivalente à sa cogestion et à ses bénéfices (...). ETA, en ce qui concerne la culture nationale, exige pour Euskadi: (...) la proclamation de l'euskera comme unique langue nationale (...)."

Comme on peut le voir, ce premier programme politico-social était assez ambiguë. Maximaliste sur le plan national, aussi bien en ce qui concerne le territoire (ETA revendique les provinces françaises du Labourd et de la Soule) comme de la langue, il mettait en revanche un signe égal entre le communisme et le fascisme et était clairement d'inspiration démocrate-chrétienne sur le plan social.

Bien des années ont passé depuis cette Première Assemblée, au cours desquelles l'ETA a connu une existence agitée, non seulement dans sa lutte contre l'État espagnol, mais aussi à cause de ses démêlées internes. Sous l'influence de divers courants tiers-mondistes, comme conséquence aussi des liens qu'il a tissés à différents moments de son histoire avec les travailleurs basques, il a adopté un vocabulaire "socialiste". De son sein sont même sortis des courants se réclamant du marxisme révolutionnaire. Mais son programme n'est en fait pas différent de ce qu'il était il y a vingt-cinq ans.

"L'ALTERNATIVE KAS"

Dans un manifeste publié en novembre 1974, l'ETA-m appelait tous les secteurs indépendantistes et "anti-oligarchiques" à s'unir dans un front commun qui sache offrir une alternative démocratique réelle, indiquant que serait rapidement publié un programme minimum qui serait la base des futures négociations pour établir un "cessez-le-feu".

Ce programme minimum, cependant, ne fut pas rendu public avant 1976, et est connu aujourd'hui sous le nom d'"alternative KAS", qui est le nom d'une coalition (Koordinadora Abertzale Sozialista: Coordination Patriote Socialiste), formée en 1975 par l'ETA politico-militaire et des groupes politiques *abertzales* (patriotes), appuyée par l'ETA-m à partir de 1977, et d'où est sorti depuis le noyau initial de Herri Batasuna.

Ce programme est toujours aujourd'hui celui qui

sert de référence à l'ETA-m.

Le programme KAS comprend cinq points :

"1. Amnistie : comprise tactiquement comme la libération de tous les prisonniers politiques basques.

2. Libertés démocratiques : légalisation de tous les partis politiques indépendantistes sans nécessité d'édulcorer leurs statuts.

3. Expulsion d'Euskadi-sud des corps de police espagnols, c'est-à-dire Garde civile, Police nationale et Corps général de police, et leur remplacement par des forces autonomes au service des citoyens basques et sous les ordres du gouvernement basque.

4. Amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et spécialement pour la classe ouvrière.

5. Statut d'autonomie qui contienne au moins les conditions suivantes :

- Entrée en vigueur en même temps dans les quatre régions historiques d'Euskadi-sud.

- Reconnaissance de la souveraineté nationale d'Euskadi. Droit à l'autodétermination, y compris droit à la création d'un État propre et indépendant.

- Reconnaissance des liens nationaux existants entre Euskadi-nord et Euskadi-sud.

- Les forces armées encasernées en Euskadi seront sous le contrôle du gouvernement basque.

- Le peuple basque sera doté de pouvoirs suffisants pour pouvoir se doter à chaque moment des structures économiques qu'il considèrera socialement et politiquement les plus appropriées à son progrès et à son bien-être.

- L'euskara, notre langue nationale, aura un caractère officiel et prioritaire ; on adoptera un bilinguisme réel avec le castillan."

(Texte extrait de la "Réponse de l'ETA à M. Guidoni", publié par *Punto y Hora*, n°369, du 30 novembre 1984. Guidoni, ambassadeur à Madrid du gouvernement socialiste français de l'époque, ayant servi d'intermédiaire officieux entre l'ETA-m et le gouvernement espagnol).

Le côté radical de l'"alternative KAS", c'est donc uniquement en ce qui concerne les revendications nationales, car dans ce qui touche au social, "l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires et spécialement de la classe

which concerns national culture, the ETA demands for Euskadi: ... the proclamation of Euskera as the only national language ..."

As one can see, ETA's first political-social program is somewhat ambiguous. It has maximum demands on the national level concerning territory (ETA claims the French provinces of Labourd and Soule), as well as concerning language. However, it puts an equal sign between communism and fascism, and on the social level, ETA was clearly inspired by Christian-democracy.

Many years have passed since this First Assembly and in the course of those years the ETA has had an agitated existence, not only in the struggle against the Spanish state, but also because of its internal unravelling and contestation. Under the influence of diverse third-world currents, and also as a consequence of the ties it has woven at different moments in its history with the Basque workers, the ETA has adopted a "socialist" vocabulary. And even tendencies claiming to be revolutionary Marxist have come out of it. But in fact, ETA's program is not different from that which they had twenty-five years ago.

THE KAS ALTERNATIVE

In a manifesto published in November 1974, the ETA-m called on all independentist and "anti-oligarchic" sectors to come together in a united front which would know how to offer a real democratic alternative, indicating that it would quickly publish a minimum program which could be the basis of future negotiations to establish a "cease-fire".

Nonetheless, this minimum program did not become public until 1976, and it is known today under the name of *the KAS Alternative*, which is the name of a coalition (Koordinadora Abertzale Sozialista—*Socialist Patriotic Coalition*). This was formed in 1975 by the ETA political-military section and its political *abertzales* (patriotic) groups. It was supported by the ETA-m as of 1977. Out of this grouping came the initial group of Herri Batasuna.

Its program is still that which serves as a reference for the ETA-m.

The KAS program comprises five points:

1. *Amnesty: understood tactically as the liberation of all the Basque political prisoners.*
2. *Democratic freedoms: legalization of all the independentist political parties without the necessity of sweetening up their by-laws.*
3. *Expulsion of the Spanish police forces from South Euskadi—that is to say, the Civil Guard, the National Police and the General Police Force—, and replacing them by autonomous forces at the service of the Basque citizens and under the orders of the Basque government.*
4. *Betterment of living conditions and of working conditions for the popular classes and especially for the working class.*
5. *Autonomy status which ought to contain at least the following conditions:*
 - *Autonomy to be enforced at the same time in the four historic regions of South Euskadi.*
 - *Recognition of the national sovereignty of Euskadi. The right of self-determination including the right to create an independent state for itself.*
 - *Recognition of the existing national ties between North and South Euskadi. The armed forces in barracks in Euskadi will be under the control of the Basque government.*
 - *The Basque people will be endowed with enough power to be able to endow itself at any moment with the economic structures it considers socially and politically the most appropriate for its progress and its well-being.*
 - *Euskera, our national language, will be official and will have priority. A real bilingualism with Castilian will be adopted."*

(Extracts from "ETA's answer to M. Guidoni", published by Punto y Hora, issue number 369 of 30 November 1984. Guidoni was the then ambassador to Madrid representing the French socialist government and was serving as the unofficial intermediary between the ETA-m and the Spanish government).

The only radical side of the KAS Alternative is that which concerns national demands. As for social demands, "the betterment of living conditions and of working conditions for the popular classes and

cogestión y beneficios participarán proporcional y correspondientemente (...) ETA, en el orden de la cultura nacional, exige para Euskadi: (...) la proclamación del euskera como única lengua nacional (...)"

Como puede verse, este primer programa político-social era bastante ambiguo. Maximalista en el plano nacional, tanto a nivel de territorio, (ETA reivindica las provincias francesas de Laburdi y Zuberoa) como de lengua, equiparaba en cambio el comunismo con el fascismo y era de clara inspiración democristiana en el plano social.

Muchos años transcurrieron después de esta Primera Asamblea, en el correr de los cuales ETA ha conocido una existencia agitada, no sólo en su lucha contra el Estado español, sino también a causa de sus querellas internas. Bajo la influencia de diversas corrientes tercermundistas, como consecuencia también de los lazos que ella ha tejido en diferentes momentos de su historia con los trabajadores vascos, ha adoptado un vocabulario "socialista". De su seno han salido incluso corrientes reclamándose del marxismo revolucionario. Pero su programa no es de hecho diferente de lo que era hace veinte años.

LA ALTERNATIVA KAS

En un manifiesto publicado en noviembre de 1974, ETAm hacía un llamamiento a todos los sectores independentistas y "antioligárquicos" a unirse en un frente común que sepa ofrecer una alternativa democrática real, señalando que se anunciará en breve un programa de puntos mínimos que será la base de una futura negociación para establecer un "alto el fuego".

Este programa mínimo, sin embargo, no fue hecho público hasta 1976 y hoy es conocido con el nombre de "alternativa KAS", que es el nombre de una coalición "Koordinadora Abertzale Sozialista", formada en 1975 por ETAp-m y grupos políticos "abertzales" (patriotas), apoyada por ETAm a partir de 1977 y de la que salió después el núcleo inicial de Herri Batasuna.

Este programa es todavía hoy el que sirve de

referencia a ETA-m. El programa KAS consta de cinco puntos:

- 1) *Amnistía: Entendida tácticamente como liberación de todos los presos políticos vascos.*
- 2) *Libertades democráticas: Legalización de todos los partidos políticos independentistas sin necesidad de rebajar sus estatutos.*
- 3) *Expulsión de Euskadi Sur de los cuerpos policiales españoles, es decir Guardia civil, Policía nacional y Cuerpo general de policía, y su sustitución por las fuerzas autóctonas al servicio de los ciudadanos vascos y bajo las órdenes del Gobierno vasco.*
- 4) *Mejora de las condiciones de vida y trabajo para las clases populares y especialmente para la clase obrera.*
- 5) *Estatuto de Autonomía que cuando menos llene los siguientes requisitos:*
 - *Entrada en vigor en las cuatro regiones históricas de Euskadi Sur a la vez.*
 - *Reconocimiento de la soberanía Nacional de Euskadi. Derecho a la autodeterminación incluido el derecho a la creación de un Estado propio e independiente.*
 - *Reconocimiento de los lazos nacionales existentes entre Euskadi Norte y Euskadi Sur.*
 - *Las fuerzas armadas acuarteladas en Euskadi estarán bajo el control del Gobierno vasco.*
 - *El pueblo vasco estará dotado de poderes suficientes como para dotarse en cada momento de las estructuras económicas que considere social y políticamente más convenientes para su progreso y bienestar.*
 - *El Euskera, nuestra lengua nacional, tendrá un carácter oficial y prioritario; adaptándose un bilingüismo real con el castellano.*

(Texto extraído de la "Repuesta de ETA al Sr. Guidoni", publicada por Punto y hora, nº 369, del 30 de Noviembre de 1984, Guidoni, embajador en Madrid del gobierno socialista francés de la época que sirvió de intermediario oficioso entre ETAm y el gobierno español).

El lado radical de la "alternativa KAS" se encuentra, pues, únicamente en las reivindicaciones nacionales, ya que en cuanto a lo social, la "mejora de las condiciones de vida y trabajo para las clases

ouvrière", comme la revendication que le peuple basque puisse "se doter à chaque moment des structures économiques qu'il considérera socialement et politiquement les plus appropriées à son progrès et à son bien-être", sont des formules tellement floues qu'elles ne dépareraient pas les discours de n'importe quel libéral bourgeois.

Mais même les revendications nationalistes radicales de l'ETA ne sont pas incompatibles avec les intérêts de la bourgeoisie espagnole. L'ETA ne revendique pas l'indépendance du Pays Basque, la sécession. Il revendique un vrai statut d'autonomie et le droit intégral à l'autodétermination (y compris c'est vrai le droit de séparation) pour le Pays Basque.

Sur ce plan, la bourgeoisie espagnole pourrait céder beaucoup sans rien perdre. Elle pourrait pour le moins aller jusqu'à la création d'un État fédéral sans que cela lui pose plus de problèmes que la constitution fédérale suisse n'en pose à la bourgeoisie helvétique.

Étant donné l'interpénétration économique qui existe aujourd'hui entre le Pays Basque et le reste de l'Espagne, et entre la bourgeoisie madrilène et celle de Bilbao, un Euskadi réellement autonome, possédant sa propre police, ne coûterait pas plus cher à la bourgeoisie espagnole que l'état de guerre larvée que connaît le Pays Basque depuis des années, et n'empêcherait pas les capitalistes espagnols, basques... ou de toute autre nationalité de continuer à tirer de la plus-value des travailleurs (basques ou non) exploités en Euskadi, tout comme aujourd'hui.

L'ÉTAT ESPAGNOL, COMME LE PROBLÈME BASQUE EST UN HERITAGE DU FRANQUISME

Mais politiquement, le problème est moins simple. La guerre civile de 1936-1939 n'a pas seulement été une guerre contre la classe ouvrière, elle a aussi été une guerre contre les autonomismes basque et catalan qui avaient lié leur sort à celui de la République. Le bras militaire de l'appareil d'État espagnol (l'armée, la garde civile, la police), a été

formé dans la tradition de l'Espagne "une et grande".

Les statuts d'autonomie accordés dans la période de la réforme politique à la Catalogne et au Pays Basque, pour limités qu'ils soient, ont déjà fait grincer bien des dents dans les milieux de l'appareil d'État (si de tels statuts ont ensuite été accordés à toutes les régions d'Espagne — aujourd'hui constituée par rien moins qu'une vingtaine d'entités autonomes — cela n'en démontre que mieux que toutes ces autonomies sont du toc).

Alors, il est hors de doute que si le gouvernement espagnol envisageait de faire des concessions à l'ETA, il aurait à affronter un grave problème avec son appareil d'État.

Il est significatif, de ce point de vue, que les précédentes tentatives de "dialogues" avec les nationalistes basques aient échoué généralement soit parce que l'ETA réclamait que ces négociations fussent rendues publiques, soit parce que des bruits avaient filtré sur leur existence.

L'ETA est tellement conscient du fait que ceux qui décident vraiment à Madrid ne sont pas les ministres et chef du gouvernement en titres, mais les généraux et les chefs de la police, qu'il revendique de négocier avec les "pouvoirs de fait", qu'il veut que ce soient des représentants de l'armée et de la police qui garantissent le sérieux des négociations.

Et cette opposition à toute concession sur ce terrain du très réactionnaire appareil d'État espagnol est encore plus un problème pour Felipe Gonzalez (déjà coupable de se dire "socialiste") que pour les gouvernements de droite qui l'on précédé.

Ce gouvernement "socialiste" couvre au contraire toutes les exactions de sa police au Pays Basque. C'est ainsi qu'au début septembre, il s'est opposé (contre l'avis de tout le corps judiciaire) à ce que des gardes civiles participent à une procédure d'identification demandée par un juge pour éclaircir un cas prouvé de torture. (Et ce n'est évidemment pas ce genre de chose qui diminuera l'audience de l'ETA au Pays Basque).

Il ne s'agit pas là d'une inconséquence du président du gouvernement espagnol. L'Espagne a beau être aujourd'hui un régime parlementaire, Felipe Gonzalez est l'héritier, peut-être inattendu, mais qui se veut

especially for the working class", as well as the demand that the Basque people should be able "to endow itself at any moment with the economic structures which it considers socially and politically the most appropriate with its progress and its well-being", are formulas which are so vague that they would not marr the speech of any kind of bourgeois liberal.

But even the radical nationalist demands of the ETA are not incompatible with the interests of the Spanish bourgeoisie. The ETA does not demand independence or secession for the Basque country. It demands a true autonomous status and the integral right of self-determination (which includes, it is true, the right of separation) for the Basque country.

With this plan, the Spanish bourgeoisie should be able to back down a lot without losing anything. It should be able to go at least as far as the creation of a federal state without it being any more of a problem to it than the federal constitution of Switzerland is a problem to the Swiss bourgeoisie.

Given the economic interpenetration which exists today between the Basque country and the rest of Spain, and between the Madrid bourgeoisie and that of Bilbao, a really autonomous Euskadi having its own police, would not cost the Spanish bourgeoisie any more than the covered and disguised state of war that the Basque country has known for several years. And this would not block the Spanish, Basque, or any other nationality of capitalists, to continue to draw out surplus value from the workers (Basque or not) who are exploited in Euskadi, just as today.

THE SPANISH STATE, JUST AS THE BASQUE PROBLEM, IS A HERITAGE FROM FRANCOISM

But politically, the problem is not so simple. The civil war of 1936-39 was not only a war against the working class. It was also a war against those seeking the autonomy of the Basque country and of Catalonia who had tied their fate to that of the republic. The military arm of the Spanish state apparatus (the army, the civil guard, the police), had been formed in the tradition of a "united and great" Spain.

The status of autonomy (however limited it was) accorded to Catalonia and the Basque country during the period of political reform has already caused a lot of the personnel of the state apparatus to grind their teeth. (The fact that such statuses have since been accorded to all the regions of Spain—which is made up today of nothing less than around twenty autonomous entities—stands as a further proof that this so-called autonomy status is a bunch of rubbish.)

Thus it is beyond doubt that if the Spanish government would envision making concessions to the ETA, it would have to confront a serious problem in its state apparatus.

It is significant from this point of view, that the preceding attempts at a *dialogue* with the Basque nationalists had generally failed either because the ETA demanded that these negotiations should be made public, or because reports filtered through of the existence of these negotiations.

The ETA is very conscious of the fact that those in Madrid who really decide are not the ministers and the titled heads of government. But they are rather the generals and the chiefs of police. The ETA is so conscious of this that it demands to negotiate with the "de facto powers". The ETA wants representatives of the army and of the police to guarantee the seriousness of the negotiations.

And this opposition to all concessions on this field from the very reactionary Spanish state apparatus is even more of a problem for Felipe Gonzalez (already guilty of calling himself a "socialist") than for the right-wing governments which preceded him.

The "socialist" government, on the other hand, covers up all the excesses of its police in the Basque country. This was the case in the beginning of September, when contrary to the advice of the whole judiciary staff, the government was against having the civil guards participate in an identification procedure demanded by a judge in order to clarify a proven case of torture. (And this is evidently not the kind of thing to reduce the support given to the ETA in the Basque country!)

The president of the Spanish government is not being inconsistent. Today's Spain may well be a parliamentary regime. The fact remains that Felipe Gonzalez is a successor to Franco, albeit an

populares y especialmente para la clase obrera", así como la reivindicación de que el pueblo vasco pueda "dotarse en cada momento de las estructuras económicas que considere social y políticamente más convenientes para su progreso y bienestar", son unas fórmulas tan vagas que no sorprendería encontrarlas en el discurso de cualquier liberal burgués.

Pero tampoco las reivindicaciones nacionalistas radicales de ETA son incompatibles con los intereses de la burguesía española. ETA no reivindica la independencia del País Vasco, la escisión. Reivindica un verdadero estatuto de autonomía y el pleno derecho a la autodeterminación (incluido, es cierto, el derecho de separación) para el pueblo vasco.

En este terreno, la burguesía española podría ceder mucho sin perder nada. Podría ir, por lo menos, hasta la creación de un estado federal sin que ello le planteara más problemas que la constitución suiza le plantea a la burguesía helvética.

Dada la interpenetración económica que existe hoy entre el País Vasco y el resto de España, y entre la burguesía madrileña y la de Bilbao, un Euskadi realmente autónomo, poseyendo su propia policía, no costaría más caro a la burguesía española que el estado de guerra larvada que existe en el País Vasco desde hace años, y tampoco impediría a los capitalistas españoles, vascos... o de cualquier otra nacionalidad seguir extrayendo plusvalía de los trabajadores (vascos o no) explotados en Euskadi, igual como hoy.

EL ESTADO ESPAÑOL, COMO EL PROBLEMA VASCO, ES UNA HERENCIA DEL FRANQUISMO

Pero, políticamente, el problema es menos simple. La guerra civil de 1936-39 no fue sólo una guerra contra la clase obrera, sino también una guerra contra el autonomismo vasco y catalán, que habían atado su destino al de la República. El brazo militar del aparato de Estado español (el ejército, la guardia civil, la policía) ha sido formado por el franquismo dentro de la tradición de la España "una y grande".

Los estatutos de autonomía acordados durante el

período de la reforma política a Cataluña y al País Vasco, por limitados que sean, hicieron ya rechinar muchos dientes en los medios del aparato de Estado (y el hecho de que tales estatutos hayan sido acordados posteriormente a todas las regiones de España—constituida actualmente por nada menos que una veintena de entidades autónomas—no hace sino demostrar mejor que estas autonomías son puro oropel).

Entonces, está fuera de duda que si el gobierno español proyectara hacer concesiones a ETA, tendría un grave problema con su propio aparato de Estado.

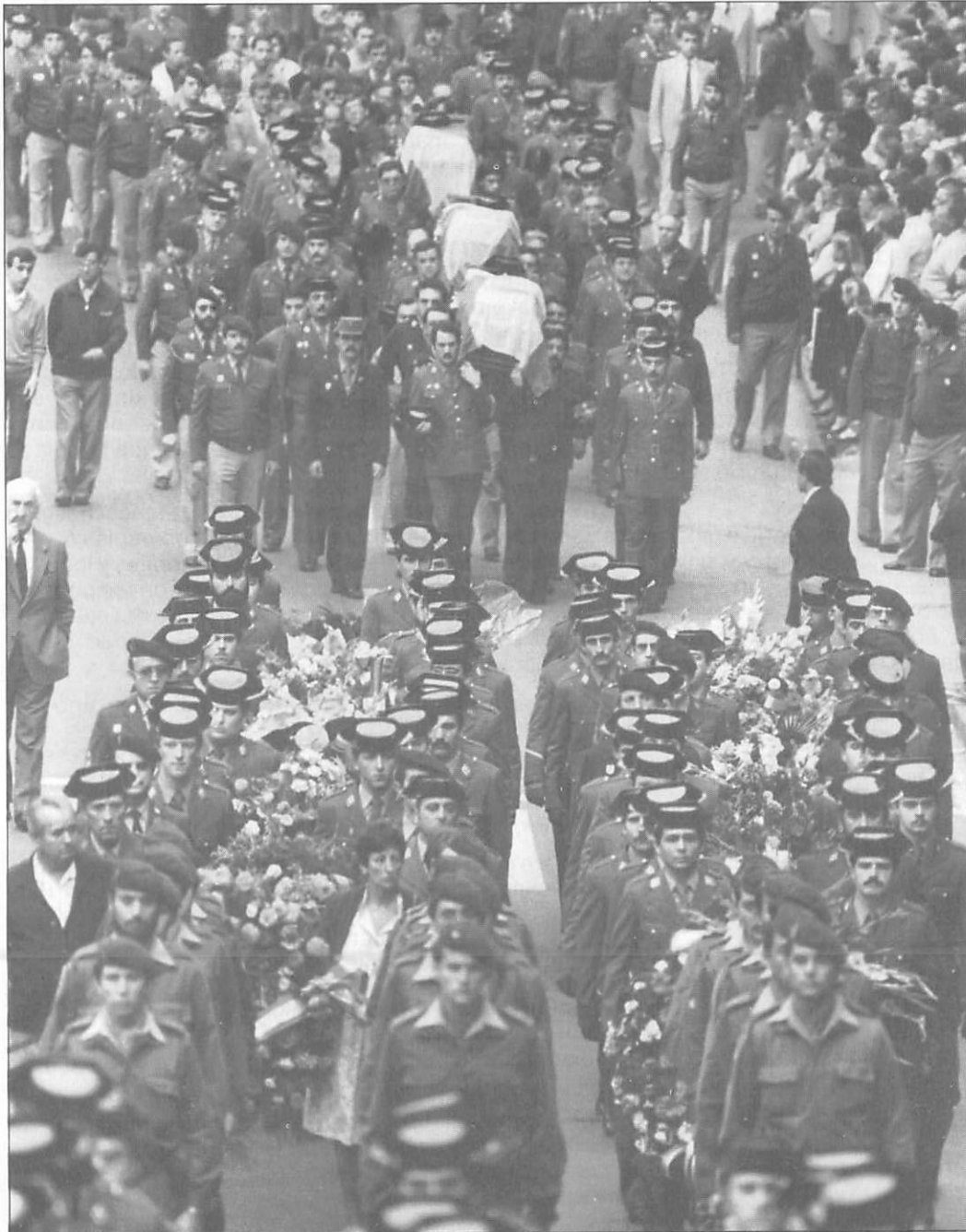
Desde este punto de vista, es significativo que las precedentes tentativas de "diálogos" con los nacionalistas vascos hayan fracasado generalmente sea porque ETA reclamaba que esas negociaciones fueran hechas públicas, sea porque habían circulado rumores sobre su existencia.

ETA es tan consciente de que quienes deciden verdaderamente en Madrid no son los ministros y el jefe de gobierno en título, sino los generales y los jefes de la policía, que reivindica negociar con los poderes "fácticos", que sean los representantes del ejército y de la policía quienes garanticen la seriedad de las negociaciones.

Y esta oposición a hacer cualquier tipo de concesión en este terreno por parte del muy reaccionario aparato de Estado español, representa para Felipe González (culpable ya de decirse "socialista") un problema mayor que para los gobiernos de derecha que le han precedido.

Este gobierno "socialista" cubre, al contrario, todas las exacciones cometidas por su policía en el País Vasco. Y ha dado un último ejemplo de ello a principios de septiembre, oponiéndose (contra la opinión de todo el cuerpo judicial) a que 90 guardias civiles participaran a una rueda de reconocimiento pedida por un juez para aclarar un caso probado de tortura (¡Lo cual no contribuirá evidentemente a disminuir la audiencia de ETA en el País Vasco!).

No se trata aquí de una inconsecuencia del presidente del gobierno español. España puede presumir hoy de ser un régimen parlamentario, Felipe González es el heredero posiblemente inesperado,



Enterrement de trois "Gardes civils" tués par l'ETA.
L'appareil d'Etat espagnol, issu du franquisme, est particulièrement réactionnaire.

*Scene of the burial of three "Civil Guards" killed by the ETA.
Heritage of Francoism, the Spanish state apparatus is particularly reactionary.*

Entierro de tres "Guardias civiles" matados por la ETA. El aparato de Estado español, salido del franquismo, es particularmente reaccionario.

légitime aux yeux de la bourgeoisie espagnole, du caudillo. Et dans l'héritage, il y avait d'une part le problème basque, et d'autre part un appareil d'État particulièrement réactionnaire, mais qui peut être pour la bourgeoisie espagnole le dernier recours contre la colère éventuelle des exploités et des opprimés, et auquel —pour quelque chef de gouvernement que ce soit— il n'est donc pas question de toucher.

C'est ainsi que la situation au Pays Basque constitue apparemment une impasse. Car d'un côté le gouvernement est privé de toute marge de manœuvre par son propre appareil d'État. Et de l'autre ses choix politiques empêchent l'ETA de faire appel à la seule force sociale qui pourrait briser ces barrières : la classe ouvrière, non seulement d'Euskadi, mais de toute l'Espagne.

unexpected one, but nonetheless one who wants to be considered by the Spanish bourgeoisie as his legitimate successor. And in this inheritance, the Basque problem was one part and a particularly reactionary state apparatus was another part— which could be for the Spanish bourgeoisie the last recourse against the eventual anger of the exploited and the oppressed. It is thus out of the question for whatever head of state there is at the time to tamper with this state apparatus.

This is why the situation in the Basque country apparently constitutes an impasse. For on one side, the government is deprived of all maneuvering room by its own state apparatus. And on the other side, the ETA's own political choices block it from appealing to the only social force which could destroy these barriers: the working class, not only in Euskadi, but in all of Spain.

pero que quiere aparecer legítimo a la burguesía española y al caudillo. Y en la herencia, estaba de un lado el problema vasco y de otro un aparato de Estado particularmente reaccionario, pero que puede ser para la burguesía española el último recurso contra la ira eventual de los explotados y oprimidos, y que es —para cualquier jefe de gobierno— intocable.

Es por todo esto que la situación en el País Vasco aparece como un callejón sin salida. Por un lado, el gobierno se ve privado del menor margen de maniobra por su propio aparato de Estado. Y por el otro, sus propias opciones políticas le impiden a ETA dirigirse a la única fuerza social que podría romper estas barreras : la clase obrera, no solamente la de Euskadi, sino la de toda España.

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste des librairies où ils peuvent se procurer *Lutte de Classe* aux USA, en Argentine, au Brésil, aux Antilles francophones, anglophones et hispanophones, en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce.

Sélection de librairies en Grande Bretagne où *Lutte de Classe* est en vente :

Londres

Collett's
129-131 Charing Cross Road (WC2)

Bookmarks
265 Seven Sisters Road (N4)

Paperback Centres
28 Charlotte Street (W1)
389 Green Street (E13)
10 Atlantic Road (SW12)

Manchester

Grassroot Books
1 Newton Street

Liverpool

News From Nowhere
100 Whitechapel

Birmingham

B's Other Bookshop
137 Digbeth

Glasgow

Hope Street Books
321 Hope Street

We have at our readers' disposal the complete list of the bookstores where *Class Struggle* is sold in the United States, Argentina, Brazil, the French, English and Spanish speaking West Indies, France, Spain, Great Britain, Italy, Germany, Greece.

Selection of bookshops in Great Britain where *Class Struggle* is on sale:

Edinburgh

First of Mays Bookshop
43 Candlemaker Row

Sheffield

The Independent Bookshop
69 Surrey Street

Bristol

Full Marks Bookshop
37 Stokes Croft

Brighton

Odd Volume
53 Upper Gloucester Road

Southampton

October Books
4 Onslow Road

Oxford

EOA Bookshop
34 Cowley Road

Leicester

Blackthorn Books
70 High Street

Leeds

Corner Bookshop
162 Woodhouse Lane

Tenemos a disposición de nuestros lectores la lista de las librerías donde pueden procurarse *Lucha de Clase* en Estados Unidos, en Argentina, en Brasil, en Antillas de habla francesa, inglesa y española, en Francia, en España, en Gran Bretaña, en Italia, en Alemania, en Grecia.

Selección de librerías en Gran Bretaña donde *Lucha de Clase* está en venta :

ABONNEMENTS A LUTTE DE CLASSE

Pour un an

- France, DOM-TOM : 80 F
- DOM-TOM voie aérienne : 95 F
- Europe : 95 F
- Autres pays : 95 F
 - par voie ordinaire :
 - par voie aérienne :
 - Afrique francophone, Moyen-Orient : 130 F
 - Autres pays d'Afrique : 170 F
 - Amérique du Nord, Centrale et du sud : 170 F
 - Japon, Asie du Sud-Est, Océanie : 210 F

Pour envois sous pli fermé : nos tarifs sur demande.
Versements aux adresses page suivante, dans la monnaie du pays.

Pour la France : tous versements à l'ordre de "Lutte Ouvrière" par Chèque, mandat ou virement à :
LUTTE OUVRIÈRE, CCP La Source 31 175 86 W

SUBSCRIPTION RATE TO CLASS STRUGGLE

One year

- France and DOM-TOM : 80 FF
- Airmail DOM-TOM : 95 FF
- Europe : 95 FF
- Other countries : 95 FF
 - Surface mail all countries :
 - Airmail :
 - French speaking Africa, Middle East : 130 FF
 - Other countries of Africa : 170 FF
 - North, South and Central America : 170 FF
 - Japan, Southeast Asia, South Sea Islands, Australia, New Zealand : 210 FF

Enclosed mail : Write for rates.

Send subscription and payment in the currency of the country, to the addresses on the following page.

SUSCRIPCIONES A LUCHA DE CLASE

Un año

- Francia, DOM-TOM : 80 F
- DOM-TOM, via aérea : 95 F
- Europa : 95 F
- Otros países : 95 F
 - Vía normal :
 - Vía aérea :
 - África de habla francesa, Medio Oriente : 130 F
 - Otros países de África : 170 F
 - América del Norte, América Central, América del Sur : 170 F
 - Japón, Asia del Sureste, Oceanía : 210 F

Para envíos con pliegue cerrado : nuestras tarifas al pedido.
Los pagos deben hacerse a las direcciones mencionadas en la página siguiente, en la moneda del país.

Para Francia, todos los pagos deben hacerse a nombre de "Lutte Ouvrière" por cheque transferencia o giro a :
LUTTE OUVRIÈRE, CCP La Source 31 175 86 W

CORRESPONDANCE
MAILING ADDRESSES
CORREO

France

Lutte Ouvrière BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

USA

The Spark Box 1047 Detroit Mi 48231 - USA

Antilles

Combat Ouvrier BP 214 - 97110 Pointe-à-Pitre Guadeloupe

Great Britain

BM ICLC - London WC 1N 3XX

España

Pilar Español - 8 Grande rue Saint-Michel Ap^l A 47 - B^l A
31400 Toulouse (France)

LUTTE DE CLASSE

Mensuel édité par la Société Editions E.A.
BP 233 - 75865 Paris Cedex 18
SARL au capital de 20 000 F - Durée 50 ans.

Gérant : Michel RODINSON
Associés : René MARMAROS,
Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT

Directeur de la publication et responsable
de la rédaction Michel RODINSON

Impression : 25, rue du Moulinet, 75013 Paris
Commission paritaire des Publications n° 53361
Tirage : 5 000 exemplaires

Prix	Price	Precio
France:	10 F	
USA:	\$ 1,50	
Great Britain:	70 p	
España:	180 pesetas	
Italia:	2 000 L	
Argentina:	1,5 Austral	
Brasil:	15 crs	
Grèce:	200 drachmes	